RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
MAIRIE DE JUSSY

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal de Jussy du 13 mai 2024

Présents

Exécutif :	Mme	Anne-Françoise Morel	Maire
	MM.	Stéphane Hostettler	Adjoint
		Yves Lüthi	Adjoint
Bureau du Conseil :	Mme	Audrey Pion	Présidente
	MM.	Olivier Gros	Vice-président
		Christophe Mage	Secrétaire
Conseillères municipales :	Mmes	Sabine Chenevard, Catalina Kauz, Laura Mathil, Susanne Roux-Stuber	
Conseillers municipaux :	MM.	Jean-Marie Beaud, Yves Bobillier, Éric Grand, Pascal Wegmuller	
Excusé-e-s/absent-e-s :	Mme	Anna Dumonthay	
	MM.	Grégoire Stoky, Alain Magistra	
Procès-verbaliste :	Mme	Emmanuelle Maia	

Ordre du jour

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 15 avril 2024
2. Communications du bureau du Conseil municipal
3. Communications générales du Maire et des Adjoints
4. Rapports des présidents de commissions et de l'Exécutif
   4.1 Commission sociale du 16.4.2024
   4.2 Commission urbanisme du 30.4.2024
   4.3 Commission administration du 22.4.2024
5. Projet(s) de délibération, de motion et de résolution
   5.1 Délibération DEL01-2024 relative à l'adoption des comptes communaux 2023
   5.2 Délibération DEL02-2024 relative à l'adoption des comptes 2023 de la Fondation de la commune de Jussy pour le logement
   5.3 Délibération DEL03-2024 relative à un crédit d'étude pour étudier la faisabilité de l'extension du local des pompiers et de la salle des fêtes
   5.4 Délibération DEL04-2024 relative à l'élection du bureau du Conseil municipal
   5.5 Résolution RES02-2024 relative à l'augmentation des nuisances qui seront occasionnées par la future autoroute du Chablais
6. Décision(s) de l'ACG
7. Proposition du Maire et des Adjoints
8. Propositions individuelles et questions
9. Divers

MAIRIE DE JUSSY
Route de Jussy 312
1254 Jussy
T. 022 888 15 15
F. 022 888 15 18
mairie@jussy.ch

La Présidente ouvre la séance à 20h. Elle salue le public présent et annonce les élus excusés.

Aucune remarque n'étant formulée à propos de l'ordre du jour, celui-ci est considéré comme accepté.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 15 avril 2024

Le procès-verbal de la séance du 15 avril 2024 est approuvé à l'unanimité avec remerciements à son auteur.

2. Communications du Bureau du Conseil municipal

La Présidente souhaite, avec un léger retard, un joyeux anniversaire à MM. Pascal Wegmuller et Olivier Gros. Elle a eu beaucoup de plaisir à présider le Bureau du Conseil municipal, cette année, et remercie du fond du cœur les élus, avec qui il a été très agréable de travailler.

3. Communications générales du Maire et des Adjoints

Mme le Maire annonce que la commune a engagé 11 jeunes pour des jobs d'été. Ils ont été répartis en trois groupes : le premier du 24.6 au 5.7.2024, le deuxième du 8.7 au 19.7.2024 et le troisième du 5 au 16.8.2024.

Un apéritif des autorités aura lieu le 1er août à 17h30 dans les jardins du domaine de La Gara. Les Conseillers municipaux recevront une invitation officielle en temps voulu. La commune ne sait pas encore si les conjoints pourront être invités.

M. Christophe Mage précise que M. Guy Parmelin viendra avec son chef de communication, Monsieur Urs Wiedmer ,et son huissière, Madame Tiziana Gutknecht.

Mme le Maire indique que quelques modifications de forme ont été apportées au règlement des locations de salles afin d'améliorer la clarté des articles. L'annexe 2 (tarifs) a été modifiée. Normalement, les locaux communaux ne sont pas loués aux habitants, sociétés ou associations hors commune. Le tarif a néanmoins été adapté pour les rares exceptions. Les Jusserands bénéficient d'une location gratuite une fois par an. Le règlement ainsi mis à jour est disponible sur le site internet de la commune.

M. Éric Grand demande si l'administration pourrait en profiter pour remettre à jour la liste du matériel, sur le site, qui est obsolète.

Mme le Maire annonce que le contrat du restaurant scolaire a été renouvelé avec Compass Group. Ce prestataire restait le moins cher et le plus proche, les repas étant préparés dans les cuisines du collège Saint-Louis.

La commune a reçu une naturalisation.

M. Rui Jeronimo Pereira, qui a été nommé au grade de sergent, remplacera le chef de poste de la police municipale.

Le DIP a favorablement préavisé le projet d'agrandissement de l'école des Beillans. Cette prise de position permettra à la procédure de modification de zones de suivre son cours et de passer dans les services concernés pour validation. Une fois le projet de loi et l'exposé des motifs validés, la mise à l'enquête publique du dossier suivra. La question de l'agrandissement, que ce soit au travers d'un bâtiment ou de containers provisoires, viendra dans un second temps.

Le rapport d'activité et les comptes 2023 du GIPE sont à disposition sur CMNet. Depuis le début, les résultats du groupement intercommunal pour la petite enfance ont toujours été inférieurs au budget ; la direction maîtrise bien les coûts. Mais les salaires augmentant automatiquement chaque année, le budget continuera lui aussi à augmenter. Les écolages des parents sont également en hausse, chaque année, bien que dans des proportions moindres.

Mme le Maire annonce, au sein de la CP33, la nomination de M. Sébastien Gal au grade de sapeur-pompier volontaire. Cette nomination a été communiquée à l'OCPPAM.

M. Olivier Sommer a contesté la résiliation du bail à ferme notifiée par la commune. Le dossier suit son cours.

M. Yves Lüthi annonce les dernières autorisations de construire :

– DD 326313/1 : Maryse Michèle Burgat, La-Renfile 17, La-Renfile 19, route de Juvigny 99, régularisation I/6038 (installation de clôtures et d'un portail réversibles pour la détention d'un cheval à titre de loisir, pose d'un grillage de sécurité pour citerne à gaz, démolition d'un dépôt et des poulaillers non autorisés). *Autorisation accordée*.

– DD 312894/2 : SI Champel Arve A SA et Gradian SA, Laurent Berney, route de Lullier 64, construction d'un immeuble d'habitation avec parking en sous-sol, abattage d'arbres (modification du projet initial). *Préavis favorable*.

– DD 312894/1 : Gradian SA, route de Lullier 64, construction d'un immeuble d'habitation avec parking en sous-sol, abattage d'arbres. *Préavis favorable*.

– DD 113806/2 : Plusieurs propriétaires, route de Lullier 67, (construction d'un bâtiment de cinq logements, garage souterrain, abattage d'arbres) créations de saut de loups pour la ventilation naturelle pour la PAC et modification de l'ouvrage d'infiltration. *Préavis favorable*.

Rénovation de la maison communale : les travaux de désamiantage ont commencé la semaine dernière. Suivront les travaux de petite démolition. Une demande d'autorisation complémentaire sera déposée afin de formaliser les modifications demandées par la CMNS et la commune.

Le totem zone 30 km/h sur le chemin des Grands-Bois a été détruit par des inconnus ; une plainte a été déposée. Irréparable, il devra être complètement remplacé (devis d'environ Fr. 3'000.-).

Les statistiques de Mobilitri pour le mois d'avril sont à disposition sur CMNet.

M. Yves Lüthi présente ensuite les statistiques d'utilisation du véhicule Mobility, qui n'est guère utilisé (54 réservations en 2023, 4'044 km parcourus, avec un coût net de Fr. 13'113.- pour la commune). La commission urbanisme s'interroge sur la pertinence de cette prestation en comparaison de son utilisation. Faudrait-il une plus petite voiture ? Ou un véhicule électrique ?

M. Jean-Marie Beaud demande à quoi correspondent les « réservations internes ».

M. Christophe Mage indique que les employés communaux ont la possibilité d'utiliser la voiture Mobility, la part d'utilisation pour la commune étant intégralement remboursée.

Les utilisateurs sont-ils uniquement des habitants de Jussy ? demande encore **M. Jean-Marie Beaud**.

M. Christophe Mage répond que, de mémoire, c'est le cas.

M. Yves Lüthi ajoute que la commune se renseignera auprès de Mobility.

M. Éric Grand se rappelle que lors de la précédente législature, Fr. 13'000.- avaient été inscrits au budget, un montant qui devrait être dégressif par rapport aux locations. Or Fr. 16'000.- figurent désormais au budget, une différence qui l'étonne et sur laquelle il souhaiterait des explications.

M. Stéphane Hostettler annonce la dernière statistique de Trois-Chêne Emploi, avec deux consultations pour Jussy durant le mois de mars.

Comme annoncé lors de la dernière séance, *La nuit est belle !* a été reportée à 2025. Cependant, l'association Projet Perséides invite les communes à éteindre volontairement chaque année les éclairages publics pour la nuit des étoiles filantes, du 12 au 13 août, et à convaincre les citoyens et entreprises à faire de même. Le projet se base uniquement sur le volontariat, et la commune y a répondu favorablement. Faudrait-il profiter de cette occasion

pour organiser une observation des étoiles (sous réserve que les SIG fassent le nécessaire) ?

Mme le Maire rappelle que les SIG accepteront pour autant que toutes les communes participent.

M. Stéphane Hostettler indique que les jeunes de l'Abri lancent un projet de photographies, avec un vernissage à la clé dont la date sera annoncée ultérieurement. Cette activité sera prise sur le budget courant de l'Abri. Cette année, il y a aussi un projet de concours de photos au niveau de la commune, ce qui tombe très bien.

M. Éric Grand souhaiterait connaître le bilan financier de l'expérience, menée durant la vogue de Jussy, d'emploi de vaisselle réutilisable nettoyée par une entreprise externe.

Mme le Maire indique que la commune n'a pas encore débriefé, faute d'avoir reçu les factures y relatives. En même temps, il n'y a pas beaucoup d'autres solutions pour les grosses manifestations. La commune ne dispose pas de machines assez grosses ni du personnel pour laver cette vaisselle. Pour certaines animations, comme les promotions, la commune teste l'usage de vaisselle en porcelaine.

M. Éric Grand est sûr que la commune pourrait utiliser des assiettes compostables. Et suivant les coûts, est-ce qu'il faudrait réfléchir à investir dans une grosse machine à laver avec ventilation ?

Prenant l'exemple de la vogue, **Mme le Maire** rappelle qu'il faudrait alors engager pendant deux jours des personnes pour laver la vaisselle.

M. Christophe Mage ajoute que la commune de Collonge-Bellerive avait analysé les différentes options. La location de vaisselle réutilisable avec externalisation du nettoyage était la solution la moins onéreuse.

M. Éric Grand demande quelle est la durée de vie de la vaisselle réutilisable.

Mme le Maire rappelle qu'il s'agit d'une loi cantonale.

M. Éric Grand estime que la commune pourrait imaginer d'autres solutions, comme la vaisselle compostable ou de la vaisselle bon marché en porcelaine.

M. Stéphane Hostettler avait entendu dire que tout usage unique, même avec de la vaisselle compostable, était interdit. Il se renseignera auprès du GESDEC.

Mme le Maire propose de réfléchir pour 2025, et de demander l'avis des sociétés.

Mme Sabine Chenevard souligne que le Conseil administratif de la Ville de Genève a décidé de rendre obligatoire la vaisselle réutilisable.

M. Stéphane Hostettler a aussi demandé un retour par rapport à l'instauration d'une consigne.

M. Éric Grand estime que la commune ne devrait pas mettre en place de consigne.

Mme le Maire rappelle que c'est le libre choix des sociétés ou organisateurs des manifestations, qui doivent dédommager la commune en cas de matériel cassé ou perdu.

Mme Laura Mathil explique que le demi de Jussy a pris le parti de ne pas instaurer de consigne.

4. Rapports des présidents de commissions et de l'Exécutif

4.1 Commission sociale du 16.4.2024

Mme Catalina Kauz évoque les points à l'ordre du jour de la dernière séance de la commission.

– Fête du Printemps : la commission a débriefé sur cette fête, qui s'est bien passée. L'ambiance était fort sympathique. La commission verra avec l'école et le GIAP pour le Bonhomme d'Hiver 2025.

– Balade transfrontalière : malgré une météo maussade, la balade a attiré plus de 300 participants (dont deux tiers de Français). M. Stéphane Hostettler et elle-même se demandaient s'il ne faudrait pas participer tous les deux ans à cette balade (contre une fois par année, actuellement).

– Sortie des jeunes 8-11 ans du 1er juin : la commission emmènera les jeunes à Filenvol, le matin. MM. M. Jean-Marie Beaud et Éric Grand ont accepté d'aider la commission. Au menu, saucisses, salades (pommes de terre ou pâtes) et fishcakes pour le dessert. Mme Susanne Roux-Stuber a trouvé des jeux géants pour l'après-midi. Les parents seront conviés, en fin de journée, à un petit apéritif.

– Sortie des aînés : la commission finalise la sortie. Le retour se fera en bateau (départ de Nyon à 17h, accostage à 18h-18h30 aux Eaux-Vives). Les conjoints n'ayant pas encore atteint l'âge de la retraite pourront se joindre à la sortie moyennant une participation de Fr. 50.-.

– Promotions scolaires : la commission finalise le programme. Un mode d'emploi et une notice explicative pour les liseuses seront présentés à la prochaine séance de la commission. Le fil rouge a été fixé au 15.5.2024.

– 1er août : la commission est encore en train d'étudier l'itinéraire de la marche et les stands. Elle attend la réponse du centre horticole de Lullier. L'association Naries s'associerait à la marche.

– Prévention contre le harcèlement scolaire : une dizaine de parents ont participé, et la séance pour les 8-11 ans a été annulée, faute de participants. Le résultat de l'Abri n'est pas encore connu. La commission se demande si elle ne devrait pas s'associer avec d'autres communes pour évoquer ces thèmes, qui sont malheureusement d'actualité.

– Divers : le menu du soir, pour la sortie à Europa-Park, a été défini. Concernant le rallye des sociétés, qui sera reconduit, chaque société s'organisera elle-même. Open Scène fêtera ses 10 ans en juin. La commune a-t-elle prévu quelque chose ?

Mme le Maire indique que la commune ne fête pas les anniversaires des sociétés. Mais cela pourrait changer si les autorités le souhaitent.

Mme Catalina Kauz ajoute que la commission a évoqué la structure demandée par Open Scène. Celle-ci pourrait peut-être être intégrée dans le projet d'agrandissement de la salle des fêtes et de la caserne des pompiers.

La commission se réunira demain à 20h, conclut **Mme Catalina Kauz**.

4.2 Commission urbanisme du 30.4.2024

M. Pascal Wegmuller résume les différents dossiers traités lors des dernières séances de la commission.

– Projet d'agrandissement de la caserne des pompiers (cf. point 5.3, vote d'un crédit d'étude concernant la faisabilité de cette extension qui devra se faire en harmonie avec l'agrandissement de la salle des fêtes, notamment l'accès sur le côté) : M. Éric Grand proposera un amendement au projet de délibération.

– Agrandissement de l'école des Beillans : en dehors du retour du DIP évoqué par Mme le Maire sous le point 3, les informations manquent notamment par rapport aux impacts du projet de mise en place de l'horaire continu. La commission s'interroge aussi sur la pertinence de réaliser une étude sur l'évolution démographique de la commune un peu plus précise afin de déterminer si des containers provisoires pourraient suffire. Les discussions se poursuivront, sachant que le changement de zones doit encore être validé par les services de l'État.

– Routes communales : **M. Pascal Wegmuller** remercie M. Christophe Mage qui a mis en conformité la résolution finalisée par la commission (cf. point 5.5).

– Mobility : comme évoqué plus haut par M. Yves Lüthi, la commission est revenue sur l'utilisation et les coûts du véhicule Mobility. La commission souhaite qu'un rappel paraisse dans le Jusserand.

M. Yves Lüthi ajoute que la commission voulait aussi sonder l'intérêt de la population.

La prochaine séance est fixée au 28.5.2024. La commission fera le tour des routes communales le 22.6.2024 afin de planifier les entretiens, conclut **M. Pascal Wegmuller**.

4.3 Commission administration du 22.4.2024

M. Olivier Gros résume les dossiers traités lors de la dernière séance de la commission.

– La commission a analysé les comptes détaillés de l'exercice 2023, qui avaient déjà été audités par la fiduciaire de la commune, la société fiduciaire d'expertise et de révision s.a. . Aucune remarque n'a été faite par rapport aux écritures. Il faudra mandater une nouvelle fiduciaire pour l'exercice 2025.

Au niveau des résultats, la diminution assez sensible des recettes (environ Fr. 500'000.-) a été compensée par un excédent de recettes dû aux actions de la BCGe (une action représente presque 1 centime additionnel, ce qui n'est pas négligeable). En dépit de l'arrivée prévue de nouveaux habitants, la commission estime nécessaire d'attendre avant de modifier éventuellement le centime additionnel.

Les amortissements complémentaires votés fin 2023, qui diminuent le résultat financier, sont intéressants pour la commune car ils améliorent ses capacités d'autofinancement.

Le plan financier quadriennal a été mis à jour. Il en ressort des liquidités suffisantes pour 2024 mais, compte tenu des investissements prévus au PA en 2025 et 2026, la commune devra recourir à l'emprunt. Les actions de la BCGe devraient permettre d'obtenir de meilleures conditions.

Les investissements ont été plus faibles que budgétés, compte tenu des retards pris par certains projets (maison villageoise, PDCom, panneaux photovoltaïques sur la toiture des Beillans, etc.).

La commission, qui a finalisé le projet de délibération y relatif, recommande au Conseil municipal d'approuver les comptes de l'exercice 2023 (cf. point 5.1).

– Sécurité villageoise : la commission a étudié les devis et cahiers des charges de sociétés de sécurité privées, suite aux cambriolages ou tentatives survenus en début d'année. Le budget pour ces rondes est vite très important. Par exemple environ Fr. 20'000.- pour 8h hebdomadaires (soit une ronde par nuit). La commission souhaiterait faire paraître un rappel des bonnes pratiques dans le Jusserand. De plus, il faudrait que les habitants aient le réflexe de s'adresser directement à la police cantonale lorsqu'ils constatent des comportements suspects, plutôt qu'à la Mairie.

– Agrandissement du local des pompiers : la commission a repris les éléments listés par l'état-major (RH, matériel, etc.). La commission a, à l'unanimité, préavisé favorablement le crédit d'étude (cf. point 5.3) pour l'agrandissement du local.

– La commission a pris acte du dépassement budgétaire de Fr. 76'000.- lié aux augmentations de salaires. En effet, la hausse des cotisations pour le deuxième pilier (CAP, primauté des prestations) sera essentiellement à la charge de la commune.

La prochaine séance aura lieu le 17.9.2024, conclut **M. Olivier Gros**.

Mme Catalina Kauz indique qu'en ce moment, des individus très louches font du porte-à-porte pour proposer des travaux. La police a été avisée.

M. Éric Grand demande si une augmentation de personnel a été prévue dans le plan quadriennal pour la maison villageoise.

Mme le Maire répond que l'occupation du bâtiment n'a pas encore été déterminée ; le personnel n'est pas inclus dans le coût de construction.

M. Christophe Mage ajoute qu'il faudrait dans ce cas détailler tous les postes dans le plan quadriennal. Celui-ci n'est pas construit sur ce modèle. Il est précis pour l'année budgétée, puis il augmente en fonction de l'inflation. Les gros investissements sont prévus.

M. Olivier Gros relève que pour connaître d'éventuels besoins en personnel, il faudrait déjà que la destination du bâtiment soit déterminée et que les travaux soient terminés.

Ces questions se poseront pour le budget 2025, conclut **Mme le Maire**.

5. Projet(s) de délibérations, de motions et de résolutions

5.1 Délibération DEL01-2024 relative à l'adoption des comptes communaux 2023

La Présidente résume la délibération et, en l'absence de toute remarque ou question, propose de passer au vote.

À l'unanimité (9 oui), le Conseil municipal approuve la délibération DEL01-2024.

5.2 Délibération DEL02-2024 relative à l'adoption des comptes 2023 de la Fondation de la commune de Jussy pour le logement

M. Éric Grand demande si les comptes de la Fondation ont aussi été contrôlés par la commission administration, puisque la commune doit les approuver.

Mme le Maire rappelle que la Fondation, qui est complètement autonome par rapport à la commune, dispose de ses propres statuts et réviseurs agréés. Les comptes sont formellement approuvés par la Fondation avant d'être validés par la commune via la présente délibération.

M. Christophe Mage souligne que la Fondation a sa propre personnalité juridique. Le Conseil municipal et l'Exécutif sont représentés au sein du Conseil de Fondation.

M. Éric Grand, qui renonce à proposer un amendement, suggère à l'administration de se renseigner auprès du SAFCO pour l'exercice 2024.

La Présidente résume la délibération et, en l'absence d'autre remarque ou question, propose de passer au vote.

À la majorité (8 oui, 0 non, 1 abstention), le Conseil municipal approuve la délibération DEL02-2024.

5.3 Délibération DEL03-2024 relative à un crédit d'étude pour étudier la faisabilité de l'extension du local des pompiers et de la salle des fêtes

La Présidente donne lecture de l'amendement déposé par M. Éric Grand.

M. Éric Grand présente le résultat de ses réflexions (cf. annexe au PV de la commission urbanisme du 30.4.2024). Tout d'abord, il suggère de constituer une commission ad hoc (commissions réunies administration et urbanisme), plutôt que de travailler en parallèle. Car il n'est pas encore convaincu par l'extension de la caserne des pompiers sur le pignon côté Jura de la salle des fêtes. Il serait d'avis de créer une nouvelle caserne en site propre.

Bien que l'état-major ait envisagé les 10, voire 25 prochaines années, **M. Éric Grand** pense que l'état-major et l'Exécutif, via un architecte, devraient encore faire l'inventaire des besoins, notamment en termes d'effectifs.

Mme le Maire rappelle que ces discussions ont déjà eu lieu en commission administration.

M. Éric Grand poursuit ses explications. Le camion des pompiers datant de 2004, l'état-major estime qu'il faudrait le remplacer d'ici 3-4 ans. **M. Éric Grand** a étudié les dimensions des différents camions sur le site du canton de Vaud (ECA).

Si l'urgence, c'est de créer des vestiaires pour femmes, il serait imaginable de poser un container derrière le local des pompiers (compter Fr. 50'000.- pour répondre à cette demande).

M. Éric Grand a ensuite étudié la construction d'une nouvelle caserne et estimé le volume à 270 m^2. Celui-ci pourrait être implanté sur différents sites (cf. PV de la commission urbanisme du 30.4.2024).

M. Éric Grand souhaiterait que la commune se donne la capacité de réfléchir, avec l'état-major, à un outil de travail. Le projet actuel est-il un bon projet ? L'extension de la caserne derrière la salle des fêtes serait, selon beaucoup de personnes, une erreur.

Mme le Maire trouverait intéressant de savoir qui, et pour quelles raisons.

Mme Sabine Chenevard avait compris que les autorités réfléchiraient aux deux projets en même temps, afin de continuer à utiliser la salle des fêtes comme actuellement.

M. Pascal Wegmuller souligne que les commissions urbanisme et administration ont déjà fait ce travail. Les besoins ont été identifiés, et les plans de l'avant-projet dessinés en collaboration avec l'état-major. Les autorités communales répètent depuis le début que l'accès à la salle des fêtes devra prioritairement être réservé. Les propos de M. Éric Grand sont relativement dénigrants pour les commissaires.

M. Éric Grand répète que la commune doit se poser les bonnes questions, raison pour laquelle il propose cet amendement qui permettrait à l'architecte d'étudier en parallèle l'implantation d'un nouveau bâtiment en site propre.

Mme le Maire rappelle que déclasser un terrain agricole prendrait 15 ans.

M. Pascal Wegmuller souligne que la modification de zones sur le site des Beillans n'est pas en terrain agricole, mais en zone sportive.

M. Éric Grand pense que la commune ferait une erreur en construisant un local derrière la salle des fêtes.

Mme le Maire relève que l'Exécutif propose un crédit d'étude afin d'affiner le plan pour que la commission urbanisme poursuive ses travaux et réflexions. Envisager une caserne sur un terrain agricole repousserait ce projet aux calendes grecques.

Mme Audrey Pion confie la présidence à **M. Olivier Gros** qui lui passe la parole.

Mme Audrey Pion rappelle que les commissions administration et urbanisme planchent depuis longtemps sur ce projet. Il se trouve que M. Éric Grand ne faisait pas encore partie du Conseil municipal. Les commissions ont à chaque fois examiné les tenants et aboutissants et ont décidé à l'unanimité d'aller de l'avant. Elle a l'impression que la commune fait un immense retour en arrière, alors que de nombreux éléments ont été réfléchis et actés. M. Éric Grand dit à la fois qu'il n'y a pas d'urgence et, dans son exposé des motifs, qu'il a senti une légère urgence. L'urgence n'est pas à géométrie variable. Envisager un projet totalement différent qui serait repoussé d'une quinzaine d'années pourrait potentiellement poser un véritable problème.

M. Éric Grand ne vient pas s'opposer à ce projet, mais perturber la façon de penser des élus. Il faut réfléchir comme il faut pour ce projet à 2 mios ou 2,5 mios. Avec cette extension, la commune n'offrirait pas à la CP33 un outil de travail à la hauteur de ses attentes. Il relève que l'offre de M. Peccoud englobe la demande d'autorisation. Cela signifie que l'Exécutif veut forcer la main au législatif.

Mme le Maire pense que l'effectif de la CP33 ne passera pas à 50 membres en 10 ans, déjà parce que la commune finance les équipements des SPV. De plus, selon M. Pasquale Bartolo, le local projeté pourrait très bien, par la suite, être réaffecté à la voirie.

M. Yves Lüthi ajoute qu'avant de dessiner une nouvelle caserne, il faudrait d'abord trouver où l'implanter.

M. Éric Grand explique que la commune pourrait déposer une demande de renseignement (DR) sur la base d'un volume.

Mme Audrey Pion rappelle que la commission urbanisme avait préavisé à l'unanimité la dépose d'une demande d'autorisation préalable (cf. PV du 26.6.2023). L'Exécutif n'a pas forcé la main du législatif.

M. Yves Lüthi ajoute que M. Peccoud a déposé une DR, sur la base de laquelle la CMNS a demandé que le bâtiment soit reculé. Il faudrait que la commune, via la commission urbanisme, se positionne d'abord sur un autre site pour que M. Peccoud puisse consulter les services de l'État.

M. Éric Grand répète qu'il n'est pas contre l'extension derrière la salle des fêtes. Mais il pense que celle-ci sera trop petite et que la commune devra réinvestir dans une autre solution dans 10 ou 15 ans.

Mme Susanne Roux-Stuber demande si l'état-major a été associé à l'étude réalisée jusqu'à présent.

Mme le Maire confirme que l'état-major a été auditionné.

M. Olivier Gros ajoute que les besoins de la compagnie ont été définis et l'état-major a pris connaissance du croquis de M. Peccoud.

M. Jean-Marie Beaud rappelle que la commission urbanisme (cf. PV du 30.4.2024) souhaitait que l'Exécutif obtienne en parallèle un crédit d'étude de M. Peccoud pour le projet d'agrandissement du local des pompiers (projet 1a) et la construction d'un bâtiment rectangulaire selon les besoins de la compagnie (projet 1b).

M. Yves Lüthi explique que si le Conseil municipal accepte l'amendement de M. Éric Grand, la délibération DEL03-2024 deviendra caduque, car le montant du crédit d'étude ne sera plus le même.

M. Éric Grand propose de revenir dans ce cas avec une délibération complémentaire.

Mme le Maire répète que la commune ne dispose pas du terrain nécessaire pour construire une nouvelle caserne. Le croquis de M. Peccoud est basé sur les besoins de la CP33 ; au besoin, il pourra revenir en commission présenter ses réflexions. Comment pourrait-il dessiner un bâtiment sans connaître son implantation ?

M. Olivier Gros redonne la présidence à **Mme Audrey Pion** qui fait une synthèse du débat. La DEL 03-2024 porte sur un crédit d'étude de Fr. 49'592.- TTC. M. Éric Grand propose un amendement, à savoir l'ajout d'un alinéa 1.2, à savoir : « En parallèle, étudier la construction d'une nouvelle caserne de pompiers en site propre et d'exploiter et/ou étudier plusieurs possibilités d'implantation en collaboration de l'autorité cantonale. » Cet amendement impliquerait de prévoir un autre crédit d'étude d'un montant à définir.

En l'absence d'autre remarque ou question, **la Présidente** propose de passer au vote.

À la majorité (2 oui, 4 abstentions, 3 non), le Conseil municipal refuse l'amendement proposé par M. Éric Grand.

La Présidente donne lecture de la délibération DEL03-2024.

À la majorité (8 oui, 0 abstention, 2 non), le Conseil municipal (Présidente incluse) accepte la délibération DEL03-2024.

5.4 Délibération DEL04-2024 relative à l'élection du bureau du Conseil municipal

M. Olivier Gros, qui propose sa candidature en tant que Président du Bureau, est élu par acclamations.

Mme Catalina Kauz, qui se propose pour le poste de Vice-présidente du Bureau, est élue par acclamations.

M. Christophe Mage est reconduit par acclamations dans ses fonctions de secrétaire du Bureau.

5.5 Résolution RES02-2024 relative à l'augmentation des nuisances qui seront occasionnées par la future autoroute du Chablais

La Présidente résume la résolution.

Mme Catalina Kauz relève que malgré la fermeture de la douane de la Renfile, il y a déjà des voitures immatriculées en France à 5h45 au giratoire. Comment la commune pourra-t-elle faire ?

M. Éric Grand estime que les autorités cantonales doivent faire des contrôles. Le DSM a pris des décisions de restriction de trafic la nuit sur plusieurs tronçons, mais aucun contrôle n'est fait. La résolution invite l'Exécutif à discuter avec les autorités cantonales.

Mme le Maire serait la première à faire ce qu'il faut pour éviter que le trafic emprunte les routes communales. Mais la douane de Monniaz est toujours ouverte. Et l'Exécutif, qui a rencontré M. Pierre Maudet en début d'année, a constaté que la fermeture de cette douane n'était pas dans ses priorités. Selon le canton, les gens prendront le bus ou le train. Mais concentrer le trafic de transit motorisé sur les axes primaires est compliqué en l'absence de fermeture physique ou de contrôles de la police cantonale. À moins que le Conseil municipal n'octroie un budget pour que la commune ait son propre service de contrôle dans le cas où l'État accepterait la fermeture de la douane de Monniaz.

M. Yves Lüthi indique que M. Gilles Marti, Maire de Puplinge, a organisé une séance mobilité avec les communes de Presinge, Jussy et Gy. Il en saura plus lors de la prochaine commission urbanisme.

M. Éric Grand explique que l'Exécutif pourra s'appuyer sur cette résolution pour entamer des discussions fermes avec les autorités cantonales. Car dans 4 ou 5 ans, l'autoroute du Chablais sera en service.

Mme le Maire souligne que la moitié des habitants étaient opposés à la fermeture de la douane de la Renfile.

M. Éric Grand pense préférable d'utilise le terme de restriction de trafic, et pas de fermeture.

Mme le Maire rappelle que la route de Monniaz reste, pour le Conseil d'État, une pénétrante. La commune, qui voulait aménager une piste cyclable sur la route de Juvigny, a été confrontée à une levée de boucliers. Instaurer des restrictions de trafic, d'accord. Mais comment les faire appliquer ? Engager des gardes pour contrôler et amender les contrevenants ?

En l'absence de toute autre remarque ou question, **la Présidente** propose de passer au vote.

À l'unanimité (9 oui), le Conseil municipal approuve la résolution RES02-2024.

6. Décision(s) de l'ACG

La Présidente indique que la décision d'octroi du 31.1.2024, par le Fonds intercommunal, d'une subvention d'investissement de 3 millions de francs destinée à la rénovation des galeries publiques du Muséum d'histoire naturelle, est entrée en force.

La décision de l'Assemblée générale de l'ACG du 28.2.2024 relative à l'attribution, par le Fonds intercommunal, d'une subvention d'investissement de 5,4 millions de francs supplémentaires destinée à la construction de Concorde Espace Culture (Centre Culturel de Châtelaine) est elle aussi entrée en force.

7. Proposition du Maire et des Adjoints

Néant.

8. Propositions individuelles et questions

Néant.

9. Divers

M. Christophe Mage offre un magnifique bouquet à Mme Audrey Pion pour conclure sa présidence du Bureau du Conseil municipal. Mme Audrey Pion est chaleureusement applaudie par le Conseil municipal.

Date du prochain Conseil municipal : 10 juin 2024 à **19 heures**.

La Présidente :	Le Vice-président :	Le Secrétaire :
Audrey Pion	Olivier Gros	Christophe Mage

Séance levée à : 21h45.

Annexes : DEL01-2024, DEL02-2024, DEL03-2024, DEL04-2024, RES02-2024

DELIBERATION

Relative à l'élection du bureau du conseil municipal pour la période allant du 1er juin 2024 au 31 mai 2025

Conformément à l'art. 9 de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984,

le Conseil municipal

A É L U

Les membres suivants afin de constituer le bureau du conseil municipal pour la période allant du 1er juin 2024 au 31 mai 2025 :

Le Président — Monsieur Olivier Gros

Élu par 9 voix pour soit à l'unanimité

La Vice-Présidente — Madame Catalina Kauz

Élu par 9 voix pour soit à l'unanimité

Le Secrétaire (externe) — Monsieur Christophe Mage

Élu par 9 voix pour soit à l'unanimité

DELIBERATION

Relative au crédit d'étude pour l'agrandissement des locaux des sapeurs-pompiers volontaires de la Commune de Jussy et, conjointement, de l'extension de la salle des fêtes

Vu les réflexions engagées sur un agrandissement des locaux des sapeurs-pompiers volontaires,

Vu le cahier des charges établit par l'état-major de la compagnie 33 des sapeurs pompier-volontaires auprès de la commission administration en date du 3 avril 2023 dont l'extrait du procès-verbal de cette réunion est annexé,

Vu la présentation réalisée par l'architecte Monsieur Dominique Peccoud auprès de la commission urbanisme du 26 juin 2023, dont l'extrait du procès-verbal de la séance est annexé,

Vu les discussions et réflexions menées en séances de la commission urbanisme du 16 mai 2023, du 27 février 2024, du 26 mars 2024 et du 30 avril 2024 dont les extraits des procès-verbaux sont annexés,

Vu la demande d'autorisation préalable n°DP/329348/1 du 14.12.2023 déposée par Atelier ARCHidée sàrl,

Vu la demande du Service des monuments et des sites du 12.02.2024 de fournir des pièces complémentaires et de modifier le projet afin que ce dernier s'intègre de manière satisfaisante en s'inscrivant en mimétisme et prolongation de la salle des fêtes,

Vu la nécessite de déterminer un cadre financier à ce projet qui par son ampleur représente un investissement qui sera porté au patrimoine administratif de la commune de Jussy,

Vu le devis du bureau d'architecte Atelier ARCHidée sàrl de CHF 34'592.00 TTC pour la partie de ses honoraires plus une estimation des coûts complémentaires des autres mandataires pour CHF 15'000.00 TTC, soit un total de CHF 49'592.00 TTC pour toutes les phases jusqu'à l'autorisation de construire définitive,

Conformément à l'art. 30, al. 1, let. e et m de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984,

sur proposition du Maire,

le Conseil municipal

D E C I D E

7 oui, 2 non, soit à la majorité

sur 10 conseillers municipaux présents à la séance

1. De procéder à une étude pour l'agrandissement du local des sapeurs-pompiers volontaires de la commune de Jussy ainsi que, conjointement, de l'extension de la salle des fêtes,

2. D'ouvrir au maire un crédit brut de CHF 49'592.00 TTC destiné à cette étude.

3. De comptabiliser cette dépense dans les comptes des investissements puis de la porter à l'actif du bilan, dans le patrimoine administratif.

4. En cas de réalisation du projet, ce crédit d'étude sera intégré au crédit principal, qui sera voté ultérieurement, afin d'être amorti conjointement à celui-ci.

5. En cas de non-réalisation du projet, ce crédit d'étude sera amorti au moyen de 1 annuité, dès l'année de son abandon.

6. D'autoriser le maire à contracter, si nécessaire, un emprunt auprès des établissements de crédit de son choix, à concurrence de CHF 49'592.00 afin de permettre l'exécution de cette étude.

DÉLAI RÉFÉRENDAIRE AU 01.07.2024

La Présidente
Audrey Pion

Le Secrétaire
Christophe Mage

Corsier, le 8 mai 2024

A R C H I D E E

Commune de Jussy
A l'att. de M. Christophe Mage
312, route de Jussy
1254 Jussy

Offre d'honoraires: Etude et demande préalables, projet, autorisation de construire et estimation des coûts pour la transformation du local des pompiers, l'extension de la salle communale et la création d'une halle à véhicules – parcelles 53 et 1321 - Jussy

Monsieur Mage,

Pour faire suite à votre demande concernant l'objet susmentionné et sur la base des études préalables déjà en cours, vous trouverez ci-dessous une estimation d'honoraires comprenant toutes les phases jusqu'à l'autorisation de construire.

Celle-ci comprend l'élaboration des dossiers de plans de l'état existant (plans, coupes et élévations), la phase d'études préalables en cours, la mise en place du projet et de la demande d'autorisation définitive ainsi que l'estimation des coûts de réalisation.

Tarif horaire moyen H.T. :		Fr.	130.-/h
Etude préalable:			
Dossier de plans numériques de l'état existant, schémas d'implantation et volumétrie 3D, séances de présentation :	40 h.	Fr.	5'200. -
Demande d'autorisation préalable (DP329348 en cours), suivi administratif et compléments:	48 h.	Fr.	6'240. -
Projet de l'ouvrage et procédure d'autorisation:			
Projet de l'ouvrage et séances de présentation :	72 h.	Fr.	9'360. –
Dossier de demande d'autorisation et suivi administratif :	56 h.	Fr.	7'280. –
Réserve pour répondre aux demandes complémentaires de l'OAC :	24 h.	Fr.	3'120. –
Estimation des coûts à ±15% :	16 h.	Fr.	2'080. –
Total des heures et honoraires estimés H.T. à :	256 h.	Fr.	33'280.-
Montant H.T. arrêté à :		**Fr.**	**32'000.-**
T.V.A.	8.1 %	Fr.	2'592.-
Total honoraires estimés T.T.C. à :		**Fr.**	**34'592.-**

Ne sont pas compris dans notre offre : les honoraires d'ingénieurs civil, sécurité, thermicien, CVSE, d'huissier, de spécialistes ou d'experts de la construction, les frais de reproduction, émoluments ou taxes en rapport avec le dossier ainsi que toutes autres prestations non-décrites.

Toutefois et dans le but d'établir un crédit d'étude englobant l'ensemble des mandataires pour cette première phase d'étude, les coûts complémentaires estimés s'élèvent à **frs 15'000.- T.T.C.**, détaillés comme suit :

Analyse substances dangereuses (phase autorisation)	*Fr*	*2'000. -*
Ingénieur civil (consultation phase de projet)	*Fr*	*1'500. -*
Ingénieurs CVSE (consultation phase de projet)	*Fr*	*2'000. -*
Ingénieur sécurité (phase autorisation)	*Fr*	*2'000. -*
Ingénieur thermicien (phase autorisation)	*Fr*	*1'500. -*
Géomètre officiel (étude préalable et phase autorisation)	*Fr*	*4'500. -*
Frais divers (reproduction, émoluments OAC)	*Fr*	*1'500. -*

En espérant avoir répondu à votre demande et dans cette attente, je reste à votre entière disposition pour tous renseignements complémentaires.

Dans cet intervalle, je vous adresse, Monsieur Mage, mes cordiales salutations.

Atelier ARCHidée Sàrl

Dominique PECCOUD

PROCÈS-VERBAL

Commission Administration

Séance du 3 avril 2023 à 20h00

		Présent	Excusé
Président	Olivier Gros	X	
Vice-présidente	Audrey Pion	X	
Conseiller(ère) municipal(e)	Catalina Kauz	X	
	Laura Mathil		X
	Pascal Wegmuller	X	
	Grégoire Stoky	X	
Exécutif	Anne-Françoise Morel	X	
Référent mairie	Christophe Mage	X	
Procès-verbaliste	Emmanuelle Maia		X
Distribution	Conseil municipal, Exécutif, SG, référent mairie		

EXTRAIT

Ordre du jour :

1. Sécurité : inventaire des besoins des pompiers avec la présence du Lt Killian Morel
2. Analyse des comptes spécifiques 2022 de la commission
3. Recettes fiscales 2022
4. Divers

1. Sécurité : inventaire des besoins des pompiers avec la présence du Lt Killian Morel

Le Président accueille le capitaine Marc Rivollet, ainsi que les lieutenants Sébastien Kauz et Killian Morel. L'objectif de cette séance est d'établir un inventaire de l'ensemble des besoins des pompiers, y compris le nouveau local que les autorités communales ont déjà évoqué.

Réaménagement et extension de la caserne

M. Rivollet rappelle que le camion date de 2004 ; s'il est encore fonctionnel, il faudra penser, dans trois ou quatre ans, à son remplacement. Or les camions actuels n'ont plus du tout le même gabarit ; ils sont soit plus petits (ce qui ne fera pas l'affaire pour Jussy), soit plus gros. Un remplacement du camion impliquerait par conséquent une nouvelle caserne.

Mme le Maire souligne la nécessité de créer aussi des vestiaires femmes, étant donné l'obligation légale.

C'est prévu, confirme M. Rivollet en indiquant que les vestiaires hommes sont déjà trop petits.

Si la compagnie recevait une candidature féminine adéquate, elle ne pourrait légalement pas la refuser.

Dans les autres compagnies, dépourvues de vestiaires adéquats, les femmes viennent souvent en tenue. Cette solution temporaire ne serait pas viable, à terme. Avoir une paroi potentiellement amovible serait plus adéquat, car cela permettrait de reconfigurer les vestiaires, qui sont actuellement sous-dimensionnés, en fonction des effectifs.

L'effectif actuel de la CP33 est de 31 hommes. Il n'y a pas assez de casiers pour tous ; les prochains devront être installés soit entre les W.-C. et la douche, soit dans la douche. Avec le nouveau concept, tous les habits contaminés par le feu doivent être lavés tout de suite ; les pompiers ne devraient donc pas rentrer chez eux avec leurs tenues. La taille des casiers actuels est un peu juste pour tout le matériel (taille idéale : H 200 cm x L 60 cm). Il faudrait prévoir 40 casiers pour les hommes, et 15 pour les femmes (minimum 25 sapeurs-pompiers, équipements compris).

Le Président souligne la nécessité de prévoir l'augmentation de la population.

Selon M. Schumacher, la CP33 devrait plutôt bénéficier d'un plus gros camion, avec le nouveau concept (groupement intercommunal). Le nouvel emplacement devrait donc pouvoir accueillir un camion du SIS (longueur 8,5 m x largeur 2,5 m x hauteur 3,2 m, 18 tonnes).

Y a-t-il une réflexion quant à l'emplacement actuel de la caserne ? demande M. Wegmuller. Est-il toujours approprié et adapté ?

Mme le Maire rappelle que la commune ne dispose pas d'autre parcelle 4B ailleurs. L'idée serait d'agrandir l'existante, avec un ajout à côté.

La caserne est au centre du village, au bord de la route de Jussy et à proximité de la salle des fêtes.

Mme Kauz demande s'il ne serait pas possible d'aménager les vestiaires au sous-sol de la caserne.

L'état-major pensait plutôt à un aménagement de la caserne actuelle pour les vestiaires et le réfectoire, et une annexe avec deux sorties pour le camion et le matériel opérationnel. À l'heure actuelle, les SPV se rendent avec leurs véhicules privés sur les lieux d'intervention. Un petit véhicule permettrait de transporter 8-10 sapeurs, sachant que les pompiers doivent normalement partir depuis la caserne (3 places dans le camion actuel au lieu des 5 préconisées).

Le non-respect de certaines normes actuelles justifie donc cette extension, souligne M. Mage.

D'autant qu'il devient difficile de trouver des pièces de remplacement pour le camion. Et un véhicule plus gros n'entrerait pas dans la caserne.

Le laboratoire pour la désinfection des appareils respiratoires devrait normalement se trouver dans une pièce propre, ce qui n'est pas le cas. Par chance, personne n'a jamais eu de problème.

Il faudrait donc transformer la caserne existante (aménager la pièce du haut en réfectoire et salle de réunion, créer les vestiaires au rez-de-chaussée) et construire

EXTRAIT

une extension (avec une porte de communication) pour deux véhicules (donc deux sorties), les trois remorques, un local de stockage, un bureau et un local pour la désinfection des appareils respiratoires (environ 250 m^2). À titre d'exemple, les dimensions d'un Sprinkler sont : longueur 5,2 m x largeur 2 m x 1,9 m de hauteur. Dans l'idéal, il faudrait prévoir deux places avec des dimensions identiques pour des poids lourds afin de répondre aux attentes futures du groupement (feux de forêt, par exemple).

Mme le Maire tient à ce que Jussy conserve sa propre caserne. Le groupement envisage aussi des formations délocalisées pour une partie des compagnies du canton. La commission sécurité doit définir les besoins de la compagnie, et la commission urbanisme étudier les détails du bâtiment.

M. Wegmuller rappelle le projet d'agrandissement de la salle des fêtes, qui a été autorisé. D'où l'importance de réfléchir globalement sur ce périmètre. Il souligne l'importance de conserver la grande entrée de la salle des fêtes, qui est essentielle.

La commission urbanisme travaillera sur ces locaux, confirme Mme le Maire.

S'agissant d'un bâtiment classé, l'architecte a juste dessiné une esquisse. Il sondera les intentions de la CMNS avant d'aller plus loin.

La bande avait été acquise par la commune en vue d'un potentiel parking souterrain, relève M. Stoky.

Un projet balayé par le Conseil municipal lors de la précédente législature, car trop onéreux, précise Mme le Maire. Ce parking souterrain pourrait être envisagé sur la parcelle 119, sous les futures constructions.

L'architecte avait émis l'hypothèse de reculer le bâtiment (pour faciliter les manœuvres) et de prévoir une toiture plate et une éventuelle exploitation de la pente du terrain pour percer une entrée côté rivière.

<u>Défibrillateurs</u>

...

EXTRAIT

...

EXTRAIT

La prochaine séance est fixée au 1er mai 2023.

Séance levée à 21h15.

RAPPORT
Commission Urbanisme

Séance du 26 mars 2024, de 20h00 à 21h59

		Présent	Absent
Président	Pascal Wegmuller	X	
Vice-Président	Jean-Marie Beaud	X	
Conseiller(ère) municipal(e)	Olivier Gros		X
	Laura Mathil		X
	Audrey Pion	X	
Exécutif	Yves Lüthi	X	
Référent mairie	Pasquale Bartolo		X
Procès-verbaliste	Emmanuelle Maia (envoi fichier audio)		X
Distribution	Conseil municipal, Exécutif, SG, référent mairie		

Ordre du jour :

1. Approbation du rapport de la séance du 27 février 2024
2. Bâtiments :
   a) Sonorisation salle de gym
   b) Installation d'une main-courante à la salle de gym à gauche quand on monte les escaliers qui mènent aux gradins
   c) Nouvelles propositions concernant les projets photovoltaïque et chauffage/eau chaude
   d) Retour de l'Exécutif sur les besoins de l'école (accueil parascolaire et horaire continu)
   e) Local des pompiers, retour suite séance avec l'architecte
3. Routes et circulation
   a) Équipement du parking du cimetière de bornes de recharge
   b) Éclairage parking et chemin le long du cimetière
   c) Proposition de résolution relative à la construction de l'autoroute du Chablais et aux sorties de Machilly et Juvigny
4. Divers

EXTRAIT

e) Local des pompiers, retour suite séance avec l'architecte

Les commissaires commentent les observations des services de l'État, qui avaient induit des modifications sur le premier avant-projet.

Plusieurs éléments ne conviennent pas à M. Beaud : l'emprise de l'annexe dans le prolongement de la salle communale juste pour deux camions, la disparition de l'escalier dans le local actuel, les emprises des différents locaux créés, etc.

Le Président relève la nécessité d'avoir, à terme, un autre petit véhicule pour transporter les pompiers qui devraient d'abord se changer au local. L'état-major avait été auditionné par la commission administration et avait soumis une demande en ce sens, dûment motivée et argumentée.

M. Lüthi souligne les deux avantages du projet actuel, à savoir que la commune n'aurait plus besoin de solliciter l'accord du voisin pour le mur borgne sur la limite de propriété ; de plus, si la commune souhaitait un jour construire un parking sous la salle des fêtes, l'accès depuis la route de Jussy serait préservé.

Les commissaires évoquent différentes hypothèses d'aménagement en se basant sur le croquis soumis par l'architecte.

Sur une question de M. Grand à propos du futur camion des pompiers, Mme Pion explique que celui-ci sera de toute façon trop grand pour le local actuel. Or compte tenu des bois de Jussy, et au vu des risques accrus de feu de forêts, en relation avec le changement climatique, il est nécessaire d'avoir des moyens d'extinctions en adéquation

Le Président ajoute que le SIS avait envisagé d'éventuellement mettre un camion à disposition afin d'avoir des capacités en eau suffisantes. Le capitaine et ses adjoints ont défini leurs besoins devant la commission administration, et ceux-ci ont été validés.

M. Grand rappelle que de nombreux événements, communaux ou privés, se déroulent dans la salle des fêtes. Il craint que ces travaux n'aient un impact négatif sur cette salle. Ou alors il faudrait repenser aussi tout le devant, par exemple supprimer les marches et remettre le terrain à niveau pour offrir un accès aux véhicules. Pour sa part, il souhaiterait que l'Exécutif étudie la possibilité de déplacer le local des pompiers ailleurs, par exemple sur le parking au bas du cimetière. La commune pourrait aussi négocier avec le

EXTRAIT

canton en vue de transférer la zone à bâtir située au bord du nant sur une parcelle désassujettie en zone agricole.

Les pompiers ont déjà clairement répondu à cette question, souligne le Président : l'emplacement actuel est idéal pour eux. Les accès seraient effectivement à retravailler. Mais d'un autre côté, un besoin de place supplémentaire n'a pas été démontré, pour la salle.

M. Grand répond que lors de la précédente législature, le besoin d'agrandir la salle avait été identifié.

Mme Pion souligne que toutes ces questions ont déjà été traitées par la commission. Il ne faudrait pas tout remettre en cause.

M. Grand ne remet pas en cause la nécessité, pour les pompiers, de disposer d'un local plus grand.

Le Président répète que la commission ne va pas revenir sur ses discussions et décisions précédentes. Les hypothèses avancées par M. Grand ont déjà été étudiées. Mais la commission était parvenue à la conclusion que celles-ci ne pourraient se concrétiser dans un délai rapide. Des solutions devront être trouvées pour l'accès à la salle ; en dehors de cela, le projet répond aux besoins.

Il ne faudrait pas occulter l'importance d'accueillir des véhicules dans la salle pour les manutentions, insiste M. Grand.

Le Président suggère de relayer à l'Exécutif cette problématique de l'accès, qui devrait être retravaillée.

Sur une remarque de M. Grand, Mme Pion explique que ce projet doit répondre à une urgence relative, compte tenu de l'intégration des femmes dans la compagnie, les dimensions du futur camion, etc.

Faute d'un nombre suffisant de commissaires, le préavis est reporté à la prochaine séance. Entre-temps, la procédure à suivre pour la suite du travail avec le mandataire (AIMP ?) devra être éclaircie. La commission souhaiterait également connaître les différences de niveaux entre le sol de la salle des fêtes, la terrasse et l'entrée du parking (coupe longitudinale).

...

Date prochaine séance : 30 avril 2024 à 20h00.

EXTRAIT

RAPPORT
Commission Urbanisme

Séance du 27 février 2024, de 20h00 à 22h00

		Présent	Absent
Président	Pascal Wegmuller	X	
Vice-Président	Jean-Marie Beaud	X	
Conseiller(ère) municipal(e)	Olivier Gros	X	
	Laura Mathil	X	
	Audrey Pion		X
Exécutif	Yves Luthi	X	
Référent mairie	Pasquale Bartolo		X
Procès-verbaliste	Emmanuelle Maia (envoi fichier audio)		X
Distribution	Conseil municipal, Exécutif, SG, référent mairie		

Ordre du jour :

1. Approbation du rapport de la séance du 30 janvier 2024
2. Bâtiments :
   a) Route de Juvigny 2 – point de situation
   b) École et salle de gym des Beillans – modification des zones
   c) École et salle de gym des Beillans – proposition des SIG pour la mise en place de « contracting » pour la production de chaleur et d'électricité
   d) Priorisation des différents projets (école, salle des fêtes, local des pompiers, etc.)
3. Routes et circulation
   a) Projet de motion ou de résolution pour limiter le trafic de transit sur le territoire communal
   b) Discussion sur la circulation sur les chemins « agricoles »
   c) Équipement d'un parking communal de bornes pour les véhicules électriques
4. Divers

EXTRAIT

...

d) Priorisation des différents projets (école, salle des fêtes, local des pompiers, etc.)

Le Président résume les projets déjà engagés ou à venir :

– Route de Juvigny 2 : 3,5 à 4 mios.

– École des Beillans : environ 1,5 mio.

– Salle des fêtes : environ 1,5 mio. Ce dossier avait été mis en suspens puisque le besoin en salles supplémentaires serait pallié par la route de Juvigny 2.

M. Grand précise que l'objectif principal était de supprimer la tente pour les 3-4 manifestations par année requérant une surface plus importante. Et les fenêtres, récemment remplacées, nécessitent un entretien régulier (à ce propos, les encadrements seraient à repeindre). Il dispense diverses explications sur les idées qui avaient été évoquées dans le cadre de ce projet qui serait à lier avec l'extension du local des pompiers.

M. Luthi souligne que le local des pompiers est un bâtiment protégé. Une nouvelle séance sera programmée avec M. Peccoud suite à la demande de renseignement.

– Local des pompiers : environ 1,5 mio. Le Président répète que ce projet devrait aller de pair avec l'extension de la salle des fêtes afin de garantir une cohérence entre les deux. Ce point sera réinscrit à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Le dossier complet sera transmis à la commission (plans de M. Peccoud, observations et réponses de l'État).

EXTRAIT

...

Date prochaine séance : 26 mars 2024 à 20h00.

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
MAIRIE DE JUSSY

PROCÈS-VERBAL

Commission Urbanisme

Séance du 26 juin 2023, à 20h

		Présent	Absent
Président	Pascal Wegmuller	X	
Vice-président	Jean-Marie Beaud	X	
Conseiller(ère) municipal(e)	Olivier Gros	X	
	Laura Mathil	X	
	Audrey Pion	X	
	Olivier Sommer		X
Exécutif	Philippe Othenin-Girard	X	
Référent mairie	Pasquale Bartolo		X
Invités	--		
Procès-verbaliste	Emmanuelle Maia		

Ordre du jour :

1. Approbation du PV de la commission du 16 mai 2023
2. Caserne des pompiers
3. Étude d'aménagement des parcelles 1370, 120 & 121
4. Routes et circulation
5. Point de situation sur avancement des travaux villa route de Jussy 338
6. Budget 2024
7. Divers

EXTRAIT

Le Président accueille M. Dominique Peccoud (point 2), avant de proposer une minute de silence eut égard au drame survenu hier.

Étant donné les circonstances, l'état-major, qui devait être présent pour le point 2) de l'ordre du jour, a bien évidemment été exempté de cette séance.

2. Caserne des pompiers

M. Othenin-Girard rappelle en préambule que les plans ne sont pas du tout définitifs et qu'il s'agit d'un avant-projet. M. Peccoud a été chargé d'évaluer les besoins de la compagnie et d'estimer les volumes nécessaires. Pour ce faire, M. Peccoud a rencontré l'état-major de la compagnie des pompiers.

M. Peccoud ajoute que l'objectif était d'évaluer la faisabilité d'un agrandissement de la caserne sur cette zone 4B protégée et de définir où il pourrait s'articuler. Selon la législation, il faut favoriser les constructions en contiguïté (principalement de l'habitation, même s'il peut y avoir de l'activité) en zone 4B protégée. Qui dit contiguïté dit forcément construction qui pourrait, sous réserve de l'obtention d'une dérogation, s'installer en limite de propriété. La solution proposée permet cette

contiguïté et viabilise une partie du terrain voisin, car les propriétaires pourraient y rattacher une éventuelle construction. Dans le cadre de cette étude, ces derniers ont été contactés.

Deux bâtiments patrimoniaux se trouvent le long de la route de Jussy : la mairie et la caserne des pompiers. Avec l'implantation proposée, M. Peccoud a cherché à reproduire le même rattachement à la salle communale, le recul de la future extension permettant une mise en valeur du bâtiment patrimonial. De plus, après discussion avec les pompiers, la voirie et la commune, cette zone est un peu un no man's land lors des manifestations. Se rattacher au bâtiment par l'arrière dans le même type de gabarits et volumes que l'agrandissement de la salle communale tout en respectant les accès à celle-ci s'y prêtaient finalement assez bien. La grande porte latérale coulisserait dans l'autre sens, sans qu'il soit nécessaire d'apporter d'autres modifications à la salle communale.

L'accès pour les pompiers permettrait de mettre deux véhicules côte à côte, la bande entre la limite de propriété et la caserne actuelle s'y prêtant parfaitement bien, tout en préservant à l'arrière l'accès « voirie » (entretien de la salle communale, livraisons, etc.). L'état-major a listé ses besoins.

M. Othenin-Girard explique que la commission a tout de suite déploré la suppression du passage piétonnier entre l'avant et l'arrière de la salle communale, bien que considéré comme un no mans land, ce passage évite de faire le tour du bâtiment de la mairie, ajoute le Président.

M. Peccoud indique que cas échéant, une solution pourrait être trouvée. L'extension serait dans le prolongement de la liaison actuelle entre la salle communale et la mairie. Ce serait à son sens la meilleure solution et cela permettrait une mise en valeur des bâtiments patrimoniaux.

M. Beaud explique que dans le cadre du projet d'extension de la salle communale, toutes les propositions reçues empiétaient sur la poste coulissante.

Sur une remarque de M. Gros, M. Peccoud précise que la bande goudronnée entre le nouvel accès véhicule et la route de Jussy servira aussi aux exercices de la compagnie.

M. Othenin-Girard rappelle que l'adjonction de deux petites salles était prévue sur le côté dans le projet d'agrandissement de la salle des fêtes, mais entre-temps, la commune a acheté la maison villageoise qui offrira plusieurs salles de réunion. Ce projet n'est donc plus d'actualité.

M. Gros rappelle que le plafond de la salle communale est descendant, et équipé de rails et luminaires. L'inversion de la poste coulissante permettrait-elle de conserver la même hauteur ?

M. Peccoud vérifiera ce point.

M. Beaud trouve les toits plats inesthétiques. Le hall d'entrée/vestiaire pourrait disparaître afin d'offrir une vraie continuité dans la longueur du toit. Et un tel bloc à l'arrière lui donne l'impression d'une verrue.

M. Peccoud pense indispensable de déposer une demande préalable. La volumétrie et le gabarit de l'extension pourront être retravaillés en fonction des remarques de la CMNS.

Le Président évoque un autre point soulevé par les commissaires, à savoir la

EXTRAIT

possibilité d'un étage avec un alignement sur le toit de la salle communale.

Il n'a jamais été question d'un second niveau pour l'extension, dimensionnée selon la hauteur des véhicules (au moins 3,5 m), précise M. Peccoud. Il ne pense pas qu'un alignement sur le toit de la salle communale permettrait d'ajouter un étage.

Le Président souhaite être sûr que l'annexe puisse accueillir un gros camion, du type SIS. Ce qui est l'objectif, confirme M. Peccoud.

M. Othenin-Girard propose de déposer une demande préalable au début de l'automne. D'ici là, la commission souhaite-t-elle demander différentes variantes à M. Peccoud (par exemple le maintien du passage piétonnier) ?

M. Beaud propose de supprimer le vestiaire de la salle communale.

M. Peccoud précise qu'une demande préalable peut se limiter aux volumes et gabarits. Elle permet de s'assurer que les services de l'État, et notamment la CMNS, acceptent l'entrée en matière et accordent – ou non – la dérogation. Tout étant numérisé, l'avancée des préavis peut être facilement suivie.

À l'unanimité, la commission préavise favorablement la dépose d'une demande d'autorisation préalable dès que possible.

Le Président remercie M. Peccoud et le libère.

Départ de M. Peccoud.

....

La prochaine séance est fixée au **21 août 2023** à 20h.

Séance levée à 21h30.

EXTRAIT

PROCÈS-VERBAL

Commission Urbanisme

Séance du 16 mai 2023, à 20h

		Présent	Absent
Président	Pascal Wegmuller	X	
Vice-président	Jean-Marie Beaud		X
Conseiller(ère) municipal(e)	Olivier Gros	X	
	Laura Mathil		X
	Audrey Pion	X	
	Olivier Sommer	X	
Exécutif	Philippe Othenin-Girard	X	
Référent mairie	Pasquale Bartolo		X
Invités	--		
Procès-verbaliste	Emmanuelle Maia		

Ordre du jour :

1. Approbation du PV de la commission du 4 avril 2023
2. Réaménagement du bâtiment route de Juvigny 2
3. Réaménagement villa route de Jussy 338
4. Étude d'aménagement des parcelles 1370, 120 & 121
5. Caserne des pompiers
6. Interpellation Alexandre Mévaux
7. Divers

1. Approbation du PV de la commission du 4 avril 2023

Le procès-verbal de la séance du 4.4.2023 est approuvé à l'unanimité des personnes présentes.

2. Réaménagement bâtiment route de Juvigny 2

Les commissaires ont reçu la semaine dernière le devis général (sur CMNet).

Le total est plus important que ce qui était imaginé, soit 4,7 mios de coûts pour la réfection de ce bâtiment.

M. Othenin-Girard rappelle que la première estimation au m^3 SIA de M. Leuba était purement théorique (environ 3,6 mios). Un certain nombre de frais sont causés par les exigences de la CMNS (presque Fr. 630'000.- de surcoût). Ce bâtiment ayant une valeur patrimoniale, la commune pourrait bénéficier de subventions. Un certain nombre de postes du devis général doivent faire l'objet de discussions (alarmes, équipements de sonorisation, éléments de lustrerie ou d'éclairage, etc.).

Parmi les éléments exclus du devis, le Président rappelle que rien n'est prévu pour les façades. Car le crépi est en bon état hormis quelques zones, indique M. Othenin-Girard.

Peut-être serait-il judicieux de prévoir un acousticien pour la salle du haut, estime le Président. Car il ne faudrait pas que celle-ci soit inutilisable pour ces raisons.

M. Gros pense qu'il faut compter entre Fr. 15'000.- et Fr. 30'000.- ; mais c'est de l'argent bien investi.

Le plafond de la grande salle du haut (50 places) sera recouvert de panneaux phonoabsorbants, comme la grande salle de Clair-Vivre dont l'acoustique est très agréable. Si des solutions pourraient être prévues par l'architecte, se faire conseiller par un acousticien ne serait peut-être pas du luxe, confirme M. Othenin-Girard.

M. Sommer trouverait lui aussi judicieux de faire intervenir un acousticien en amont. Mais vu le devis général, il faudrait d'abord envisager d'éventuelles synergies d'usage avec les futurs bâtiments projetés.

Le Président rappelle qu'il n'y a pas énormément de solutions d'aménagement pour ce bâtiment, vu sa typologie. Le petit cabanon, qui devrait accueillir les panneaux solaires et les PAC, pourrait générer des nuisances sonores.

M. Sommer suggère d'installer les PAC en limite de la zone à bâtir afin que le bruit se diffuse côté ruisseau. Il trouverait préférable de prévoir les équipements pour tous les usages de la parcelle à un emplacement dédié et isolé du reste.

Mais les temporalités sont très différentes, rappelle le Président. La mutualisation de la production de chaleur et d'eau chaude aurait du sens, mais l'aménagement du bas de la parcelle prendra entre 5 et 10 ans. Ces éléments pourront être étudiés dans le cadre du nouveau projet (raccordement, sous-station ou autre).

M. Othenin-Girard explique que certains points liés aux aménagements du bâtiment pourront être rediscutés afin de réduire les coûts, comme les revêtements de sol.

La production de chaleur représente moins de Fr. 100'000.-, relève le Président.

M. Bartolo assurerait le suivi de chantier, ce qui aura des incidences sur les coûts des honoraires (devis de Fr. 600'000.-). Mais vu les montants, ce mandat devra être attribué au travers d'une mise au concours (via Simap).

Le devis général de 4,7 mios comprend tous les honoraires d'ingénieurs et d'architectes dépensés jusque-là. Concernant l'isolation intérieure, M. Leuba a négocié avec l'OCEN qui a exigé un isolant plus mince mais beaucoup plus cher.

Si la commission préavise favorablement cette enveloppe globale, elle sera soumise au vote du Conseil municipal, sachant que des pistes d'économies existent. La commission pourrait aussi refuser ce projet, ou exiger un autre devis général en réduisant un maximum de postes de dépenses.

Le Président propose aux commissaires de se donner le temps nécessaire pour plancher sur ce gros document avant de présenter la délibération idoine au conseil.

M. Bartolo doit s'assurer de la prise en compte d'un certain nombre de paramètres, notamment des calculs de charges d'ingénieurs.

Plusieurs commissaires n'ont pas les compétences techniques pour juger le devis général établi par M. Leuba.

Les panneaux solaires terracota exigés par la CMNS ont des rendements bien

inférieurs aux panneaux solaires courants, souligne M. Gros, et ce sans que leur impact soit meilleur pour l'environnement.

M. Bartolo continuera à étudier le devis général et les questions seront traitées par voie de circulaire dans l'objectif de présenter une délibération au conseil le 5.6.2023. Cela permettrait d'envoyer les soumissions cet été pour un début des travaux d'ici la fin de l'année.

3. Réaménagement villa route de Jussy 338

L'enveloppe de Fr. 230'000.- votée par le conseil pour l'ensemble des travaux ne serait certainement pas dépensée dans son intégralité. Le diagnostic amiante a révélé que celle-ci était assez restreinte (estimation de Fr. 9'000.-) et surtout dans les parties à démolir. Une baignoire douche sera prévue. Il est possible que la commune obtienne un second devis moins cher pour les installations sanitaires. Les économies possibles permettraient de remplacer le chauffage par une PAC. Les fenêtres à doubles vitrages ont été changées récemment et sont en bon état.

M. Othenin-Girard suggère de lancer le plus rapidement possible le désamiantage. Le loyer est encore à définir (la régie communiquera son estimation pour ces 111 m^2 habitables).

La commission valide un démarrage rapide des travaux.

4. Étude d'aménagement des parcelles 1370, 120 & 121

Certains élus ont manifesté, lors des deux derniers conseils, le souhait de reprendre ce projet sous un autre angle. M. Mage a sollicité des devis auprès d'architectes urbanistes ; il les recevra fin mai.

5. Caserne des pompiers

M. Peccoud a précisé son projet en se basant sur le cahier des charges de l'état-major. L'ancien bâtiment serait un peu modifié (condamnation de l'entrée actuelle des véhicules, création de vestiaires séparés H/F), l'escalier déplacé afin d'offrir un couloir de jonction avec le nouveau bâtiment (halle aux véhicules, bureau de commandement, petits locaux (dépôt, PR et compresseur)). La porte coulissante de la salle des fêtes devrait inversée. Le nouveau bâtiment serait équipé de panneaux solaires et d'ouvertures en toiture (lumière zénithale).

M. Sommer pense qu'un projet sur deux étages pour les deux bâtiments permettrait de ne pas perdre de place. Et il serait dommage de modifier la porte latérale, cet accès direct étant assez pratique lors de grands événements. De plus cela contraindra les piétons à faire le tour du bâtiment, ce qui serait moins fluide.

Rien n'empêche de prévoir une sortie à l'arrière, indique M. Othenin-Girard. Le nouveau bâtiment viendrait à la hauteur du bâtiment de liaison avec la salle communale. Ce projet devrait permettre à la commune de négocier avec la CMNS le lien avec la partie moderne de la salle des fêtes.

M. Gros trouverait lui aussi dommage de couper un des accès extérieurs de la salle des fêtes au public.

M. Sommer rappelle qu'avec la vaisselle réutilisable pour les manifestations qui devient obligatoire, il faudra impérativement un local de plain-pied. Car ce serait irréalisable dans le local actuel, situé au sous-sol.

M. Othenin-Girard, qui souligne l'importance de mettre toutes les chances du côté de la commune pour obtenir l'aval de la CMNS, soumettra à M. Peccoud et à l'état-major les suggestions de la commission, dont celles d'un second étage et du maintien d'un passage entre les deux bâtiments.

Sur une question du Président concernant le projet d'extension de la salle des fêtes, M. Othenin-Girard indique que l'autorisation de construire court jusqu'à cet été ; elle doit être prolongée. Toutefois, les deux petites salles de réunion prévues sur le côté ne seront plus nécessaires, vu le réaménagement du bâtiment route de Juvigny 2 qui répondra après travaux aux besoins de la Commune.

Le Président rappelle que pour lui, il faut voir les deux projets (salle des fêtes et bâtiment des pompiers) comme un ensemble à réaliser en même temps, pour des raisons d'homogénéités.

Le Président résume les souhaits de la commission : maintenir l'accessibilité piétonne extérieure sur l'arrière de la salle des fêtes, avancer, si possible, le nouveaux bâtiment (côté route de Jussy) et étudier ce projet comme un tout avec la salle des fêtes.

6. Interpellation Alexandre Mévaux

M. Mévaux s'est plaint de voir des véhicules garés n'importe comment sur un certain nombre de chemins ; suivant les endroits où ils sont stationnés, ils pourraient être amendés. Et à certains endroits, les containers empiètent sur la voie publique alors qu'ils devraient, selon le règlement communal, être rangés sur le secteur privé en dehors des heures de levées. Les commissaires passent en revue les photos prises par M. Bartolo qui a fait le tour de la commune avec M. Mévaux.

Sur la route du Château-L'Évêque, le marquage de lignes jaunes, des actions préventives voire des patrouilles plus régulières des agents du stationnement pourraient être des solutions pour remédier à cette problématique.

M. Sommer relève qu'il n'y a que quelques mois que la situation s'est dégradée sur cette route du Château-L'Évêque.

Mme Pion évoque l'ordonnance sur la circulation routière, qui indique entre autres que : le stationnement sur les routes principales à l'extérieur des localités est interdit, ou à l'intérieur des localités lorsque deux véhicules automobiles n'ont plus assez de place pour se croiser. Rien n'est précisé pour les routes secondaires (hormis aux endroits dépourvus de visibilité notamment dans les tournants, aux endroits resserrés ou à côté d'obstacles se trouvant sur la chaussée, aux intersections).

Les chemins agricoles (comme le chemin de La-Molliette) ont souvent été évoqués par la commission, y compris lors de la législature précédente. M. Othenin-Girard indique que des zones de croisement ont été déterminées, mais les véhicules grimpent tout de même sur le talus, d'où les dégâts. Il est rappelé que les travaux effectués récemment ont immédiatement été vandalisés. Quelle serait la solution ? Élargir les routes pour que les grosses voitures puissent aussi se croiser ? Instaurer des sens uniques (le syndicat agricole y était opposé) ? Interdire le trafic (ce qui engendrerait des reports sur d'autres axes, comme sur la route de Juvigny dans le cadre du chemin de La-Molliette) ?

Certaines bordures ont été rehaussées l'année dernière, car les véhicules endommageaient trois rangs de cultures. Mais les conducteurs n'utilisent pas les zones de croisement. Trois jours après la remise en état et l'ensemencement, il y avait déjà des traces de pneus sur les talus.

Le Président évoque les aménagements créés à Puplinge, sur la route de Cornière, certainement très coûteux mais dissuasifs.

Mme Pion cite l'exemple du tronçon de la route de Choulex jusqu'au parking de Champ-Dollon, où des niches de croisement ont été créées avec une signalétique spécifique.

M. Othenin-Girard donne lecture de l'interpellation de M. Mévaux qui demande à la commune de prendre des mesures pour améliorer la situation.

S'ensuit une discussion sur les chemins de la Commune, sur la qualité des revêtements et des souhaits d'entretien pour le futur. Le Président évoque les aménagements réalisés sur le tronçon entre le chemin de la Motte et la route des Jurets, qui commencent déjà à se dégrader alors qu'il y a peu de trafic. Bien que réussis, ceux-ci ne résisteraient pas aux tracteurs à son avis. Il trouverait bien de fermer certaines routes à la circulation hormis les véhicules agricoles avec des panneaux pédagogiques explicatifs. Car ces itinéraires ne sont pas destinés au trafic de transit de son point de vue.

M. Sommer trouve le statu quo de la mixité préférable, car la bataille est d'ores et déjà perdue pour les agriculteurs.

M. Othenin-Girard souhaiterait que la commission prenne une décision, sachant que Fr. 100'000.- sont inscrits au budget pour l'entretien des routes. D'autant que M. Chenevard a signalé des bordures défoncées sur le chemin de la Vigne-à-Jean. Faut-il refaire les bordures de ces chemins agricoles, sachant que les véhicules continueront à les emprunter et à endommager ces dernières ?

Le Président suggère d'auditionner le président du syndicat des agriculteurs afin d'entendre ses arguments. Et de recevoir M. Mévaux en même temps, suggère M. Gros.

7. Divers

Néant.

La prochaine séance est fixée au 20 juin 2023 à 20h.

Séance levée à 22h.

DELIBERATION

Relative à l'approbation des comptes annuels 2023 de la Fondation de la commune de Jussy pour le logement

Vu les comptes annuels 2023 et le message du conseil de Fondation ci-joints,

vu le rapport de l'organe de révision de la Société fiduciaire d'expertise et de révision s.a. à Genève, chargé de la vérification des comptes de l'exercice 2023, du 23 avril 2024,

conformément aux statuts de la Fondation de la commune de Jussy pour le logement, du 6 janvier 1992,

conformément à l'art. 30, al. 1, let. i de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984,

sur proposition du Maire,

le Conseil municipal

D E C I D E

8 oui, 1 abstention soit à la majorité
sur 10 conseillers municipaux présents à la séance

1. D'approuver les comptes 2023 de la Fondation de la commune de Jussy pour le logement.

La Présidente — Audrey Pion

Le Secrétaire — Christophe Mage

COMMUNE DE JUSSY
FONDATION DE LA COMMUNE DE JUSSY POUR LE LOGEMENT

COMPTES ANNUELS 2023

Jussy le 22 avril 2024

****

1. MESSAGE DU CONSEIL DE FONDATION

L'année 2023 est la sixième année de traitement des résultats selon le module comptable harmonisé (MCH2) et permet une lecture comparée des résultats.

Les comptes de la Fondation de la Commune de Jussy pour le logement bouclent avec un bénéfice net de CHF 718'212.67 (pour un budget de CHF 692'173.00).

L'endettement à long terme s'élève à CHF 17'726'250.00.

L'état locatif quant à lui n'a que très peu varié.

Dans le cadre des grands travaux, on notera la rénovation des immeubles Prés-Seigneur 23 -29 : Menuiseries extérieures, fenêtres, remplacement des garde-corps vitrés, toiles solaires, remplacement des deux blocs ventilateurs. Les vitrages des entrées des immeubles, ainsi que le déplacement et l'adaptation des blocs de boîtes aux lettres seront effectués en 2024.

Il est à noter que le montant de ces travaux, environ CHF 611'000 a été porté en augmentation de la valeur des immeubles concernés.

Concernant l'immeuble route de Lullier 24-26 des travaux sur la chaufferie, afin de diminuer l'indice de dépense de chaleur (IDC), à la demande de l'Office Cantonal de l'Energie seront effectués en 2024. Cette demande fait suite au préavis thermique qui avait été effectué dans le cadre de l'obtention de l'autorisation de construire pour la rénovation de l'immeuble.

2. Bilan au 31 décembre 2023

BILAN AU		31 décembre 2022	31 décembre 2023
1	ACTIF	45'911'664.51	46'457'959.53
10	PATRIMOINE FINANCIER	45'911'664.51	46'457'959.53
100	Disponibilités et placements à court terme	1'836'270.96	1'728'327.80
101	Créances	7'081.55	57'941.58
104	Actifs de régularisation	11'312.00	3'881.45
108	Immobilisations corporelles PF	44'057'000.00	44'667'808.70
2	PASSIF	45'911'664.51	46'457'959.53
20	CAPITAUX DE TIERS	18'090'052.85	17'918'135.20
200	Engagements courants	9'007.15	8'521.90
201	Engagements financiers à court terme	163'750.00	163'750.00
204	Passifs de régularisation	27'295.70	19'613.30
206	Engagements financiers à long terme	17'890'000.00	17'726'250.00
29	CAPITAL PROPRE	27'821'611.66	28'539'824.33
298	AUTRES CAPITAUX PROPRES	1'429'900.00	1'429'900.00
299	EXCÉDENT/DÉCOUVERT DU BILAN	26'391'711.66	27'109'924.33

3. Compte de résultats au 31 décembre 2023

COMPTE D'EXPLOITATION AU		Comptes au 31.12 2022	Budget 2023	Comptes au 31.12 2023
3	**CHARGES**	**1'481'511.68**	**995'655.00**	**999'277.96**
30	**CHARGES DE PERSONNEL**	**22'628.65**	**24'000.00**	**23'010.80**
31	**CHARGES DE BIENS ET SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION**	**6'658.72**	**31'600.00**	**7'056.02**
31000	MATERIEL DE BUREAU	0.00	1'000.00	0.00
31020	IMPRIMÉS, PUBLICATIONS	535.15	300.00	0.00
31130	ACQUISITON DE MATERIEL INFORMATIQUE	0.00	1'000.00	0.00
31300	PRESTATIONS DE SERVICES DE TIERS	464.67	3'300.00	1'402.17
31320	HONORAIRES DE CONSEILLERS EXTERNES, EXPERTS, SPÉCIALISTES, E	5'654.25	26'000.00	5'654.25
319	DIVERSES CHARGES D'EXPLOITATION	4.65	0.00	-0.40
34	**CHARGES FINANCIÈRES**	**1'452'224.31**	**940'055.00**	**969'211.14**
34010	INTÉRÊTS PASSIFS DES ENGAG. FINANCIERS	365'410.10	357'300.00	359'656.10
34300	TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN, TERRAINS PF	5'000.00	0.00	0.00
34304	TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN, BÂTIMENTS PF	162'478.62	170'000.00	189'779.15
34310	ENTRETIEN COURANT DES BIENS-FONDS PAR DES TIERS	181'843.39	181'230.00	201'911.34
34391	EAU, ÉNERGIE, COMBUSTIBLE	50'291.65	54'175.00	40'552.30
34393	IMPÔTS ET TAXES	82'567.65	70'000.00	76'294.65
34394	PRIMES D'ASSURANCES DE CHOSES	29'133.50	30'300.00	26'822.70
34395	PRESTATIONS DE SERVICES DE TIERS	74'576.55	77'050.00	73'765.60
34399	AUTRES CHARGES DES BIENS-FONDS PF	533.00	0.00	429.30
34414	DÉPRÉCIATION DES BÂTIMENTS PF	500'389.85	0.00	0.00
4	**REVENUS**	**4'151'074.62**	**1'687'828.00**	**1'717'490.63**
42	**TAXES**	**525.00**	**560.00**	**-150.70**
42600	REMBOURSEMENTS ET PARTICIPATIONS DE TIERS ET JARDINS FAMILIAUX	525.00	560.00	-150.70
43	**REVENUS DIVERS**	**0.00**	**0.00**	**2'971.68**
43900	AUTRES REVENUS, REMBOURSEMENTS DE CHARGES	0.00	0.00	2'971.68
44	**REVENUS FINANCIERS**	**4'150'532.97**	**1'687'268.00**	**1'714'651.80**
44000	INTERETS DES DISPONIBILITES	0.00	0.00	1.40
44300	LOYERS ET FERMAGES, BIENS-FONDS PF	1'719'566.00	1'683'068.00	1'683'181.00
44390	REMBOURSEMENT DE CHARGES	14'724.22	4'200.00	8'230.75
44391	AUTRES REMBOURSEMENTS DE TIERS	4'242.75	0.00	23'238.65
44434	ADAPTATIONS DE BÂTIMENTS PF AUX VALEURS MARCHANDES	2'412'000.00	0.00	0.00
46	**REVENUS DE TRANSFERT**	**16.65**	**0.00**	**17.85**
46991	REDISTRIBUTION TAXE CO2	16.65	0.00	17.85
	TOTAL GENERAL			
	TOTAL CHARGES	**1'481'511.68**	**995'655.00**	**999'277.96**
	TOTAL REVENUS	**4'151'074.62**	**1'687'828.00**	**1'717'490.63**
	EXCEDENT / PERTE	**-2'669'562.94**	**-692'173.00**	**-718'212.67**

4. Tableau des flux de trésorerie 2023

Code trésorerie	Désignation trésorerie	Montant 2022	Montant 2023
01	Résultat total des comptes de résultats	2'669'562.94	718'212.67
04	- Augmentation / + diminution des créances	27'648.68	-50'860.03
06	- Augmentation / + diminution des actifs de régularisation	7'418.00	7'430.55
08	+ Pertes / - bénéfices réévalutation du PF	-1'911'610.15	0.00
09	+ Augmentation / - diminution des engagements courants	3'735.30	-485.25
11	+ Augmentation / - diminution des passifs de régularisation	-48'864.45	-7'682.40
FTO	**Flux de trésorerie provenant de l'activité opérationnelle (FTO)**	**747'890.32**	**666'615.54**
16	+ Remboursements de subventions d'investissements propres	0.00	0.00
RI	**Recettes du compte des investissement ayant une influence sur les liquidités**	**0.00**	**0.00**
21	- Immobilisations corporelles	0.00	-610'808.70
CI	**Dépenses du compte des investissements ayant une influence sur les liquidités**	**0.00**	**-610'808.70**
FTI	**Flux de trésorerie provenant de l'activité d'investissement dans le PA (FTI)**	**0.00**	**0.00**
FTP	**Flux de trésorerie provenant de l'activité de placement dans le PF (FTP)**	**0.00**	**-610'808.70**
TOT1	**Flux de trésorerie provenant de l'activité d'investissement et de placement (FTI+P)**	**0.00**	**-610'808.70**
36	+ Augmentation / - diminution des engagements financiers à court terme	25'000.00	0.00
37	+ Augmentation / - diminution des engagements financiers à long terme	-188'750.00	-163'750.00
FTF	**Flux de trésorerie provenant de l'activité de financement (FTF)**	**-163'750.00**	**-163'750.00**
TOT2	**VARIATION DES LIQUIDITES ET PLACEMENTS A COURT TERME(FTO+FTI+P+FTF)**	**584'140.32**	**-107'943.16**
100	Liquidités et placements à court terme au 01.01.n	1'252'130.64	1'836'270.96
101	Liquidités et placements à court terme au 31.12.n	1'836'270.96	1'728'327.80
TOT3	**VARIATION DES LIQUIDITES ET PLACEMENTS A COURT TERME**	**584'140.32**	**-107'943.16**

5. REGLES REGISSANT LA PRESENTATION DES COMPTES

Les règles régissant la présentation des comptes de la Fondation de la commune de Jussy pour le logement reposent sur les principales bases légales suivantes :

- Loi sur l'administration des communes (LAC).
- Règlement d'application de loi sur l'administration des communes (RAC).
- Manuel de comptabilité publique MCH2 à l'attention des communes genevoises publié par le Département présidentiel.

6. PRINCIPES RELATIFS A LA PRESENTATION DES COMPTES

La clôture des comptes de la Fondation de la commune de Jussy a été effectuée conformément à la LAC, au RAC et au Manuel de comptabilité publique édité par le département présidentiel. Ces normes se réfèrent au manuel « Modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes MCH2 » édité par la Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF).

La présentation des comptes reflète une situation financière correspondant à l'état réel de la fortune, des finances et des revenus.

Patrimoine financier

Les immobilisations corporelles du PF sont inscrites au coût d'acquisition ou de fabrication lors de l'entrée au bilan. En l'absence d'un coût d'acquisition, l'inscription au bilan se fait à la juste valeur (coût de remplacement).

Tous les cinq ans, les immobilisations corporelles du PF sont réévaluées à la valeur de remplacement lors du bouclement des comptes.

La Fondation s'assure également, à chaque clôture des comptes annuels, que tout actif du PF ayant subi une perte durable de valeur a fait l'objet d'une dépréciation comptable justifiée par des pièces probantes.

Patrimoine administratif

La Fondation ne détient aucun patrimoine administratif au 31 décembre 2023. Elle n'a d'ailleurs pas présenté de compte des investissements 2023.

7. Etat du Capital Propre 2023

29 CAPITAL PROPRE	Solde au 1er janvier 2023	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre 2023
298 AUTRES CAPITAUX PROPRES	1'429'900.00	0.00	0.00	1'429'900.00
2980 AUTRES CAPITAUX PROPRES	1'429'900.00	0.00	0.00	1'429'900.00
299 EXCÉDENT/DÉCOUVERT DU BILAN	26'391'711.66	4'444'545.01	4'326'975.49	27'109'924.33
2990 RÉSULTAT ANNUEL	2'669'562.94	1'717'490.63	3'668'840.90	718'212.67
2999 RÉSULTATS CUMULÉS DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	23'722'148.72	2'669'562.94	0.00	26'391'711.66
29 Total	**27'821'611.66**	**4'444'545.01**	**4'326'975.49**	**28'539'824.33**

8. INDICATIONS SUPPLEMENTAIRES

Ce chapitre vise à fournir des indications supplémentaires permettant d'apprécier l'état de la fortune, des finances et des revenus et les risques financiers.

A. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Le Conseil de Fondation est responsable des stratégies financières appliquées.

Dans le cadre de ses activités, la Fondation peut être exposée à des risques financiers de plusieurs natures, notamment :

- au risque de marché (risque de taux d'intérêt)
- au risque de crédit (risque de contrepartie)
- au risque de liquidités.

La gestion de ces risques a pour but d'en minimiser les conséquences négatives éventuelles.

La Fondation ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour minimiser l'impact potentiel de ces différents risques.

i. Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque qu'une contrepartie (un tiers) ne remplisse pas ses engagements. La Fondation considère qu'elle n'est pas exposée à un fort risque de crédit dans la mesure où :

- ses disponibilités sont déposées auprès de plusieurs établissements suisses à Genève
- ses autres créances commerciales sont réparties sur un large éventail de clients dont le risque fait l'objet d'un suivi régulier et sont constituées uniquement par les locations d'appartements et de commerces.

ii. Risque de liquidité

Le risque de liquidité survient lorsque la Fondation rencontre des difficultés à se financer ou à respecter les engagements contractuels liés à ses passifs financiers.

La Fondation perçoit des acomptes mensuels sur le produit net des loyers. Le risque de liquidités insuffisantes pour faire face aux charges courantes est faible.

La Fondation peut avoir recours pour financer ses investissements à des emprunts à moyen et long terme. Toutefois les disponibilités sont actuellement suffisantes pour assurer les paiements courants.

iii. Risque de taux d'intérêt

Au niveau de ses actifs et passifs financiers, la Fondation considère qu'elle n'est que faiblement exposée au risque de taux d'intérêts dans la mesure où sa dette est contractée en taux fixes.

B. SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Un système de contrôle interne avait été élaboré et approuvé par le Conseil de Fondation durant l'année 2019.

Il a été mis en place afin de d'optimiser la qualité des prestations et la gestion communale mais aussi afin de minimiser les risques économiques et financiers inhérents à l'activité de la Fondation.

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels 2023
au Conseil de fondation de la

Fondation de la Commune de Jussy pour le logement

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation de la Commune de Jussy pour le logement (ci-après « la Fondation »), comprenant le bilan au 31 décembre 2023, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, l'état du capital propre et l'annexe, y compris un résumé des principales méthodes comptables, pour l'exercice clos à cette date.

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 sont conformes à la loi sur l'administration des communes et à son règlement d'application ainsi qu'au référentiel comptable MCH2.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi sur l'administration des communes et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels » de notre rapport. Nous sommes indépendants de la Fondation, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil de fondation. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels et de notre rapport correspondant.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

rue agasse 45
case postale 6237
CH- 1211 genève 6
t. +41 22 737 89 89
f. +41 22 737 89 88
sfer@fidusfer.ch

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil de fondation relatives aux comptes annuels

Le Conseil de fondation est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément à la loi sur l'administration des communes et à son règlement d'application. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le Conseil de fondation est responsable d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation (going concern). Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité de l'entité à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si le Conseil de fondation a l'intention de liquider l'entité ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi sur l'administration des communes et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi sur l'administration des communes et aux NA-CH, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes.
- Nous acquérons une compréhension du système de contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne.
- Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil de fondation du principe comptable de continuité d'exploitation appliqué et, sur la base des éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations à ce sujet fournies dans les comptes annuels ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion d'audit modifiée. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs peuvent cependant amener l'entité à cesser son exploitation.

Nous communiquons au Conseil de fondation, notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus ainsi que nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le système de contrôle interne, relevée au cours de notre audit.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'article 71 al. 2 du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes et à la norme suisse d'audit 890, nous attestions qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil de fondation.

En outre, nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Genève, le 23 avril 2024

Société fiduciaire d'expertise
et de revision SA

Andrew Helaconde
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Antoine Pierroz
Expert-réviseur agréé

Annexe :
Comptes annuels comprenant :
- Bilan
- Compte de résultat
- Tableau des flux de trésorerie
- Annexe

DELIBERATION

Relative à l'approbation des comptes annuels 2023 dans leur intégralité et des crédits budgétaires supplémentaires 2023

Vu que conformément à l'art. 30 alinéa 1 lettres d et f LAC, le Conseil municipal délibère sur les comptes annuels de la commune dans leur intégralité ainsi que sur les crédits budgétaires supplémentaires et les moyens de les couvrir, vu que l'art. 19 RAC précise que les comptes annuels se composent du bilan, du compte de résultats, du compte des investissements, du tableau des flux de trésorerie, et de l'annexe (dont le contenu est listé à l'art. 28 RAC),

vu que l'organe de révision recommande l'approbation des comptes 2023 dans son rapport du 1er mai 2024 qui a été transmis au Conseil municipal,

vu le rapport de la commission administration du 22 avril 2024,

vu les articles 30, al. 1, lettres d et f, et 107 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984, ainsi que l'article 20 du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes du 26 avril 2017,

sur proposition du Maire,

le Conseil municipal

D E C I D E

9 oui soit à l'unanimité
sur 10 conseillers municipaux présents à la séance

1. D'approuver les comptes annuels de la commune pour l'exercice 2023 dans leur intégralité, annexés à la présente délibération.

2. D'approuver le compte de résultats 2023 pour un montant de CHF 6'734'462.38 (dont à déduire les imputations internes de CHF 16'901.00, soit net CHF 6'717'561.38) aux charges et de CHF 6'770'632.54 (dont à déduire les imputations internes de CHF 16'901.00, soit net CHF 6'753'731.54) aux revenus, l'excédent de revenus s'élevant à CHF 36'170.16 se décompose de la manière suivante : bénéfice opérationnel de CHF 899'152.21 et perte extraordinaire de CHF 862'982.05.

3. D'approuver le compte des investissements 2023 pour un montant de CHF 300'676.00 aux dépenses et de CHF 0.00 aux recettes, les investissements nets s'élevant à CHF 300'676.00.

4. D'approuver le bilan au 31 décembre 2023, totalisant à l'actif et au passif un montant de CHF 33'042'926.55.

5. D'accepter les crédits budgétaires supplémentaires 2023 pour un montant total de CHF 319'321.29 dont le détail figure à l'annexe 17 des comptes annuels joint à la présente délibération.

6. Ces crédits budgétaires supplémentaires sont couverts par les plus-values enregistrées aux revenus ainsi que les économies réalisées sur d'autres rubriques de charges.

DÉLAI RÉFÉRENDAIRE AU 01.07.2024

La Présidente
Audrey Pion

Le Secrétaire
Christophe Mage

ETATS FINANCIERS

Exercice 2023

COMMUNE DE Jussy

22 avril 2024

INDEX

ANNEXE 1	MESSAGE DU CONSEIL EXECUTIF	page 2 à 5
ANNEXE 2	BILAN AU 31 DECEMBRE 2023	page 6
ANNEXE 3	COMPTE DE RESULTATS	page 7
ANNEXE 4	COMPTE DE RESULTATS FONCTIONNEL	page 8 à 15
ANNEXE 5	COMPTE DES INVESTISSEMENTS	page 16
ANNEXE 6	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	page 17
ANNEXE 7	REGLES REGISSANT LA PRESENTATION DES COMPTES	page 18
ANNEXE 8	PRINCIPES RELATIFS A LA PRESENTATION DES COMPTES	page 19 à 20
ANNEXE 9	ETAT DU CAPITAL PROPRE	page 21
ANNEXE 10	TABLEAU DES PROVISIONS	page 22
ANNEXE 11	TABLEAU DES PARTICIPATIONS	page 23
ANNEXE 12	TABLEAU DES GARANTIES ET ENGAGEMENTS CONDITIONNELS	page 24
ANNEXE 13	TABLEAU DES IMMOBILISATIONS	page 25
ANNEXE 14	CREDITS D'ENGAGEMENT OUVERTS DEPUIS PLUS DE 5 ANS	page 26
ANNEXE 15	INDICATIONS SUPPLEMENTAIRES	page 27 à 28
ANNEXE 16	RATIOS FINANCIERS	page 29 à 30
ANNEXE 17	CREDITS BUDGETAIRES SUPPLEMENTAIRES	page 31 à 32
ANNEXE 18	RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE	page 33 à 34

1. MESSAGE DE L'EXECUTIF

L'année prend fin avec un bénéfice de **CHF 36'170.16**. L'exercice comptable 2023 se clôture sur des charges totales de CHF 6'717'561.38 contre CHF 6'013'440.15 prévu au budget et pour des produits totalisant CHF 6'753'731.54 contre CHF 6'138'279 prévu au budget. Le bénéfice prévu était de CHF 124'838.85.

Avant d'aborder les éléments qui ont conduits à ce bénéfice, il convient de retracer les faits marquants de l'exercice 2023.

- Baisse des recettes fiscales
- Baisse du taux du centimes additionnel de 42 à 41
- Suppression de la taxe professionnelle communale (TPC) sans effet financier en 2023
- Fusion du jardin d'enfants avec la commune de Meinier
- Rénovation de la maison sise route de Jussy 338
- Achat de la parcelle n°568 dit Bois-Barbaz
- Titre de la banque BCGe en hausse
- Etude du projet d'extension du local des pompiers
- Etude sur l'aménagement des parcelle 119-120-121
- Nouvelle identité visuelle

Recettes fiscales

Le ''nerf de la guerre'', ce sont bien sûr les recettes fiscales qui constituent 70% des revenus de la commune. Aussi lorsque ces dernières ne sont pas conformes aux prévisions réalisées, la baisse des recettes fiscales constitue une mauvaise surprise. Certains facteurs influençant l'impôt des communes sont extrêmement difficiles à appréhender car ils ne sont connus qu'au moment de la taxation : changement de lieu de domicile, de lieu de travail, d'état civil, décès, arrivées ou départs des contribuables dans le courant de l'année fiscale.

Les recettes fiscales, initialement budgétées pour CHF 5'207'198.00, ont été révisées à la baisse pour un montant total de CHF 4'747'351.09 soit une baisse de CHF 459'846.91.

Mises à jour trimestriellement par le département des finances du canton de Genève, les recettes fiscales retenues pour l'élaboration du budget 2023 ont été celles annoncées au mois de septembre 2022 pour CHF 5'131'211.00. Seul l'impôt sur le revenu des personnes physiques est concerné par cette baisse de CHF 943'277.00, partiellement atténuée par une hausse sur les impôts sur la fortune, de CHF 92'781.00, sur les prestations en capital, de CHF 29'784.00, sur l'impôt à la source, de CHF 25'382.00 ainsi que par des rattrapages des années précédentes pour CHF 325'487.00.

Sur la question des rattrapages, ils sont volatiles, ils ont été beaucoup plus conséquent lors des derniers exercices. Il faut savoir que la production complète d'une année fiscale n'est connue que plusieurs années après le début de la taxation. Cela explique les correctifs d'estimation, qui peuvent être positifs ou négatifs qui alimentent les comptes. Ces correctifs tiennent compte des modifications apportées par l'AFC au gré de l'avancement de la taxation. La production de l'impôt d'une année fiscale continue d'être estimée au cours des 5 exercices suivants.

Pour mémoire, la commune n'a pas de marge de manœuvre sur l'estimation des recettes fiscales qui sont établies par l'Etat.

Revenus financiers

Pour couvrir ses charges de fonctionnement, la commune peut également compter sur les revenus financiers de sa fortune représentant environ 21% du total des produits. Ainsi l'exercice 2023 enregistre un total de revenus de CHF 1'407'460.84 contre CHF 415'360.00 prévu au budget. Cette manne financière est dû au fait que la commune possède 25'942 actions de la Banque Cantonale de Genève. Les communes ont l'obligation de détenir une partie du capital de la banque genevoise. Pour la commune de Jussy, le nombre minimal est de 5'076 actions. Ces dernières figurent au patrimoine administratif, au même titre que le bâtiment de la mairie, pour donner un exemple. La commune ne peut pas vendre ces actions. Il y a une vingtaine d'années, la commune avait décidé de compléter ce portefeuille en achetant 20'866 actions supplémentaires figurant au patrimoine financier.

Ces actions sont sujettes aux variations du cours en bourse. En 2023, le titre de la BCGe a particulièrement performé entraînant une plus-value du cours sur actions de CHF 949'403.00 mille. Ce produit n'est pas monétaire, il ne constitue pas une entrée de liquidités, il s'agit simplement de l'évolution d'une valeur. Pour mémoire, en 2020, au moment de l'épidémie de COVID-19, le cours avait chuté brusquement entraînant cette fois-ci une perte comptable. L'élément monétaire de ce placement sont les dividendes qui ont rapporté environ CHF 140'000.00 en 2023 soit un rendement brut de 3%.

Pour le surplus des revenus financiers, pour un montant d'environ CHF 300'000.000, il s'agit essentiellement des loyers perçus sur les biens immobiliers détenus au patrimoine financier par la commune.

Les taxes

A la différence de l'impôt qui représente une contribution versée pour participer aux dépenses résultant des tâches générales de l'Etat, canton et communes, en vue de la réalisation du bien commun. Il est perçu sans condition et sans contre-prestation. Les taxes constituent par définition la contrepartie d'une prestation spéciale ou d'un avantage particulier appréciable économiquement accordé par l'Etat à un citoyen déterminé.
Produisant 6% des recettes communales, pour un montant de CHF 427'128.69, elles représentent un certain nombre de postes dont les émoluments administratifs - par exemple les cartes d'identité ; l'écolage – par exemple les places du jardin d'enfants ; des prestations de service – par exemple les concessions du cimetière ; des ventes - par exemple les timbres et vignettes.

Des charges d'exploitation maitrisées

Par rapport au budget voté qui prévoyait un total de charges de CHF 6'013'440.15, les dépenses réalisées se montent à CHF 5'854'579.33, abstraction faite des charges extraordinaires non prévues initialement pour CHF 862'982.05. L'économie de charges réalisées se montant à CHF 158'860.82. Les amortissements extraordinaires votés en décembre 2023 ont été comptabilités pour un montant de CHF 862'982.05, le résultat réalisé ne permettant pas de passer un montant plus important d'amortissement complémentaire.

Les charges d'exploitation sont composées des charges de personnel (26%), des charges de biens et services (32%), des amortissements du patrimoine administratif (4%), des charges financières (2%), des charges de transfert (24%) et des charges extraordinaires (13%). Les dépassements budgétaires sont annoncés au Conseil municipal durant l'année et votés avec l'approbation des comptes au mois de décembre. L'annexe 17 détaille avec précision quelles

sont les fonctions et natures où un dépassement est constaté. Les différences sont systématiquement expliquées. Ainsi la liste des crédits budgétaires supplémentaires se monte à CHF 319'321.29. Sur ce montant, un certain nombre des dépassements sont en réalité refacturés par la nature 4 pour un montant de CHF 22'706.00 ne constituant donc pas réellement une dépense supplémentaire dans l'exercice 2023. D'autre part la charge de transfert de la péréquation intercommunale est supérieure de CHF 67'765.00 par rapport au budget. La commune n'a aucun levier sur cette dépense décidée par un arrêté du Conseil d'Etat. Compte tenu de ces deux derniers éléments, la dépense nette supplémentaire se monte plutôt à CHF228'850.00.

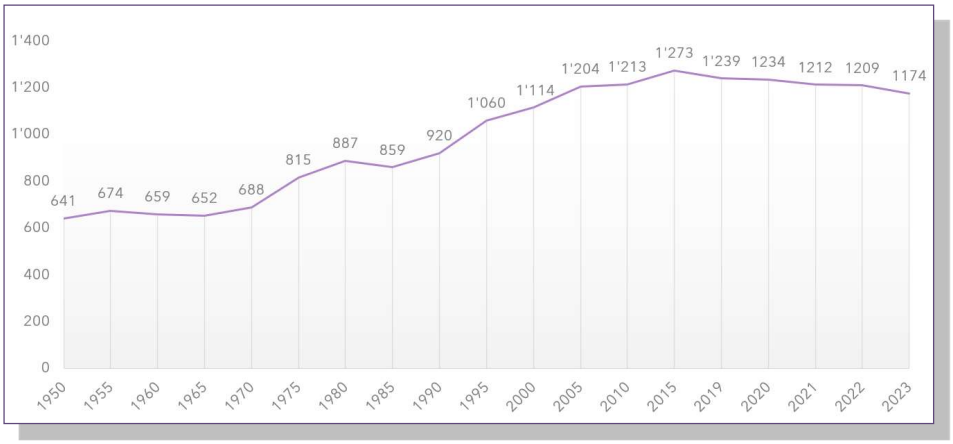
Un bilan solide

Le bilan présente à l'actif, les éléments identifiables du patrimoine communal ayant une valeur économique positive. Le passif, lui, présente la manière dont la commune finance ses activités et son patrimoine. Il comprend toutes les dettes de la commune à l'égard des créanciers. La différence entre les ressources de l'actif et les dettes du passif, se matérialise par le capital propre. Il s'agit des réserves réalisées par la commune au fil des exercices comptables excédentaires.
Le total du bilan au 31 décembre 2023 se monte à CHF 33'042'926.00 dont CHF 24'023'801.23 de capital propre soit 73% du total du bilan. L'endettement à long terme constituant le financement des investissements se monte à CHF 6'085'113.72 soit en diminution de CHF 646'892.20 suite au remboursement d'un prêt de CHF 500 mille et de l'amortissement d'autres engagements financiers en cours pour CHF 146'892.20. Les capitaux de tiers constituent 27% du total du bilan.
Au niveau de l'actif la nature 107 représente les actions de la BCGe détenue pour une valeur du marché de CHF 4'694'850.00 en hausse de plus CHF 949'403.00 grâce à la bonne performance du cours de l'action. Les immobilisations corporelles du patrimoine financier constitué des bâtiments détenus par la commune au titre de placement (immeubles, appartements, terrains agricoles en réserve) représentent CHF 11.1 million soit 33.6% du total du bilan. Le patrimoine administratif est constitué des bâtiments communaux (mairie, école) pour une valeur de CHF 6.7 million. Ces actifs ne peuvent pas être vendus car ils sont nécessaires à l'activité même de la commune. Contrairement aux bien du PF, ils ont une fonction régalienne.

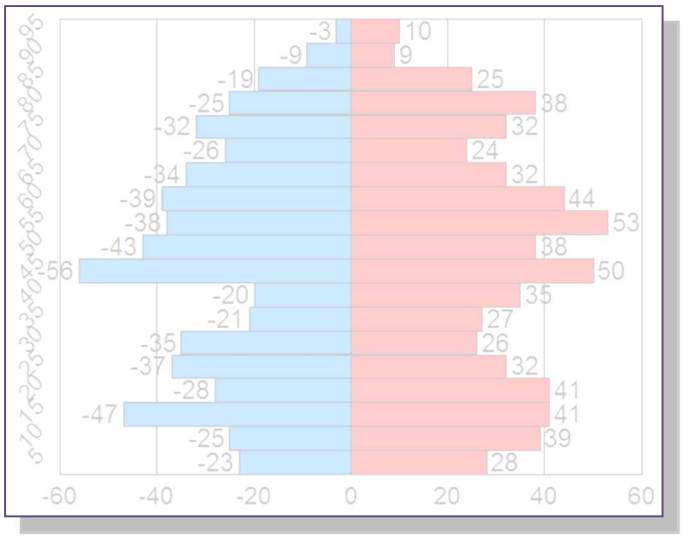
Conclusion

Bien que les recettes fiscales aient baissé, nous terminons l'exercice 2023 sur une note positive avec un bénéfice de CHF 36'170.16, soutenu par l'appréciation des actions de la BCGE et une gestion rigoureuse des charges d'exploitation. Nous sommes animés par une détermination sans faille à préserver l'équilibre financier seul garant d'une prospérité durable de notre commune. Si nous considérions la plus-value boursière et l'enregistrement des amortissements complémentaires comme des faits extraordinaire, le résultat retraité s'apparenterait à une perte d'environ CHF 50'000 sur l'exercice 2023 dont la cause serait la forte baisse des recettes fiscales atténuées par des économies réalisées sur le programme des dépenses.

Sur le plan démographique, au 31 décembre 2023, la population jusserande accusait un recul de moins 2.9% avec 1'174 citoyens, dont presque 53% de femmes.



Les moins de 20 ans représentent 23% de la population, un peu plus élevé que la moyenne nationale qui s'établit à 19.9%. La population active des 20-64 ans représente environ 54% des habitants de Jussy. Quant aux ainés, ils sont environ 259 personnes soit presque 22% de la population. La structure de la pyramide des âges est assez similaire à celle de la Suisse.



2. BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

	BILAN AU	31.12.2022	31.12.2023	Variation
1	**ACTIF**	**33'493'164.73**	**33'042'926.55**	-450'238.18
10	**PATRIMOINE FINANCIER**	**23'237'516.35**	**23'618'203.28**	380'686.93
100	Disponibilités et placements à court terme	4'999'678.79	4'317'575.71	-682'103.08
101	Créances	3'300'829.76	3'105'790.36	-195'039.40
104	Actifs de régularisation	141'356.40	226'394.71	85'038.31
106	Marchandises, fournitures et travaux en cours	5'094.75	3'918.85	-1'175.90
107	Placements financiers	3'745'447.00	4'694'850.00	949'403.00
108	Immobilisations corporelles PF	10'879'554.90	11'110'278.90	230'724.00
109	Créances envers les financ. spéciaux et fonds des capitaux de tiers	165'554.75	159'394.75	-6'160.00
14	**PATRIMOINE ADMINISTRATIF**	**10'255'648.38**	**9'424'723.27**	-830'925.11
140	Immobilisations corporelles du PA	7'607'764.38	6'670'439.27	-937'325.11
144	Prêt	500'000.00	500'000.00	-
145	Participations, capital social	2'147'884.00	2'147'884.00	-
146	Subventions d'investissements	-	106'400.00	106'400.00
2	**PASSIF**	**33'493'164.73**	**33'042'926.55**	-450'238.18
20	**CAPITAUX DE TIERS**	**9'505'533.66**	**9'019'125.32**	-486'408.34
200	Engagements courants	370'640.39	381'282.02	10'641.63
201	Engagements financiers à court terme	56'624.28	101'892.20	45'267.92
204	Passifs de régularisation	263'089.57	238'478.88	-24'610.69
205	Provisions à court terme	1'368'767.00	1'491'112.00	122'345.00
206	Engagements financiers à long terme	6'732'005.92	6'085'113.72	-646'892.20
208	Provisions à long terme	513'000.00	526'000.00	13'000.00
209	Engag. envers les financ. spéciaux et des fonds des capitaux de tiers	201'406.50	195'246.50	-6'160.00
29	**CAPITAL PROPRE**	**23'987'631.07**	**24'023'801.23**	36'170.16
299	Excédent/découvert du bilan	23'987'631.07	24'023'801.23	36'170.16

3. COMPTE DE RESULTAT ECHELONNE AU 31 DECEMBRE 2023

COMPTE DE RESULTAT		Comptes 2022	Budget 2023	Comptes 2023
Charges d'exploitation				
30	Charges de personnel	1'533'060.80	1'675'391.15	1'714'275.02
31	Charges de biens et services et autres charges d'exploitation	2'047'826.76	2'288'779.00	2'128'609.78
33	Amortissements du patrimoine administratif	453'526.88	281'475.00	268'619.06
36	Charges de transfert	1'859'970.17	1'690'395.00	1'626'608.73
	Total des charges d'exploitation	**5'894'384.61**	**5'936'040.15**	**5'738'112.59**
Revenus d'exploitation				
40	Revenus fiscaux	6'263'660.94	5'207'198.00	4'747'351.09
42	Taxes	355'299.77	335'900.00	427'128.69
43	Revenus divers	19'658.08	17'000.00	15'228.95
45	Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	0.00	0.00	0.00
46	Revenus de transfert	129'392.57	162'821.00	156'561.97
	Total des revenus d'exploitation	**6'768'011.36**	**5'722'919.00**	**5'346'270.70**
Résultat d'exploitation		**873'626.75**	**-213'121.15**	**-391'841.89**
34	Charges financières	691'433.25	77'400.00	116'466.74
44	Revenus financiers	1'682'663.75	415'360.00	1'407'460.84
Résultat financier		**991'230.50**	**337'960.00**	**1'290'994.10**
RESULTAT OPERATIONNEL		**1'864'857.25**	**124'838.85**	**899'152.21**
38	Charges extraordinaires	864'128.85	0.00	862'982.05
48	Revenus extraordinaires	0.00	0.00	0.00
RESULTAT EXTRAORDINAIRE		**-864'128.85**	**0.00**	**-862'982.05**
RESULTAT TOTAL		**1'000'728.40**	**124'838.85**	**36'170.16**

4. COMPTE DE RESULTAT FONCTIONNEL AU 31 DECEMBRE 2023

Fonction et Titres		Comptes 2022	Budget 2023	Comptes 2023	Dépassement 2023
0	**ADMINISTRATION GENERALE**				
	TOTAL CHARGES	**2 651 855.98**	**2 033 576.50**	**1 918 860.69**	**114'715.81**
	TOTAL REVENUS	**171 719.48**	**81 000.00**	**105 947.90**	**-24'947.90**
01	**CONSEIL MUNICIPAL ET EXECUTIF**				
	TOTAL CHARGES	**229 329.70**	**294 720.25**	**257 774.24**	**36'946.01**
	TOTAL REVENUS	0.00	0.00	0.00	0.00
30	CHARGES DE PERSONNEL	197 535.55	231 720.25	223 348.20	8'372.05
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	31 794.15	63 000.00	34 426.04	28'573.96
02	**SERVICES GENERAUX**				
	TOTAL CHARGES	**2 422 526.28**	**1 738 856.25**	**1 661 086.45**	**77'769.80**
	TOTAL REVENUS	**171 719.48**	**81 000.00**	**105 947.90**	**-24'947.90**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1 288 391.85	1 087 049.25	1 078 098.99	8'950.26
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	406 863.85	480 400.00	434 434.72	45'965.28
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	100 000.00	100 000.00	94 736.84	5'263.16
34	CHARGES FINANCIÈRES	1 122.25	1 200.00	900.40	299.60
36	CHARGES DE TRANSFERT	49 735.34	70 207.00	52 915.50	17'291.50
38	CHARGES EXTRAORDINAIRES	576 412.99	0.00	0.00	0.00
42	*TAXES*	*41 473.70*	*31 600.00*	*56 628.45*	*-25'028.45*
43	*REVENUS DIVERS*	*19 658.08*	*17 000.00*	*15 228.95*	*1'771.05*
44	*REVENUS FINANCIERS*	*36 614.75*	*32 400.00*	*34 090.50*	*-1'690.50*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*7 000.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
49	*IMPUTATIONS INTERNES*	*66 972.95*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
1	**ORDRE ET SECURITE PUBLICS, DEFENSE**				
	TOTAL CHARGES	**444 774.41**	**456 110.20**	**481 394.09**	**-25'283.89**
	TOTAL REVENUS	**80 378.17**	**99 500.00**	**134 339.60**	**-34'839.60**
11	**SECURITE PUBLIQUE**				
	TOTAL CHARGES	**141 454.39**	**176 012.20**	**176 389.65**	**-377.45**
	TOTAL REVENUS	**70 805.00**	**94 000.00**	**99 989.00**	**-5'989.00**
30	CHARGES DE PERSONNEL	0.00	89 579.20	99 242.50	-9'663.30
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	7 009.44	12 975.00	4 671.15	8'303.85
36	CHARGES DE TRANSFERT	67 472.00	73 458.00	72 476.00	982.00
39	IMPUTATIONS INTERNES	66 972.95	0.00	0.00	0.00
42	*TAXES*	*70 805.00*	*94 000.00*	*83 088.00*	*10'912.00*
49	*IMPUTATIONS INTERNES*	*0.00*	*0.00*	*16 901.00*	*-16'901.00*

4. COMPTE DE RESULTAT FONCTIONNEL AU 31 DECEMBRE 2023

Fonction et Titres		Comptes 2022	Budget 2023	Comptes 2023	Dépassement 2023
14	**QUESTIONS JURIDIQUES**				
	TOTAL CHARGES	**20 124.15**	**29 000.00**	**34 317.45**	**-5'317.45**
	TOTAL REVENUS	**4 065.00**	**2 500.00**	**28 574.70**	**-26'074.70**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	1 718.00	2 500.00	1 026.25	1'473.75
36	CHARGES DE TRANSFERT	18 406.15	26 500.00	16 390.20	10'109.80
39	IMPUTATIONS INTERNES	0.00	0.00	16 901.00	-16'901.00
42	*TAXES*	*4 065.00*	*2 500.00*	*20 190.00*	*-17'690.00*
44	*REVENUS FINANCIERS*	*0.00*	*0.00*	*8 384.70*	*-8'384.70*
15	**SERVICE DU FEU**				
	TOTAL CHARGES	**253 200.72**	**230 875.00**	**250 960.79**	**-20'085.79**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
30	CHARGES DE PERSONNEL	47 133.40	42 242.00	46 057.15	-3'815.15
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	132 781.92	109 519.00	124 665.39	-15'146.39
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	0.00	0.00	0.00	0.00
36	CHARGES DE TRANSFERT	73 285.40	79 114.00	80 238.25	-1'124.25
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
16	**DEFENSE**				
	TOTAL CHARGES	**29 995.15**	**20 223.00**	**19 726.20**	**496.80**
	TOTAL REVENUS	**5 508.17**	**3 000.00**	**5 775.90**	**-2'775.90**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	11 694.15	2 880.00	2 383.20	496.80
36	CHARGES DE TRANSFERT	18 301.00	17 343.00	17 343.00	0.00
42	*TAXES*	*2 508.17*	*0.00*	*2 775.90*	*-2'775.90*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*3 000.00*	*3 000.00*	*3 000.00*	*0.00*
2	**FORMATION**				
	TOTAL CHARGES	**664 175.19**	**564 365.00**	**485 447.95**	**78'917.05**
	TOTAL REVENUS	**120 739.90**	**121 062.00**	**126 094.55**	**-5'032.55**
21	**SCOLARITE OBLIGATOIRE**				
	TOTAL CHARGES	**664 175.19**	**564 365.00**	**485 447.95**	**78'917.05**
	TOTAL REVENUS	**120 739.90**	**121 062.00**	**126 094.55**	**-5'032.55**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	315 303.79	364 500.00	295 726.78	68'773.22
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	55 926.04	48 460.00	40 866.77	7'593.23
34	CHARGES FINANCIÈRES	5 268.95	3 700.00	2 649.40	1'050.60
36	CHARGES DE TRANSFERT	132 976.00	147 705.00	146 205.00	1'500.00
38	CHARGES EXTRAORDINAIRES	154 700.41	0.00	0.00	0.00

4. COMPTE DE RESULTAT FONCTIONNEL AU 31 DECEMBRE 2023

Fonction et Titres		Comptes 2022	Budget 2023	Comptes 2023	Dépassement 2023
42	*TAXES*	*66 317.90*	*68 600.00*	*70 032.55*	*-1'432.55*
44	*REVENUS FINANCIERS*	*37 960.00*	*36 000.00*	*39 600.00*	*-3'600.00*
45	*PRÉLÈVEMENTS SUR LES FONDS ET FINANCEMENTS SPÉCIAUX*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*16 462.00*	*16 462.00*	*16 462.00*	*0.00*
3	**CULTURE, SPORT ET LOISIRS, EGLISES**				
	TOTAL CHARGES	**218 790.32**	**290 082.00**	**251 332.85**	**38'749.15**
	TOTAL REVENUS	**12 546.00**	**800.00**	**5 557.57**	**-4'757.57**
31	**HERITAGE CULTUREL**				
	TOTAL CHARGES	**2 035.17**	**3 500.00**	**0.00**	**3'500.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	2 035.17	3 500.00	0.00	3'500.00
32	**CULTURE, AUTRES**				
	TOTAL CHARGES	**80 348.66**	**99 412.00**	**89 180.24**	**10'231.76**
	TOTAL REVENUS	**10 530.00**	**0.00**	**2 793.17**	**-2'793.17**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	37 985.36	54 900.00	45 367.04	9'532.96
36	CHARGES DE TRANSFERT	42 363.30	44 512.00	43 813.20	698.80
39	IMPUTATIONS INTERNES	0.00	0.00	0.00	0.00
42	*TAXES*	*10 530.00*	*0.00*	*2 793.17*	*-2'793.17*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
34	**SPORTS ET LOISIRS**				
	TOTAL CHARGES	**124 406.49**	**170 170.00**	**145 152.61**	**25'017.39**
	TOTAL REVENUS	**2 016.00**	**800.00**	**2 764.40**	**-1'964.40**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	90 791.43	131 670.00	113 952.06	17'717.94
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	0.00	0.00	0.00	0.00
36	CHARGES DE TRANSFERT	33 615.06	38 500.00	31 200.55	7'299.45
42	*TAXES*	*2 016.00*	*800.00*	*2 764.40*	*-1'964.40*
43	*REVENUS DIVERS*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
35	**EGLISES ET AFFAIRES RELIGIEUSES**				
	TOTAL CHARGES	**12 000.00**	**17 000.00**	**17 000.00**	**0.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
36	CHARGES DE TRANSFERT	12 000.00	17 000.00	17 000.00	0.00

4. COMPTE DE RESULTAT FONCTIONNEL AU 31 DECEMBRE 2023

Fonction et Titres		Comptes 2022	Budget 2023	Comptes 2023	Dépassement 2023
4	**SANTE**				
	TOTAL CHARGES	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
49	**SANTE PUBLIQUE, NON MENTIONNE AILLEURS**				
	TOTAL CHARGES	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	0.00	0.00	0.00	0.00
36	CHARGES DE TRANSFERT	0.00	0.00	0.00	0.00
42	*TAXES*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
5	**SECURITE SOCIALE**				
	TOTAL CHARGES	**990 951.63**	**793 717.45**	**760 775.31**	**32'942.14**
	TOTAL REVENUS	**100 389.45**	**105 480.00**	**155 044.95**	**-49'564.95**
53	**VIEILLESSE ET SURVIVANTS**				
	TOTAL CHARGES	**0.00**	**6 500.00**	**4 076.00**	**2'424.00**
36	CHARGES DE TRANSFERT	0.00	6 500.00	4 076.00	2'424.00
54	**FAMILLE ET JEUNESSE**				
	TOTAL CHARGES	**873 531.56**	**633 805.45**	**619 559.26**	**14'246.19**
	TOTAL REVENUS	**100 389.45**	**105 480.00**	**146 295.90**	**-40'815.90**
30	CHARGES DE PERSONNEL	0.00	224 800.45	267 528.18	-42'727.73
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	27 310.49	27 800.00	29 180.19	-1'380.19
36	CHARGES DE TRANSFERT	846 221.07	381 205.00	322 850.89	58'354.11
38	CHARGES EXTRAORDINAIRES	0.00	0.00	0.00	0.00
42	*TAXES*	*88 721.45*	*94 000.00*	*122 612.90*	*-28'612.90*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*11 668.00*	*11 480.00*	*23 683.00*	*-12'203.00*
55	**CHOMAGE**				
	TOTAL CHARGES	**184.00**	**5 000.00**	**0.00**	**5'000.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
36	CHARGES DE TRANSFERT	184.00	5 000.00	0.00	5'000.00
57	**AIDE SOCIALE ET DOMAINE DE L'ASILE**				
	TOTAL CHARGES	**92 156.07**	**118 412.00**	**107 740.05**	**10'671.95**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**8 749.05**	**-8'749.05**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	26 732.63	40 100.00	35 963.65	4'136.35
36	CHARGES DE TRANSFERT	65 423.44	78 312.00	71 776.40	6'535.60
42	*TAXES*	0.00	0.00	8 749.05	-8'749.05
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*

4. COMPTE DE RESULTAT FONCTIONNEL AU 31 DECEMBRE 2023

Fonction et Titres		Comptes 2022	Budget 2023	Comptes 2023	Dépassement 2023
59	**DOMAINE SOCIAL, NON MENTIONNE AILLEURS**				
	TOTAL CHARGES	**25 080.00**	**30 000.00**	**29 400.00**	**600.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
36	CHARGES DE TRANSFERT	25 080.00	30 000.00	29 400.00	600.00
6	**TRANSPORTS**				
	TOTAL CHARGES	**780 234.04**	**522 914.00**	**1 433 690.74**	**-910'776.74**
	TOTAL REVENUS	**29 838.25**	**28 000.00**	**29 644.25**	**-1'644.25**
61	**CIRCULATION ROUTIERE**				
	TOTAL CHARGES	**719 467.29**	**445 670.00**	**1 393 298.64**	**-947'628.64**
	TOTAL REVENUS	**5 718.25**	**5 000.00**	**15 257.35**	**-10'257.35**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	281 695.40	305 455.00	390 145.54	-84'690.54
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	297 600.84	133 015.00	133 015.45	-0.45
36	CHARGES DE TRANSFERT	7 155.60	7 200.00	7 155.60	44.40
38	CHARGES EXTRAORDINAIRES	133 015.45	0.00	862 982.05	-862'982.05
42	*TAXES*	*5 238.25*	*5 000.00*	*13 063.35*	*-8'063.35*
44	*REVENUS FINANCIERS*	*480.00*	*0.00*	*480.00*	*-480.00*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*0.00*	*0.00*	*1 714.00*	*-1'714.00*
62	**TRANSPORTS PUBLICS**				
	TOTAL CHARGES	**60 766.75**	**77 244.00**	**40 392.10**	**36'851.90**
	TOTAL REVENUS	**24 120.00**	**23 000.00**	**14 386.90**	**8'613.10**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	42 293.75	43 000.00	13 948.10	29'051.90
36	CHARGES DE TRANSFERT	18 473.00	34 244.00	26 444.00	7'800.00
42	*TAXES*	*24 120.00*	*23 000.00*	*14 386.90*	*8'613.10*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
7	**PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**				
	TOTAL CHARGES	**532 546.58**	**630 859.00**	**561 190.87**	**69'668.13**
	TOTAL REVENUS	**95 859.25**	**127 400.00**	**108 703.69**	**18'696.31**
71	**APPROVISIONNEMENT EN EAU**				
	TOTAL CHARGES	**5 996.25**	**6 100.00**	**5 510.55**	**589.45**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	5 996.25	6 100.00	5 510.55	589.45
72	**TRAITEMENT DES EAUX USEES**				**0.00**
	TOTAL CHARGES	**144 445.36**	**173 000.00**	**142 461.57**	**30'538.43**
	TOTAL REVENUS	**56 757.85**	**117 000.00**	**78 673.75**	**38'326.25**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	144 445.36	173 000.00	142 461.57	30'538.43
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	0.00	0.00	0.00	0.00

4. COMPTE DE RESULTAT FONCTIONNEL AU 31 DECEMBRE 2023

Fonction et Titres		Comptes 2022	Budget 2023	Comptes 2023	Dépassement 2023
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*56 757.85*	*117 000.00*	*78 673.75*	*38'326.25*
73	**GESTION DES DECHETS**				
	TOTAL CHARGES	**355 753.22**	**401 259.00**	**353 884.05**	**47'374.95**
	TOTAL REVENUS	**32 550.05**	**6 400.00**	**17 234.84**	**-10'834.84**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	347 550.07	392 980.00	346 289.05	46'690.95
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	0.00	0.00	0.00	0.00
36	CHARGES DE TRANSFERT	8 203.15	8 279.00	7 595.00	684.00
42	*TAXES*	*24 873.05*	*6 400.00*	*10 929.85*	*-4'529.85*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*7 677.00*	*0.00*	*6 304.99*	*-6'304.99*
75	**PROTECTION DES ESPECES ET DU PAYSAGE**				
	TOTAL CHARGES	**8 030.90**	**6 500.00**	**6 120.00**	**380.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	5 030.90	3 500.00	3 420.00	80.00
36	CHARGES DE TRANSFERT	3 000.00	3 000.00	2 700.00	300.00
76	**LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'ENVIRONNEMENT**				
	TOTAL CHARGES	**7 325.90**	**3 000.00**	**7 405.00**	**-4'405.00**
	TOTAL REVENUS	**3 918.20**	**1 000.00**	**6 805.00**	**-5'805.00**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	2 907.90	0.00	5 805.00	-5'805.00
36	CHARGES DE TRANSFERT	4 418.00	3 000.00	1 600.00	1'400.00
42	*TAXES*	0.00	0.00	5 805.00	-5'805.00
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*3 918.20*	*1 000.00*	*1 000.00*	*0.00*
77	**PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, AUTRES**				
	TOTAL CHARGES	**8 298.60**	**41 000.00**	**39 347.70**	**1'652.30**
	TOTAL REVENUS	**2 633.15**	**3 000.00**	**5 990.10**	**-2'990.10**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	8 298.60	41 000.00	39 347.70	1'652.30
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	0.00	0.00	0.00	0.00
42	*TAXES*	*2 633.15*	*3 000.00*	*5 990.10*	*-2'990.10*
79	**AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**				
	TOTAL CHARGES	**2 696.35**	**0.00**	**6 462.00**	**-6'462.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	2 696.35	0.00	6 462.00	-6'462.00

4. COMPTE DE RESULTAT FONCTIONNEL AU 31 DECEMBRE 2023

Fonction et Titres		Comptes 2022	Budget 2023	Comptes 2023	Dépassement 2023
8	**ECONOMIE PUBLIQUE**				
	TOTAL CHARGES	**9 728.50**	**10 000.00**	**10 005.15**	**-5.15**
	TOTAL REVENUS	**93 400.25**	**98 960.00**	**112 568.49**	**-13'608.49**
82	**SYLVICULTURE**				
	TOTAL CHARGES	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	0.00	0.00	0.00	0.00
86	**BANQUES ET ASSURANCES**				
	TOTAL CHARGES	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
	TOTAL REVENUS	**22 842.00**	**15 000.00**	**27 918.00**	**-12'918.00**
44	*REVENUS FINANCIERS*	*22 842.00*	*15 000.00*	*27 918.00*	*-12'918.00*
87	**COMBUSTIBLES ET ENERGIE**				
	TOTAL CHARGES	**9 728.50**	**10 000.00**	**10 005.15**	**-5.15**
	TOTAL REVENUS	**70 558.25**	**83 960.00**	**84 650.49**	**-690.49**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	9 728.50	10 000.00	10 005.15	-5.15
42	*TAXES*	*6 118.25*	*7 000.00*	*6 399.05*	*600.95*
44	*REVENUS FINANCIERS*	*64 440.00*	*76 960.00*	*78 251.44*	*-1'291.44*
9	**FINANCES ET IMPÔTS**				
	TOTAL CHARGES	**1 223 863.01**	**711 816.00**	**831 764.73**	**-119'948.73**
	TOTAL REVENUS	**7 812 777.31**	**5 476 077.00**	**5 992 731.54**	**-516'654.54**
91	**IMPOTS**				
	TOTAL CHARGES	**279 652.77**	**150 000.00**	**161 020.02**	**-11'020.02**
	TOTAL REVENUS	**6 288 626.97**	**5 221 077.00**	**4 773 242.64**	**447'834.36**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	101 265.40	0.00	22 535.60	-22'535.60
36	CHARGES DE TRANSFERT	178 387.37	150 000.00	138 484.42	11'515.58
40	*REVENUS FISCAUX*	*6 263 660.94*	*5 207 198.00*	*4 747 351.09*	*459'846.91*
42	*TAXES*	*2 056.51*	*0.00*	*920.02*	*-920.02*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*22 909.52*	*13 879.00*	*24 971.53*	*-11'092.53*
48	*REVENUS EXTRAORDINAIRES*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
92	**CONVENTIONS FISCALES**				
	TOTAL CHARGES	**67 141.29**	**66 316.00**	**66 179.72**	**136.28**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
36	CHARGES DE TRANSFERT	67 141.29	66 316.00	66 179.72	136.28

4. COMPTE DE RESULTAT FONCTIONNEL AU 31 DECEMBRE 2023

Fonction et Titres		Comptes 2022	Budget 2023	Comptes 2023	Dépassement 2023
93	**PEREQUATION FINANCIERE ET COMPENSATION DES CHARGES**				
	TOTAL CHARGES	**188 129.00**	**403 000.00**	**470 765.00**	**-67'765.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
36	CHARGES DE TRANSFERT	188 129.00	403 000.00	470 765.00	-67'765.00
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
96	**ADMINISTRATION DE LA FORTUNE ET DE LA DETTE**				
	TOTAL CHARGES	**688 939.95**	**92 500.00**	**133 799.99**	**-41'299.99**
	TOTAL REVENUS	**1 524 150.34**	**255 000.00**	**1 218 736.20**	**-963'736.20**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	3 897.90	20 000.00	20 883.05	-883.05
34	CHARGES FINANCIÈRES	685 042.05	72 500.00	112 916.94	-40'416.94
42	*TAXES*	*3 823.34*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
44	*REVENUS FINANCIERS*	*1 520 327.00*	*255 000.00*	*1 218 736.20*	*-963'736.20*
97	**REDISTRIBUTIONS**				
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**752.70**	**-752.70**
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	0.00	0.00	752.70	-752.70
	TOTAL GENERAL				
	TOTAL CHARGES	**7 516 919.66**	**6 013 440.15**	**6 734 462.38**	**-721'022.23**
	TOTAL REVENUS	**8 517 648.06**	**6 138 279.00**	**6 770 632.54**	**-632'353.54**
	EXCEDENT(-) / PERTE	**-1'000'728.40**	**-124'838.85**	**-36'170.16**	**-88'668.69**

5. INVESTISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 2023

Comptes	Désignation	Comptes au 31.12.2022	Budget 2023	Comptes au 31.12.2023
F02	**SERVICES GENERAUX**			
	Total des dépenses	**2 817 864.11**	**1 915 400.00**	**293 676.00**
	Total des recettes	**0.00**	**0.00**	**0.00**
50	Immobilisations corporelles	2 729 864.11	1 809 000.00	187 276.00
56	Subventions d'investissements propres	88 000.00	106 400.00	106 400.00
63	Subventions d'investissements acquises	0.00	0.00	0.00
F21	**SCOLARITE OBLIGATOIRE**			
	Total des dépenses	**325 309.03**	**250 000.00**	**7 000.00**
	Total des recettes	**0.00**	**0.00**	**0.00**
50	Immobilisations corporelles	325 309.03	250 000.00	7 000.00
63	Subventions d'investissements acquises	0.00	0.00	0.00
F54	**FAMILLE ET JEUNESSE**			
	Total des dépenses	**0.00**	**0.00**	**0.00**
	Total des recettes	**0.00**	**0.00**	**0.00**
54	Prêts	0.00	0.00	0.00
F61	**CIRCULATION ROUTIERE**			
	Total des dépenses	**360 262.04**	**0.00**	**0.00**
	Total des recettes	**0.00**	**0.00**	**0.00**
50	Immobilisations corporelles	360 262.04	0.00	0.00
F72	**TRAITEMENT DES EAUX USEES**			
	Total des dépenses	**0.00**	**0.00**	**0.00**
	Total des recettes	**0.00**	**0.00**	**0.00**
50	Immobilisations corporelles	0.00	0.00	0.00
63	Subventions d'investissements acquises	0.00	0.00	0.00
F73	**GESTION DES DECHETS**			
	Total des dépenses	**0.00**	**0.00**	**0.00**
	Total des recettes	**0.00**	**0.00**	**0.00**
50	Immobilisations corporelles	0.00	0.00	0.00
F79	**AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**			
	Total des dépenses	**0.00**	**125 000.00**	**0.00**
	Total des recettes	**0.00**	**0.00**	**0.00**
52	Immobilisations incorporelles	0.00	125 000.00	0.00
	TOTAL GENERAL			
	Total des dépenses	**3 503 435.18**	**2 290 400.00**	**300 676.00**
	Total des recettes	**0.00**	**0.00**	**0.00**
	Investissements nets	**3 503 435.18**	**2 290 400.00**	**300 676.00**

6. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	DESIGNATION	Au 31.12.2023
1	**Résultat total**	**36'170.16**
2	+ Amortis. du PA et subv. d'investissements (planifiés, non planifiés, complémentaires)	1'131'601.11
3	+ Amortissements des prêts et participations PA	-
4	- Augmentation / + diminution des créances	195'039.40
5	- Augmentation / + diminution des marchandises, approvisionnement et travaux en cours	1'175.90
6	- Augmentation / + diminution des actifs de régularisation	-85'038.31
7	+ Pertes / - bénéfices sur la vente du PF ou pertes/bénéfices de change	-
8	+ Pertes / - bénéfices réévaluation du PF	-949'403.00
9	+ Augmentation / - diminution des engagements courants	10'641.63
10	+ Augmentation / - diminution des provisions	135'345.00
11	+ Augmentation / - diminution des passifs de régularisation	-24'610.69
12	+ Augmentations / - prélèvements d'engagements pour les financements/fonds spéciaux	-
FTO	**FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE [FTO]**	**450'921.20**
13	+ Remboursement des tiers	-
14	+ Subventions acquises	-
15	+ Remboursements des prêts et de participations	-
RI	**Recettes du compte des investissements ayant une influence sur les liquidités**	-
16	- Immobilisations corporelles	- 300 676.00
17	- Investissements pour le compte de tiers	0.00
18	- Immobilisations incorporelles	0.00
CI	**Dépenses du compte des investissements ayant une influence sur les liquidités**	-300'676.00
FTI	**Flux de trésorerie provenant de l'activité d'investissement dans le PA [FTI]**	**-300'676.00**
19	- Achat de placements financiers et des immob. corp. du PF (ct)	-
20	+ Vente des placements financiers et des immob. corp. du PF (ct)	-
21	- Achat de placements financiers et des immob. corp. du PF (lt)	-230'724.00
22	+ Vente des placements financiers et des immob. corp. du PF (lt)	-
FTP	**Flux de trésorerie provenant de l'activité de placement dans le PF [FTP]**	**-230'724.00**
TOT1	**FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'ACTIVITE D'INVESTISSEMENT ET DE PLAC**	**-531'400.00**
23	+ Augmentation / - diminution des engagements financiers à court terme	45'267.92
24	+ Augmentation / - diminution des engagements financiers à long terme	-646'892.20
FTF	**FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'ACTIVITE DE FINANCEMENT [FTF]**	**-601'624.28**
TOT2	**VARIATION DES LIQUIDITES ET PLACEMENTS A COURT TERME [FTO]+[FTI+P]+[FTF]**	**-682'103.08**
100	Liquidités et placements à court terme au 01.01.2023	4'999'678.79
101	Liquidités et placements à court terme au 31.12.2023	4'317'575.71
TOT3	**VARIATION DES LIQUIDITES ET PLACEMENTS A COURT TERME**	**-682'103.08**

7. REGLES REGISSANT LA PRESENTATION DES COMPTES

Les règles régissant la présentation des comptes de la commune de Jussy reposent sur les principales bases légales suivantes :

- Loi sur l'administration des communes (LAC).
- Règlement d'application de la loi sur l'administration des communes (RAC).
- Manuel de comptabilité publique MCH2 à l'attention des communes genevoises publié par le Département présidentiel.

8. PRINCIPES RELATIFS A LA PRESENTATION DES COMPTES

La clôture des comptes de la commune a été effectuée conformément à la LAC, au RAC et au Manuel de comptabilité publique édité par le département présidentiel. Ces normes se réfèrent au manuel « Modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes MCH2 » édité par la Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF).

La présentation des comptes reflète une situation financière correspondant à l'état réel de la fortune, des finances et des revenus.

Patrimoine financier

Les actifs figurant dans le patrimoine financier (PF) sont portés au bilan s'ils génèrent une utilité future et que leur valeur peut être établie de manière fiable.

Les immobilisations corporelles du PF sont inscrites au coût d'acquisition ou de fabrication lors de l'entrée au bilan. En l'absence d'un coût d'acquisition, l'inscription au bilan se fait à la juste valeur (coût de remplacement).

Tous les cinq ans, les immobilisations corporelles du PF sont réévaluées à la valeur de remplacement lors du bouclement des comptes. On distingue les parcelles construites par rapport aux parcelles vierges. Les deux sont considérées comme des réserves de superficie permettant à la commune si elle le souhaite un jour d'y mener des projets de construction ou simplement d'exploitation des ressources

La dernière réévaluation a été réalisée en 2022. La prochaine réévaluation sera effectuée en 2027.

Les placements financiers sont réévalués lors de chaque clôture à la valeur vénale.

Les autres éléments du PF sont portés au bilan à la valeur nominale.

La commune s'assure également, à chaque clôture des comptes annuels, que tout actif du PF ayant subi une perte durable de valeur a fait l'objet d'une dépréciation comptable justifiée par des pièces probantes.

Les ducroires sur les débiteurs ont été estimés selon les mêmes règles que les années précédentes, soit celles figurant dans les procédures de bouclement des comptes. Les critères de calculs des ducroires sur les reliquats fiscaux ont été également maintenus (30% du reliquat) et sont conformes avec les critères fixés par le département.

Patrimoine administratif

Les actifs figurant dans le patrimoine administratif sont portés au bilan s'ils génèrent une utilité économique future ou s'ils sont consacrés à la réalisation de tâches publiques et que leur valeur peut être établie de manière fiable. Ils sont inscrits au bilan, lors de leur entrée, au coût d'acquisition ou de fabrication. En l'absence de coûts ou si aucun prix n'a été payé, la juste valeur est portée au bilan (coût de remplacement).

Les amortissements des biens du PA s'effectuent selon les dispositions prévues à l'art. 40 RAC. Ils sont comptabilisés en appliquant la méthode linéaire et démarrent avec l'utilisation du bien. L'amortissement (planifié) des investissements du PA est effectué selon les durées définies dans la délibération ouvrant le crédit d'investissement nécessaire. Ces durées doivent être en adéquation avec les durées définies à l'art. 40 RAC. Si une perte de valeur durable est prévisible pour un poste, la valeur portée au bilan est rectifiée (amortissement non planifié) et justifiée par des pièces probantes.

Concernant le seuil d'activation de biens du PA, l'article 39 RAC prévoit la possibilité pour une commune de comptabiliser une dépense à nature d'investissement inférieure ou égale à CHF 100'000.00, soit dans le compte de résultats soit de l'activer au patrimoine administratif (en transitant par le compte des investissements). Les dépenses d'investissement supérieures à CHF 100'000.00 doivent obligatoirement être activées. La commune a choisi de comptabiliser au compte de résultats toutes les dépenses inférieures à CHF 100'000.00. Ces critères sont ceux utilisés depuis plusieurs années et figurant dans les procédures internes de la commune.

Passifs

Les capitaux de tiers sont évalués à la valeur nominale.

Les provisions existantes figurent dans le tableau spécifique en annexe. Une provision sur les estimations fiscales a été comptabilisée à hauteur de 12 % (sans changement par rapport à 2020), en respect des critères fixés dans le manuel édité par le département.

Le mouvement sur le capital propre est mentionné dans le tableau spécifique en annexe.

Revenus fiscaux

Les revenus fiscaux sur les PP, PM et les chiens sont gérés par l'Etat de Genève, conformément à la loi sur les contributions publiques (LCP). Toutes les données remises à cet effet par le département des finances sont intégralement enregistrées dans les comptes de la commune. Ces revenus fiscaux sont régularisés conformément au principe de la délimitation des impôts.

9. ETAT DU CAPITAL PROPRE

29	CAPITAL PROPRE	Solde au 31.12.2022	Augm.	Dimin.	Solde au 31.12.2023
299	Excédent / découvert de bilan	23'987'631.07	9'936'894.19	9'900'724.03	24'023'801.23
2990	Résultat annuel	1'000'728.40	8'936'165.79	9'900'724.03	36'170.16
2999	Résultats cumulés des années précédentes	22'986'902.67	1'000'728.40	-	23'987'631.07
29	**Total**	**23'987'631.07**	**9'936'894.19**	**9'900'724.03**	**24'023'801.23**

L'excédent de revenus ressortant du compte de résultat de l'année s'élève à CHF 36'170.16

10. TABLEAU DES PROVISIONS

Compte CG	Provisions pour	Solde au 31.12.2022	Constitutions / Augmentations	Utilisations	Dissolutions	Solde au 31.12.2023	Réf.
0220.00.20500.00	**Soldes vacances**	7'767	-	655		**7'112**	1
0220.00.20810.00	**Rente-pont AVS**	13'000	13'000	-	-	**26'000**	2
5441.10.20870.00	**Provision pour charges financières**	500'000	-	-	-	**500'000**	3
9100.00.20590.01	**Estimation fiscale**	1'267'000	131'000	-	-	**1'398'000**	4
9100.00.20590.02	**Frais de perception dus sur reliquat**	94'000	-	8'000	-	**86'000**	5
Total des provisions		**1'881'767**	**144'000**	**8'655**	**-**	**2'017'112**	

1. Provision pour soldes vacances :

But : provisionner le risque financier inhérent à un éventuel règlement du solde des vacances des collaborateurs qui quitteraient la commune.

Au 31.12.2022, il existait un solde de vacances de 15.20 jours. A la fin de l'année 2023, le solde est passé à 17.18 jours, entraînant un ajustement de la provision. Pour rappel, cette dernière est calculée en multipliant le salaire horaire des collaborateurs par le solde des vacances à la fin de la période. Il est également ajouté un montant correspondant aux charges sociales supportées par l'employeur.

2. Provision pour rente-pont AVS :

But : cette provision a pour but de contribuer à l'aménagement des départs à la retraite. Il instaure le versement d'une rente-pont AVS, financée par la Commune, en cas de prise de retraite anticipée avant l'âge donnant droit à une rente simple AVS.

Cette provision est entrée en vigueur dès le 9 mai 2022, le montant de CHF 13'000 a été calculé en fonction des employés proches de la retraite souhaitant probablement bénéficier de cette rente-pont AVS.

3. Provision pour charges financières :

But : Provisionnement du prêt de CHF 500'000 à la Fondation Clair-Vivre.

La commune a décidé de provisionner un compte de prêt du PA pour la Fondation Clair-Vivre d'un montant de CHF 500'000. Cela signifie que la commune souhaite se couvrir de la perte de ce montant, qui est considérée comme probable et certaine, car elle ne sera pas restituée. En provisionnant cette somme, la commune s'assure qu'elle a les fonds nécessaires pour couvrir cette perte future et qu'elle peut continuer à respecter ses obligations financières.

4. Provision pour estimation fiscale :

But : cette provision vise à gérer le risque sur des fortes variations de la fiscalité des personnes physiques dues aux estimations.

En effet, sur la base de l'historique des résultats fiscaux PP de ces dix dernières années, on peut constater des variations importantes. La fiscalité de la commune dépend principalement d'un nombre très réduit de contribuables qui représentent la moitié de la fiscalité. A cet effet, la provision de 12% sur la production encore estimée des personnes physique - PP- pour CHF 11'375'610.62 (+10.73% par rapport à 2022), des personnes morales -PM- pour CHF 40'283.95 (-0.56%) et de l'IS pour CHF 232'276.-- (100%) a été ajustée au 31.12.2023, soit une provision totale de CHF 1'398'000.--. Il en résulte donc une augmentation de la provision pour un montant de CHF 131'000.-- en charge de l'exercice 2023. Pour mémoire le taux de 12% correspond au taux maximum autorisé selon les critères de l'Etat de Genève.

5. Provision pour frais de perception dus sur le reliquat fiscal :

But : conformément à la loi sur les contributions publiques, des frais de perception sont dus par les communes à l'Etat de Genève sur la perception des impôts des PP et PM,

Cette provision est calculée sur le reliquat fiscal restant en fin d'année qui n'a, par définition, pas donné lieu à un recouvrement. Le montant dû à l'Etat équivaut à 3% du reliquat fiscal net. Le reliquat net au 31.12.2023 se monte à CHF 2'875'251.48 contre CHF 3'149'145.61-- à fin 2022. En conséquence, la diminution du reliquat net de CHF 273'894.13.-- se traduit par diminution de la provision pour les frais de perception pour CHF 8'000.--. Ainsi la provision au 31.12.2023 se monte à CHF 86'000.--.

11. TABLEAU DES PARTICIPATIONS

Nom de l'entité	BCGe – Banque cantonale de Genève	Fondation communale pour le logement	SIG – Services industriels de Genève	Coficoge - Coopérative financière des communes genevoises
Forme juridique	Société anonyme de droit public	Fondation de droit public	Etablissement de droit public	Société coopérative
Activités et tâches publiques	Banque cantonale. But principal de contribuer au développement économique du canton et de la région	Mise à disposition de logements dans la commune	Electricité, gaz, eau, énergie thermique	Faciliter la solution des problèmes financiers des communes genevoises.
Total du capital	360 mios de francs	23 mios	100 millions de francs	137'000 F
dont détenu par la commune	0.36% soit 25'942 sur 7'200'000 actions	100%	0.0696%	0.365%
Valeur d'acquisition de la participation	**CHF 3'008'575**	**CHF 1'429'900**	**CHF 69'600**	**CHF 500**
Valeur comptable de la participation	**CHF 5'283'514**	**CHF 1'429'900**	**CHF 69'600**	**CHF 500**
Principaux autres détenteurs	Etat de Genève et les communes genevoises	---	Etat de Genève et les communes genevoises	Communes genevoises.
Participation que détient l'entité en propre	Capital Transmission SA, Investissements Fonciers SA, Dimensions SA, Swiss Public Finance Solutions, BCGE Lyon, Cie Foncière St Gothard SAS, Cie Foncière Franco-Suisse, Rhône Saône Léman Lyon, Rhône Saône Courtage Lyon	La Fondation ne détient aucune participation, ses investissements sont uniquement de nature immobilière.	EOS Holding SA, Parco eolico del San Gottardo SA, Bavois Eole SA, Securelec – Vaud SA, Gaznat SA, Gadziplo SA, Swisspower Renewables AG	---
Flux financiers de l'année (commune/entité)	Intérêts débiteurs Frais financiers Dividendes reçus Emprunts Liquidités déposées Titres en dépôts	Refacturation de travaux réalisés pour le compte de la Fondation Facturation honoraires du responsable technique	Charges énergétiques Intérêts s/participation	Emprunts (ou remboursement) Intérêts débiteurs Frais financiers
Risques spécifiques	Risques bancaires	Risques du marché de l'immobilier	Risques du marché de l'énergie	---
Normes comptables appliquées par l'entité	PCB (Prescriptions comptables pour les banques) FINMA	MCH2	IFRS	Comptabilité commerciale selon art. 957 à 962 CO.
Résultat de la dernière année de l'entité	+ CHF 176 millions de francs (2022)	+ CHF 2'669'562.94 (2022)	+ CHF 501.3 millions de francs (2022)	+ CHF 2'009 (1.07.21-30.06.22)
Total du bilan de la dernière année de l'entité	30'034 millions de francs (2022) dont 1'984 millions de francs de capitaux propres	CHF 45.9 mios (2022)	CHF 4'272 millions de francs (2022) dont CHF 2'534 millions de francs de capitaux propres.	CHF 1'847'685(06.2022) dont CHF 1'472'290 de capitaux propres

Nom de l'entité	ACG – Association des communes genevoises	GIAP – Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire	SIACG – Service intercommunal d'informatique	CIDEC – Groupement intercommunal des déchets carnés	Groupement intercommunal de Protection Civile des Voirons (ORPC Voirons)
Forme juridique	Groupement intercommunal spécial	Groupement intercommunal	Groupement intercommunal	Groupement intercommunal	Groupement intercommunal
Activités et tâches publiques	Défendre, promouvoir et représenter les intérêts des communes	Assurer l'accueil parascolaire facultatif des élèves de l'enseignement primaire public	Créer, développer et gérer en commun un système de gestion communale informatisé	Gérer un centre de collecte, de stockage, de tri, de conditionnement et d'acheminement des déchets carnés vers des centres spécialisés	Organisation commune de Protection Civile
Total du capital	---	---	---	---	---
dont détenu par la commune	---	---	---	---	---
Valeur d'acquisition de la participation	---	---	---	---	---
Valeur comptable de la participation	---	---	---	---	---
Principaux autres détenteurs	Communes genevoises	Communes genevoises	Communes genevoises	Communes genevoises	Communes de Chêne-Bourg, Puplinge, Presinge et Thônex
Participation que détient l'entité en propre	---	---	---	---	---
Flux financiers de l'année (commune/entité)	Cotisations annuelles	Cotisations annuelles	Cotisations annuelles	Cotisations annuelles	Contribution annuelle aux coûts de fonctionnement
Risques spécifiques	---	---	---	---	---
Normes comptables appliquées par l'entité	MCH2	MCH2	MCH2	MCH2	MCH2
Résultat de la dernière année de l'entité	+ CHF 489'122 (2022) sur un total de charges de CHF 4'793'198	+ CHF 4'168'984 (2022) sur un total de charges de CHF 83'475'186	+ CHF353'738 (2022) sur un total de charges de CHF 9'689'234	+CHF 12'622 (2022) sur un total de charges de CHF 1'041'566	CHF 0 les surplus/mancos de contributions versées sont restitués/versés
Total du bilan de la dernière année de l'entité	CHF 7'344'704 (2022) dont CHF 2'679'722 de capital propre	CHF 19'113'907 (2022) dont CHF 11'272'465 de capital propre	CHF 2'134'462 (2022) dont CHF 1'577'724 de capital propre	CHF 3'964'919 (2022) dont CHF 3'936'695 de capital propre	+ CHF 75'543 (2022)

12. TABLEAU DES GARANTIES ET DES ENGAGEMENTS CONDITIONNELS

	Garantie CAP (caisse de pension)	Cautionnement Fondation pour le logement
Nom de l'entité bénéficiaire	Voir ci-dessous	Fondation de la commune de Jussy pour le logement
Propriétaires (les +) importants de cette unité		Commune de Jussy
Typologie du rapport juridique		Cautionnement
Flux financiers de l'année (commune/entité)		**Refacturation taux de travail de 20% à la charge de la commune de Jussy CHF 34'644.35**
Prestations couvertes par la garantie		Emprunt sur l'immeuble Jussy 332
Montant de la garantie au 31.12.2023		**CHF 3'555'000.00**
Date du vote du CM approuvant la garantie		15.03.2010
Risque (situation actuelle, taux couverture, ..)		Capitaux propres au 31.12.2023 de plus de 28 millions. Résultats d'exploitations moyens supérieurs à CHF 600'000.- sur les 3 dernières années. Risque estimé : très faible.

Engagements envers la CAP (caisse de pension) :
La Commune a garanti par délibération du 18.02.2013 les montants nécessaires pour le système de capitalisation partielle de la CPI pour ses employés mais aussi pour ceux des entités indiquées au point n°2 ci-dessous. Les données suivantes ont été fournies par la CAP (situation au 31.12.2022).

1. Engagements de prévoyance de la Commune : CHF 5'077'563.64.

2. Liste des engagements de prévoyance des entités qui bénéficient d'une garantie de la commune. Les montants ci-après sont les engagements de prévoyance totaux des entités citées pour lesquels des garanties ont également été octroyées par les autres communes membres.
- Engagements de prévoyance de l'ACG : CHF 47'218'368.55
- Engagements de prévoyance de CAP Prévoyance : CHF 17'869'778.26
- Engagements du groupement SIS : CHF 146'366'298.25
- Engagements de prévoyance de la caisse : CHF 4'071'256'423.83

3. Degré de couverture de la CPI selon l'article 44 OPP2 : 75.96 %

Observations :
- Ces engagements de prévoyance ont été calculés par la CAP sur la base des comptes 2022 de la CPI, les comptes de l'année 2023 n'étant pas encore audités.

Informations complémentaires :
Détention, dans le portefeuille de titres de la BCGE, de 3 cédules hypothécaires non nanties de CHF 255'000 et CHF 570'000 (premier rang) et de CHF 150'000 (deuxième rang).

13. TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

Numéro du bien	Type de biens	Cat. patrim. PA / PF	Libellé compte	Statut	Date délib.CM	Montant crédit voté	Dépassement /économie	Durée Amort.	Solde au 31.12.2022	Dépenses 2023	Recettes 2023	Correction Dépréciation (-) Revalorisation	Amort.planifiés 2023	Amort. Non planifiés 2023	Amort. Compl. 2023	Solde au 31.12.2023	Valeur acquisition	Amort.planifiés cumulés	Amort.compl. cumulés	Valeur résiduelle
29004140	Objet	PA	Rte de Jussy 312 - rénovation bâtiment mairie	Clôturé	19.04.2010	2'635'000.00	506'033.21	30-E	**1'800'000.00**	0.00	0.00	0.00	94'736.84	0.00	0.00	**1'705'263.16**	3'141'033.21	1'194'736.84	241'033.21	1'705'263.16
29011140	Parcelle	PA	Parcelle 119 rte de Juvigny - Achat parcelle	Terminé	27.10.2021	2'556'800.00	7'295.20	30-T	**2'565'168.20**	0.00	1'073.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**2'564'095.20**	2'564'095.20	0.00	0.00	2'564'095.20
29012140	Parcelle	PA	Parcelle 119 rte de Juvigny - Rénovation bâtiment	En cours	27.10.2021	4'825'000.00		30-T	**164'695.91**	188'349.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**353'044.91**	353'044.91	0.00	0.00	353'044.91
21701140	Objet	PA	Rénovation appartement Les Beillans 1er étage	Clôturé	13.11.2017	165'000.00	-13'145.75	20-T	**0.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**0.00**	151'854.25	30'370.84	121'483.41	0.00
21700614	Objet	PA	Assainissement énergétique bâtiments complexe Beillans (Phase 2)	Clôturé	02.11.2020	1'450'000.00	-223'996.72	10-T	**1'088'469.62**	0.00	0.00	0.00	40'866.77	0.00	0.00	**1'047'602.85**	1'226'003.28	137'533.43	40'867.00	1'047'602.85
21700814	Parcelle	PA	Agrandissement école primaire des Beillans	En cours	01.02.2021	60'000.00		30-T	**0.00**	7'000.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**7'000.00**	7'000.00	0.00	0.00	7'000.00
61510114	Objet	PA	Balayeuse	Clôturé	07.06.2021	196'000.00	-323.35	15-T	**169'586.43**	0.00	0.00	0.00	13'045.11	0.00	13'045.11	**143'496.21**	195'676.65	26'090.22	26'090.22	143'496.21
61505140	Objet	PA	Enfouissement lignes route de Monniaz	Clôturé	12.06.2027	2'660'000.00	-234'533.87	20-T	**1'819'844.22**	0.00	0.00	0.00	119'970.34	0.00	849'936.94	**849'936.94**	2'425'466.13	525'121.91	1'050'407.28	849'936.94
61500814	Objet	PA	Voie verte Route de Juvigny	Clôturé	07.02.2022	160'000.00	4'585.39	30-T	**0.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**0.00**	164'585.39	0.00	164'585.39	0.00
79001142	Objet	PA	Plan directeur communal	Projet	13.03.2023	225'000.00		05-T	**0.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**0.00**	0.00	0.00	0.00	0.00
140	**TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF**								**7'607'764.38**	195'349.00	1'073.00	0.00	268'619.06	0.00	862'982.05	**6'670'439.27**	14'673'106.80	4'855'946.75	3'146'720.78	6'670'439.27
54411055	Objet	PA	Prêt à la Fondation Clair-Vivre	Clôturé	28.05.2020	500'000.00	0.00	00-T	**500'000.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**500'000.00**	500'000.00	0.00	0.00	500'000.00
144	**TOTAL PRETS**								**500'000.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**500'000.00**	14'673'106.80	4'855'946.75	3'146'720.78	6'670'439.27
29076146	FIDU	PA	Attribution FIDU 2023	Clôturé	23.08.2022	106'400.00	0.00	30-T	**0.00**	106'400.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**106'400.00**	106'400.00	0.00	0.00	106'400.00
146	**TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENTS FIDU**								**0.00**	106'400.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**106'400.00**	620'343.00	37'530.01	476'412.99	106'400.00
30108400	Bâtiments	PF	Copropriété rte de Jussy 316 (parc. N°29/785)		14.04.2014	1'510'000.00			**1'638'000.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**1'638'000.00**				
31108400	Bâtiments	PF	Rénovation Auberge La Couronne et appart. 1er étage		04.12.2017				**181'954.90**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**181'954.90**				
10108400	Bâtiments	PF	Parcelle 29/134 - Rte de Jussy 336		10.12.2012	1'050'000.00			**2'330'000.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**2'330'000.00**				
20108400	Bâtiments	PF	Parcelle 29/136 - Rte de Jussy 340		11.11.2013	1'600'000.00			**1'270'000.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**1'270'000.00**				
70108000	Parcelle	PF	Parcelle 10872 - Rte Lullier 24-26						**65'400.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**65'400.00**				
72108000	Parcelle	PF	Parcelle 1323 chamboton renaturisé - Rte de Juvigny						**94'200.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**94'200.00**				
73108000	Parcelle	PF	Parcelle 121 - Jussy parking (Rte de Juvigny)						**1'281'800.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**1'281'800.00**				
74108000	Parcelle	PF	Parcelle 473 - Les Hutins (Sionnet)						**11'900.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**11'900.00**				
75108000	Parcelle	PF	Parcelle 344 - Les Champs du Loup / Les Communes / Les Manso						**58'600.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**58'600.00**				
78108000	Parcelle	PF	Parcelle 425 - Ch. Gresevaux						**129'000.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**129'000.00**				
79108000	Parcelle	PF	Parcelle 488 - Ch. Pauses Basses						**144'300.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**144'300.00**				
81108000	Parcelle	PF	Parcelle 424 - Ch. Greseveaux		06.09.1993	36'000.00			**63'700.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**63'700.00**				
82081080	Parcelle	PF	Parcelle 568 - Bois Barbaz		10.10.2022	27'500.00			**0.00**	26'997.20	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**26'997.20**				
82108000	Parcelle	PF	Parcelle 1260 - Bois de la Salle / Les Devants / Les Esserts		06.02.2017				**86'400.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**86'400.00**				
77108000	Bâtiments	PF	Parcelle 423 - Ch. Gresevaux						**64'100.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**64'100.00**				
96831080	Parcelle	PF	Parcelle 52B - Terrain 4 BProt ex Pinget - Rte de Jussy 312		13.10.2014	800'000.00			**579'200.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**579'200.00**				
96841080	Parcelle	PF	Parcelles 120 - Rte de Juvigny						**1'141'000.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**1'141'000.00**				
96861084	Bâtiments	PF	Parcelle 135 - Route de Jussy 338		10.10.2022	1'740'000.00			**1'740'000.00**	203'726.80	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**1'943'726.80**				
108	**TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES DU PATRIMOINE FINANCIER**								**10'879'554.90**	230'724.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	**11'110'278.90**				

14. EXPLICATIONS SUR LES CREDITS D'ENGAGEMENT OUVERTS DEPUIS PLUS DE CINQ ANS ET NON ENCORE CLÔTURES

Au 31.12.2023, il n'existe aucun crédit d'engagement ouvert depuis plus de cinq ans et non encore clôturé.

15. INDICATIONS SUPPLEMENTAIRES

Ce chapitre vise à fournir des indications supplémentaires permettant d'apprécier l'état de la fortune, des finances et des revenus et les risques financiers.

A. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Le Conseil exécutif avec la collaboration du Secrétaire général est responsable des stratégies financières appliquées.

Dans le cadre de ses activités, la commune peut être exposée à des risques financiers de plusieurs natures, notamment :

- au risque de marché (risque de taux d'intérêt)
- au risque de crédit (risque de contrepartie)
- au risque de liquidités.

La gestion de ces risques a pour but d'en minimiser les conséquences négatives éventuelles sur les finances communales.

La Commune ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour minimiser l'impact potentiel de ces différents risques.

i. Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque qu'une contrepartie (un tiers) ne remplisse pas ses engagements. La Commune considère qu'elle n'est pas exposée à un fort risque de crédit dans le mesure où :

- ses disponibilités sont déposées auprès de plusieurs établissements suisses à Genève
- ses créances fiscales sont gérées par l'AFC qui dispose d'un service du contentieux. Par ailleurs, en fonction des provisions comptabilisées, le risque de perte devrait être couvert.
- ses autres créances commerciales sont réparties sur un large éventail de clients dont le risque fait l'objet d'un suivi régulier et sont constituées uniquement par les locations de salles ou des facturations des restaurants scolaires (montants peu significatifs).

ii. Risque de liquidité

Le risque de liquidité survient lorsque la Commune rencontre des difficultés à se financer ou à respecter les engagements contractuels liés à ses passifs financiers.

La commune perçoit des acomptes mensuels de l'Etat de Genève au titre d'avance sur les encaissements de créances fiscales. Ces acomptes sont calculés sur la base des prévisions fiscales de l'année. Ces dernières représentent la grande part du budget (env. 90 %). Le risque de liquidités insuffisantes pour faire face aux charges courantes est faible.

La Commune peut avoir recours pour financer ses investissements à des emprunts à moyen et long terme. Le plan financier quadriennal permet d'anticiper les éventuelles lacunes de liquidités. Ce plan est actualisé régulièrement.

iii. Risque de taux d'intérêt

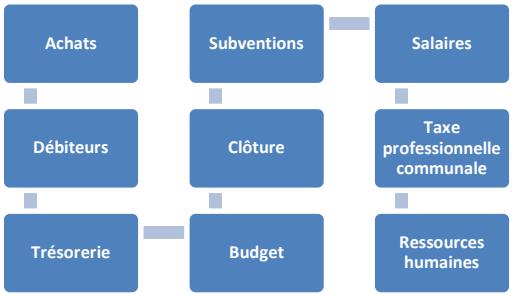
Au niveau de ses actifs et passifs financiers, la Commune considère qu'elle n'est que faiblement exposée au risque de taux d'intérêts dans la mesure où sa dette est contractée en taux fixes.

iv. Risque de change

La Commune n'est pas exposée au risque de change dans la mesure où les transactions effectuées en devises autre que le franc suisse sont inexistantes.

B. SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le système de contrôle interne introduit par la commune en 2018 a été complètement révisé en 2020 par un prestataire externe. Les neufs processus suivants ont été mis en place :



Ces processus ont été établis sur la base du "Guide du système de contrôle interne des communes genevoises" mandaté par l'ACG, en les adaptant aux risques et à l'activité de la commune.

Ils ont été mis en place afin de d'optimiser la qualité des prestations et la gestion communale mais aussi afin de minimiser les risques économiques et financiers inhérents à l'activité de la commune.

La révision du SCI s'est déroulée en 4 étapes :

1. Mise à jour de la législation communale (règlements, directives, etc.) et de la documentation SCI (modèles, procédures, directives, etc.) en fonction de l'évolution normative depuis 2013 (nouvelle Constitution, nouvelle LGAF, nouvelle LAC). Création d'une table documentaire récapitulative avec références au SIL et au site web communal, et identification de « référents SCI » par domaine.

2. Revue des 8 processus-clés issus du SCI 2013 et des documents liés, adaptation aux besoins de la commune y compris éventuelles modifications de la réglementation, établissement ou mise à jour de fiches de contrôle type « Optimiso/SIACG » ou de matrices de contrôle type « Guide SCI ».

3. Revue des 4 matrices de contrôle RH (y compris procédures ou modèles liés) issues de la mise à jour 2017, adaptation aux besoins de la commune, établissement ou mise à jour de fiches de contrôle type « Optimiso/SIACG » ou de matrices de contrôle type « Guide SCI ».

4. Identification des principaux contrôles (hors processus-clés SCI ci-avant) requis par la législation communale et établissement des fiches de contrôles « généraux » y relatifs. Création d'une table récapitulative des contrôles « généraux » et attribution aux référents SCI concernés.

C. CONTRATS DE LEASING

La commune n'a pas conclu de contrat de leasings.

Taux endettement net

	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne
Résultat	-227.79%	-305.31%	-242.97%	-219.23%	-307.52%	-258.69%

Définition: Le taux d'endettement net est la différence entre les capitaux de tiers et le patrimoine financier exprimée en pourcentage des revenus fiscaux.

Objectif: Le taux d'endettement net indique quelle proportion des revenus fiscaux, respectivement combien de tranches annuelles seraient nécessaires afin de rembourser la dette nette.

Baromètre: < 100% | 100%-150% | > 150%

Remarque

Le ratio est très bon compte tenu du fait que la commune à un solide patrimoine financier. Les capitaux de tiers représentent 27% du total du bilan et 38% du patrimoine financier. Il y a donc une excellente couverture du PF. Toutefois ce ratio n'est pas le plus intéressant pour mesurer le niveau d'endettement communal.

Degré d'autofinancement

	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne
Résultat	126.46%	2.72%	147.36%	80.85%	388.38%	89.35%

Définition: Le degré d'autofinancement est l'autofinancement exprimé en % de l'investissement net.

Objectif: Cet indicateur renseigne sur la part des investissements qu'une commune peut financer par ses propres moyens. A moyen terme, le degré d'autofinancement devrait se situer en moyenne à environ 100%, sous réserve du niveau déjà atteint par la dette. Le degré d'autofinancement idéal varie en fonction de la situation conjoncturelle. Le rouge symbolise une conjoncture de crise, le vert la haute conjoncture.

Baromètre: 50%-80% | 80%-100% | > 100%

Remarque

Le % d'autofinancement a fortement augmenté du fait de la comptabilisation d'amortissements complémentaires. Quand bien même une baisse du bénéfice réalisé en 2023. En cause, la diminution des recettes fiscales. La capacité d'autofinancer de nouveaux investissements s'en trouve améliorée. Il faut considérer ce ratio avec prudence car il ne prend pas en compte les investissements du PF.

Part des charges d'intérêts nets

	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne
Résultat	0.03%	-0.01%	0.19%	0.15%	0.47%	0.09%

Définition: La part des charges d'intérêts est la différence entre les charges d'intérêts et les revenus des intérêts exprimée en pourcentage des revenus courants.

Objectif: Cet indicateur exprime quelle proportion des revenus courants est affectée à la charge d'intérêts. Plus la valeur est basse, plus la marge de manoeuvre budgétaire est élevée.

Baromètre: 0%-4% | 4%-9% | > 9%

Remarque

L'endettement a diminué en 2023 du fait du remboursement d'un emprunt et de l'amortissement financier sur différents emprunts en cours. Toutefois les derniers emprunts se sont faits à des taux plus élvés ayant pour conséquence l'augmentation de la charge des intérêts.

Dette brute par rapport aux revenus

	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne
Résultat	8.32%	46.56%	53.49%	84.72%	97.25%	48.27%

Définition: La dette brute par rapport aux revenus est l'endettement brut exprimé en pourcentage des revenus courants.

Objectif: Cet indicateur renseigne sur le niveau de la dette et plus particulièrement sur le fait que ce niveau est raisonnable ou non par rapport aux revenus dégagés.

Baromètre: < 50% | 50%-100% | 100%-150% | 150%-200% | > 200%

Remarque

L'endettement communal a augmenté en 2021 de + CHF 1'143'642.-- expliquant l'évolution de ce ratio qui reste encore dans les limites raisonnables. La commune peut encore s'endetter à hauteur de CHF 3.5 millions avant que le ratio ne bascule dans une situation préoccupante (jaune).

Proportion des investissements

	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne
Résultat	28.47%	18.14%	24.67%	41.31%	5.09%	28.15%

Définition: La proportion des investissements correspond aux investissements bruts exprimés en pourcentage des charges totales consolidées.

Objectif: La proportion des investissements renseigne sur l'effort d'investissement déployé par la collectivité.

Baromètre:

< 10%	10%-20%	20%-30%	> 30%

Remarque: *Un ratio dans le rouge ne signifie pas une situation critique mais un effort d'investissement très élevé, au contraire le vert, un effort d'investissement de faible à moyen. Ce ratio est à mettre en regard avec le niveau des liquidités et celui des emprunts.*

Part du service de la dette

	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne
Résultat	4.37%	6.36%	5.37%	11.61%	4.45%	6.93%

Définition: La part du service de la dette correspond au total des charges d'intérêts en chiffres nets et des amortissements ordinaires, exprimés en pourcentage des revenus courants.

Objectif: Dans quelle mesure les services des intérêts et ses amortissements (=service de la dette) grèvent les revenus courants. Une proportion élevée démontre une marge de manoeuvre budgétaire qui s'amenuise.

Baromètre:

< 5%	5%-15%	> 15%

Remarque: *Malgré une augmentation, ces dernières années de l'endettement, la part du service de la dette reste contenue grâce aux revenus financiers qui représentent 21% des revenus courants en raison de l'excellente performance du titre BCGe détenu au PF. En dessous de 15% la charge est jugée comme acceptable.*

Dette nette en francs par habitant

	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne
Résultat	-12'181	-11'440	-12'028	-11'396	-12'435	-11'761

Définition: Ce ratio correspond à la dette nette (constituée des capitaux de tiers déduction faite du patrimoine financier) divisée par le nombre d'habitant.

Objectif: Démontrer le poids de la dette publique par habitant. Ce ratio n'a qu'une valeur informative limitée car l'évaluation de l'importance de la dette doit davantage tenir compte de la capacité financière des habitants plutôt que leur nombre.

Baromètre:

< 0	0-1'000	1'000-2'500	2'500-5'000	> 5'000

Remarque: *Un résultat négatif signifie que le patrimoine financier est supérieur aux capitaux de tiers. Il traduit donc une valeur de patrimoine net par habitant et non une part de dette par habitant.*

Taux d'autofinancement

	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne
Résultat	30.66%	0.50%	32.15%	19.79%	17.29%	20.78%

Définition: Ce ratio correspond à l'autofinancement exprimé en pourcentage des revenus courants.

Objectif: Il indique quelle proportion de ses revenus la collectivité publique peut utiliser pour financer ses investissements.

Baromètre:

< 10%	10%-20%	> 20%

Remarque: *Le taux d'autofinancement s'est fortement amélioré du fait de la comptabilisation des amortissements complémentaires.*

17. CREDITS BUDGETAIRES SUPPLEMENTAIRES

	LISTE DES COMPTES 2F 2N	Budget 2023	Comptes 2023	Dépassement	*Explications*
F11	**SECURITE PUBLIQUE**				
30	CHARGES DU PERSONNEL	89'579.20	99'242.50	**-9'663.30**	*Activité annexe pour la notifications des actes poursuites dans la région Arve Lac. Le coût est pris en charge intégralement par le canton. Voir dans la fonction 14.*
F14	**QUESTIONS JURIDIQUES**				
39	IMPUTATIONS INTERNES	-	16'901.00	**-16'901.00**	*Activité annexe pour la notifications des actes poursuites pris intégralement en charge par l'Office des poursuites. Refacturé par la nature 42.*
F15	**SERVICE DU FEU**				
30	CHARGES DU PERSONNEL	42'242.00	46'057.15	**-3'815.15**	*La compagnie 33 a effectué des interventions pour des inondations lors des fortes pluies durant l'automne 2023 occassionnant une surplus des heures. Ces interventions ont eu lieu dans le cadre du groupement intercommunal. Il est d'usage que les heures prestées soient assumées par les compagnies elles-mêmes.*
31	CHARGES DE BIENS ET SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	109'519.00	124'665.39	**-15'146.39**	*Acquisition d'une deuxième borne hydrante alors qu'il en était prévu une au budget. Achat d'une tente d'accueil pour le PRU en cas de crise.*
36	CHARGES DE TRANSFERT	79'114.00	80'238.25	**-1'124.25**	*Augmentation de la participation aux frais du S.I.S. Ville de Genève*
F54	**FAMILLE ET JEUNESSE**				
30	CHARGES DU PERSONNEL	224'800.45	267'528.18	**-42'727.73**	*La fusion du jardin d'enfants avec Meinier à partir du mois d'août 2023 n'était pas prévu au budget. Cette réorganisation a nécessité la reprise d'une collaboratrice à un taux d'activité de 63%.*
31	CHARGES DE BIENS ET SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	27'800.00	29'180.19	**-1'380.19**	*La fusion du jardin d'enfants avec Meinier à partir du mois d'août 2023 n'était pas prévu au budget. Cette réorganisation a nécessité l'augmentation du taux d'activité de la direction du jardin d'enfant sous-traitée à la direction du GIPE pour un taux EPT de 20%.*
F61	**CIRCULATION ROUTIERE**				
31	CHARGES DE BIENS ET SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	305'455.00	390'145.54	**-84'690.54**	*Installation détecteur candélabres et luminaires CHF 24'555.60 et dépannages éclairage public Ch. De la Forge CHF 16'374.60 + Réparation boîte à vitesse s/JD6320 pour CHF 38'000 + Factures Solfor reçue tardivement projet Voie verte route de Juvigny CHF 15'270.50*
F76	**LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'ENVIRONNEMENT**				
36	CHARGES DE TRANSFERT	-	5'805.00	**-5'805.00**	*Accompagnement mise en oeuvre transition énergétique SIG-éco21 remboursé intégralement par les SIG sur le compte 7690.00.42600.00*
F79	**AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**				
31	CHARGES DE BIENS ET SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	-	6'462.00	**-6'462.00**	*Logiciel de modélisation 3D de la commune (Uzufly)*

17. CREDITS BUDGETAIRES SUPPLEMENTAIRES

	LISTE DES COMPTES 2F 2N	Budget 2023	Comptes 2023	Dépassement	*Explications*
F87	**COMBUSTIBLE ET ENERGIE**				
31	CHARGES DE BIENS ET SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	10'000.00	10'005.15	**-5.15**	*Contrat SIG Lumina à la hausse*
F91	**IMPÔTS**				
31	CHARGES DE BIENS ET SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	-	22'535.60	**-22'535.60**	*Dépréciation sur estimations fiscales 13k (impôt estimé et reliquat PP,PM et chiens) et Pertes s/créances fiscales 9K (irrécouvrable PP, PM et chiens)*
36	CHARGES DE TRANSFERT	403'000.00	470'765.00	**-67'765.00**	*Selon comptes exercices 2023 (contribution versée pour la péréquation financière intercommunale. "Arrêté du Conseil d'Etat")*
F96	**ADMINISTRATION DE LA FORTUNE ET DE LA DETTE**				
31	CHARGES DE BIENS ET SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	20'000.00	20'883.05	**-883.05**	*Etude de faisabilité nouveau centre aménagement parcelle n°1370(120&121) - Facture Urbaplan SA*
34	CHARGES FINANCIERES	72'500.00	112'916.94	**-40'416.94**	*Intérêts s/nouveau prêt 5098.44.92 (CHF 900'000.- BCGE) non prévu au budget CHF 10'407.75 / Rafraîchissement suite changement de locataire au 340 route de Jussy, dépassement de CHF 25'468.15*
TOTAL DES DEPASSEMENTS		**1'384'009.65**	**1'703'330.94**	**-319'321.29**	

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels 2023
au Conseil municipal de la

Commune de Jussy

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit conformément au mandat qui nous a été confié des comptes annuels ci-joints de la ***Commune de Jussy***, comprenant le bilan, le compte de résultats, le compte des investissements, le tableau des flux de trésorerie et l'annexe pour l'exercice 2023 arrêté au 31 décembre 2023.

Responsabilité des magistrats communaux

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément à la loi sur l'administration des communes et à son règlement d'application, incombe aux magistrats communaux. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, les magistrats communaux sont responsables de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi sur l'administration des communes et à son règlement d'application, à la recommandation d'audit suisse 60 « Audit et rapport de l'auditeur de comptes communaux » ainsi qu'aux normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

rue agasse 45
case postale 6237
CH- 1211 genève 6
t. +41 22 737 89 89
f. +41 22 737 89 88
sfer@fidusfer.ch

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice 2023 arrêté au 31 décembre 2023 sont conformes à la loi sur l'administration des communes et à son règlement d'application ainsi qu'au référentiel comptable MCH2.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR), de connaissances techniques et d'indépendance conformément aux prescriptions légales en vigueur et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 71, al. 2 du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions des magistrats communaux.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Genève, le 1er mai 2024

Société fiduciaire d'expertise
et de revision SA

Andrew Helaconde Chávez
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Antoine Pierroz
Expert-réviseur agréé

Annexe :
Comptes annuels comprenant :
- Bilan
- Compte de résultat
- Compte des investissements
- Tableau des flux de trésorerie
- Annexes

Fonction et Titres		Comptes 31.12.2022	Budget 31.12.2023	Comptes 31.12.2023	Dépassement au 31.12.2023
0	**ADMINISTRATION GENERALE**				
	TOTAL CHARGES	**2 651 855.98**	**2 033 576.50**	**1 918 860.69**	**-114'715.81**
	TOTAL REVENUS	**171 719.48**	**81 000.00**	**105 947.90**	**24'947.90**
01	**CONSEIL MUNICIPAL ET EXECUTIF**				
	TOTAL CHARGES	**229 329.70**	**294 720.25**	**257 774.24**	**-36'946.01**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
30	CHARGES DE PERSONNEL	197 535.55	231 720.25	223 348.20	-8'372.05
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	31 794.15	63 000.00	34 426.04	-28'573.96
02	**SERVICES GENERAUX**				
	TOTAL CHARGES	**2 422 526.28**	**1 738 856.25**	**1 661 086.45**	**-77'769.80**
	TOTAL REVENUS	**171 719.48**	**81 000.00**	**105 947.90**	**24'947.90**
30	CHARGES DE PERSONNEL	1 288 391.85	1 087 049.25	1 078 098.99	-8'950.26
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	406 863.85	480 400.00	434 434.72	-45'965.28
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	100 000.00	100 000.00	94 736.84	-5'263.16
34	CHARGES FINANCIÈRES	1 122.25	1 200.00	900.40	-299.60
36	CHARGES DE TRANSFERT	49 735.34	70 207.00	52 915.50	-17'291.50
38	CHARGES EXTRAORDINAIRES	576 412.99	0.00	0.00	0.00
42	*TAXES*	*41 473.70*	*31 600.00*	*56 628.45*	*25'028.45*
43	*REVENUS DIVERS*	*19 658.08*	*17 000.00*	*15 228.95*	*-1'771.05*
44	*REVENUS FINANCIERS*	*36 614.75*	*32 400.00*	*34 090.50*	*1'690.50*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*7 000.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
49	*IMPUTATIONS INTERNES*	*66 972.95*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
1	**ORDRE ET SECURITE PUBLICS, DEFENSE**				
	TOTAL CHARGES	**444 774.41**	**456 110.20**	**481 394.09**	**25'283.89**
	TOTAL REVENUS	**80 378.17**	**99 500.00**	**134 339.60**	**34'839.60**
11	**SECURITE PUBLIQUE**				
	TOTAL CHARGES	**141 454.39**	**176 012.20**	**176 389.65**	**377.45**
	TOTAL REVENUS	**70 805.00**	**94 000.00**	**99 989.00**	**5'989.00**
30	CHARGES DE PERSONNEL	0.00	89 579.20	99 242.50	9'663.30
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	7 009.44	12 975.00	4 671.15	-8'303.85
36	CHARGES DE TRANSFERT	67 472.00	73 458.00	72 476.00	-982.00
39	IMPUTATIONS INTERNES	66 972.95	0.00	0.00	0.00
42	*TAXES*	*70 805.00*	*94 000.00*	*83 088.00*	*-10'912.00*
49	*IMPUTATIONS INTERNES*	*0.00*	*0.00*	*16 901.00*	*16'901.00*
14	**QUESTIONS JURIDIQUES**				
	TOTAL CHARGES	**20 124.15**	**29 000.00**	**34 317.45**	**5'317.45**
	TOTAL REVENUS	**4 065.00**	**2 500.00**	**28 574.70**	**26'074.70**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	1 718.00	2 500.00	1 026.25	-1'473.75
36	CHARGES DE TRANSFERT	18 406.15	26 500.00	16 390.20	-10'109.80
39	IMPUTATIONS INTERNES	0.00	0.00	16 901.00	16'901.00
42	*TAXES*	*4 065.00*	*2 500.00*	*20 190.00*	*17'690.00*
44	*REVENUS FINANCIERS*	*0.00*	*0.00*	*8 384.70*	*8'384.70*
15	**SERVICE DU FEU**				
	TOTAL CHARGES	**253 200.72**	**230 875.00**	**250 960.79**	**20'085.79**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
30	CHARGES DE PERSONNEL	47 133.40	42 242.00	46 057.15	3'815.15
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	132 781.92	109 519.00	124 665.39	15'146.39
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	0.00	0.00	0.00	0.00
36	CHARGES DE TRANSFERT	73 285.40	79 114.00	80 238.25	1'124.25
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
16	**DEFENSE**				
	TOTAL CHARGES	**29 995.15**	**20 223.00**	**19 726.20**	**-496.80**
	TOTAL REVENUS	**5 508.17**	**3 000.00**	**5 775.90**	**2'775.90**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	11 694.15	2 880.00	2 383.20	-496.80
36	CHARGES DE TRANSFERT	18 301.00	17 343.00	17 343.00	0.00
42	*TAXES*	*2 508.17*	*0.00*	*2 775.90*	*2'775.90*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*3 000.00*	*3 000.00*	*3 000.00*	*0.00*
2	**FORMATION**				
	TOTAL CHARGES	**664 175.19**	**564 365.00**	**485 447.95**	**-78'917.05**
	TOTAL REVENUS	**120 739.90**	**121 062.00**	**126 094.55**	**5'032.55**
21	**SCOLARITE OBLIGATOIRE**				
	TOTAL CHARGES	**664 175.19**	**564 365.00**	**485 447.95**	**-78'917.05**
	TOTAL REVENUS	**120 739.90**	**121 062.00**	**126 094.55**	**5'032.55**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	315 303.79	364 500.00	295 726.78	-68'773.22
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	55 926.04	48 460.00	40 866.77	-7'593.23
34	CHARGES FINANCIÈRES	5 268.95	3 700.00	2 649.40	-1'050.60
36	CHARGES DE TRANSFERT	132 976.00	147 705.00	146 205.00	-1'500.00
38	CHARGES EXTRAORDINAIRES	154 700.41	0.00	0.00	0.00
42	*TAXES*	*66 317.90*	*68 600.00*	*70 032.55*	*1'432.55*
44	*REVENUS FINANCIERS*	*37 960.00*	*36 000.00*	*39 600.00*	*3'600.00*
45	*PRÉLÈVEMENTS SUR LES FONDS ET FINANCEMENTS SPÉCIAUX*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*16 462.00*	*16 462.00*	*16 462.00*	*0.00*
3	**CULTURE, SPORT ET LOISIRS, EGLISES**				
	TOTAL CHARGES	**218 790.32**	**290 082.00**	**251 332.85**	**-38'749.15**
	TOTAL REVENUS	**12 546.00**	**800.00**	**5 557.57**	**4'757.57**
31	**HERITAGE CULTUREL**				

Fonction et Titres		Comptes 31.12.2022	Budget 31.12.2023	Comptes 31.12.2023	Dépassement au 31.12.2023
	TOTAL CHARGES	**2 035.17**	**3 500.00**	**0.00**	**-3'500.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	2 035.17	3 500.00	0.00	-3'500.00
32	**CULTURE, AUTRES**				
	TOTAL CHARGES	**80 348.66**	**99 412.00**	**89 180.24**	**-10'231.76**
	TOTAL REVENUS	**10 530.00**	**0.00**	**2 793.17**	**2'793.17**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	37 985.36	54 900.00	45 367.04	-9'532.96
36	CHARGES DE TRANSFERT	42 363.30	44 512.00	43 813.20	-698.80
39	IMPUTATIONS INTERNES	0.00	0.00	0.00	0.00
42	*TAXES*	*10 530.00*	*0.00*	*2 793.17*	*2'793.17*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
34	**SPORTS ET LOISIRS**				
	TOTAL CHARGES	**124 406.49**	**170 170.00**	**145 152.61**	**-25'017.39**
	TOTAL REVENUS	**2 016.00**	**800.00**	**2 764.40**	**1'964.40**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	90 791.43	131 670.00	113 952.06	-17'717.94
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	0.00	0.00	0.00	0.00
36	CHARGES DE TRANSFERT	33 615.06	38 500.00	31 200.55	-7'299.45
42	*TAXES*	*2 016.00*	*800.00*	*2 764.40*	*1'964.40*
43	*REVENUS DIVERS*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
35	**EGLISES ET AFFAIRES RELIGIEUSES**				
	TOTAL CHARGES	**12 000.00**	**17 000.00**	**17 000.00**	**0.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
36	CHARGES DE TRANSFERT	12 000.00	17 000.00	17 000.00	0.00
4	**SANTE**				
	TOTAL CHARGES	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
49	**SANTE PUBLIQUE, NON MENTIONNE AILLEURS**				
	TOTAL CHARGES	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	0.00	0.00	0.00	0.00
36	CHARGES DE TRANSFERT	0.00	0.00	0.00	0.00
42	*TAXES*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
5	**SECURITE SOCIALE**				
	TOTAL CHARGES	**990 951.63**	**793 717.45**	**760 775.31**	**-32'942.14**
	TOTAL REVENUS	**100 389.45**	**105 480.00**	**155 044.95**	**49'564.95**
53	**VIEILLESSE ET SURVIVANTS**				
	TOTAL CHARGES	**0.00**	**6 500.00**	**4 076.00**	**-2'424.00**
36	CHARGES DE TRANSFERT	0.00	6 500.00	4 076.00	-2'424.00
54	**FAMILLE ET JEUNESSE**				
	TOTAL CHARGES	**873 531.56**	**633 805.45**	**619 559.26**	**-14'246.19**
	TOTAL REVENUS	**100 389.45**	**105 480.00**	**146 295.90**	**40'815.90**
30	CHARGES DE PERSONNEL	0.00	224 800.45	267 528.18	42'727.73
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	27 310.49	27 800.00	29 180.19	1'380.19
36	CHARGES DE TRANSFERT	846 221.07	381 205.00	322 850.89	-58'354.11
38	CHARGES EXTRAORDINAIRES	0.00	0.00	0.00	0.00
42	*TAXES*	*88 721.45*	*94 000.00*	*122 612.90*	*28'612.90*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*11 668.00*	*11 480.00*	*23 683.00*	*12'203.00*
55	**CHOMAGE**				
	TOTAL CHARGES	**184.00**	**5 000.00**	**0.00**	**-5'000.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
36	CHARGES DE TRANSFERT	184.00	5 000.00	0.00	-5'000.00
57	**AIDE SOCIALE ET DOMAINE DE L'ASILE**				
	TOTAL CHARGES	**92 156.07**	**118 412.00**	**107 740.05**	**-10'671.95**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**8 749.05**	**8'749.05**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	26 732.63	40 100.00	35 963.65	-4'136.35
36	CHARGES DE TRANSFERT	65 423.44	78 312.00	71 776.40	-6'535.60
42	*TAXES*	0.00	0.00	8 749.05	*8'749.05*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
59	**DOMAINE SOCIAL, NON MENTIONNE AILLEURS**				
	TOTAL CHARGES	**25 080.00**	**30 000.00**	**29 400.00**	**-600.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
36	CHARGES DE TRANSFERT	25 080.00	30 000.00	29 400.00	-600.00
6	**TRANSPORTS**				
	TOTAL CHARGES	**780 234.04**	**522 914.00**	**1 433 690.74**	**910'776.74**
	TOTAL REVENUS	**29 838.25**	**28 000.00**	**29 644.25**	**1'644.25**
61	**CIRCULATION ROUTIERE**				
	TOTAL CHARGES	**719 467.29**	**445 670.00**	**1 393 298.64**	**947'628.64**
	TOTAL REVENUS	**5 718.25**	**5 000.00**	**15 257.35**	**10'257.35**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	281 695.40	305 455.00	390 145.54	84'690.54
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	297 600.84	133 015.00	133 015.45	0.45
36	CHARGES DE TRANSFERT	7 155.60	7 200.00	7 155.60	-44.40
38	CHARGES EXTRAORDINAIRES	133 015.45	0.00	862 982.05	862'982.05
42	*TAXES*	*5 238.25*	*5 000.00*	*13 063.35*	*8'063.35*
44	*REVENUS FINANCIERS*	*480.00*	*0.00*	*480.00*	*480.00*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*0.00*	*0.00*	*1 714.00*	*1'714.00*

Fonction et Titres		Comptes 31.12.2022	Budget 31.12.2023	Comptes 31.12.2023	Dépassement au 31.12.2023
62	**TRANSPORTS PUBLICS**				
	TOTAL CHARGES	**60 766.75**	**77 244.00**	**40 392.10**	**-36'851.90**
	TOTAL REVENUS	**24 120.00**	**23 000.00**	**14 386.90**	**-8'613.10**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	42 293.75	43 000.00	13 948.10	-29'051.90
36	CHARGES DE TRANSFERT	18 473.00	34 244.00	26 444.00	-7'800.00
42	*TAXES*	*24 120.00*	*23 000.00*	*14 386.90*	*-8'613.10*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
7	**PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**				
	TOTAL CHARGES	**532 546.58**	**630 859.00**	**561 190.87**	**-69'668.13**
	TOTAL REVENUS	**95 859.25**	**127 400.00**	**108 703.69**	**-18'696.31**
71	**APPROVISIONNEMENT EN EAU**				
	TOTAL CHARGES	**5 996.25**	**6 100.00**	**5 510.55**	**-589.45**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	5 996.25	6 100.00	5 510.55	-589.45
72	**TRAITEMENT DES EAUX USEES**				
	TOTAL CHARGES	**144 445.36**	**173 000.00**	**142 461.57**	**-30'538.43**
	TOTAL REVENUS	**56 757.85**	**117 000.00**	**78 673.75**	**-38'326.25**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	144 445.36	173 000.00	142 461.57	-30'538.43
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	0.00	0.00	0.00	0.00
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*56 757.85*	*117 000.00*	*78 673.75*	*-38'326.25*
73	**GESTION DES DECHETS**				
	TOTAL CHARGES	**355 753.22**	**401 259.00**	**353 884.05**	**-47'374.95**
	TOTAL REVENUS	**32 550.05**	**6 400.00**	**17 234.84**	**10'834.84**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	347 550.07	392 980.00	346 289.05	-46'690.95
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	0.00	0.00	0.00	0.00
36	CHARGES DE TRANSFERT	8 203.15	8 279.00	7 595.00	-684.00
42	*TAXES*	*24 873.05*	*6 400.00*	*10 929.85*	*4'529.85*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*7 677.00*	*0.00*	*6 304.99*	*6'304.99*
75	**PROTECTION DES ESPECES ET DU PAYSAGE**				
	TOTAL CHARGES	**8 030.90**	**6 500.00**	**6 120.00**	**-380.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	5 030.90	3 500.00	3 420.00	-80.00
36	CHARGES DE TRANSFERT	3 000.00	3 000.00	2 700.00	-300.00
76	**LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'ENVIRONNEMENT**				
	TOTAL CHARGES	**7 325.90**	**3 000.00**	**7 405.00**	**4'405.00**
	TOTAL REVENUS	**3 918.20**	**1 000.00**	**6 805.00**	**5'805.00**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	2 907.90	0.00	5 805.00	5'805.00
36	CHARGES DE TRANSFERT	4 418.00	3 000.00	1 600.00	-1'400.00
42	*TAXES*	0.00	0.00	5 805.00	*5'805.00*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*3 918.20*	*1 000.00*	*1 000.00*	*0.00*
77	**PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, AUTRES**				
	TOTAL CHARGES	**8 298.60**	**41 000.00**	**39 347.70**	**-1'652.30**
	TOTAL REVENUS	**2 633.15**	**3 000.00**	**5 990.10**	**2'990.10**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	8 298.60	41 000.00	39 347.70	-1'652.30
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	0.00	0.00	0.00	0.00
42	*TAXES*	*2 633.15*	*3 000.00*	*5 990.10*	*2'990.10*
79	**AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**				
	TOTAL CHARGES	**2 696.35**	**0.00**	**6 462.00**	**6'462.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	2 696.35	0.00	6 462.00	6'462.00
8	**ECONOMIE PUBLIQUE**				
	TOTAL CHARGES	**9 728.50**	**10 000.00**	**10 005.15**	**5.15**
	TOTAL REVENUS	**93 400.25**	**98 960.00**	**112 568.49**	**13'608.49**
82	**SYLVICULTURE**				
	TOTAL CHARGES	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
33	AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	0.00	0.00	0.00	0.00
86	**BANQUES ET ASSURANCES**				
	TOTAL CHARGES	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
	TOTAL REVENUS	**22 842.00**	**15 000.00**	**27 918.00**	**12'918.00**
44	*REVENUS FINANCIERS*	*22 842.00*	*15 000.00*	*27 918.00*	*12'918.00*
87	**COMBUSTIBLES ET ENERGIE**				
	TOTAL CHARGES	**9 728.50**	**10 000.00**	**10 005.15**	**5.15**
	TOTAL REVENUS	**70 558.25**	**83 960.00**	**84 650.49**	**690.49**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	9 728.50	10 000.00	10 005.15	5.15
42	*TAXES*	*6 118.25*	*7 000.00*	*6 399.05*	*-600.95*
44	*REVENUS FINANCIERS*	*64 440.00*	*76 960.00*	*78 251.44*	*1'291.44*
9	**FINANCES ET IMPÔTS**				
	TOTAL CHARGES	**1 223 863.01**	**711 816.00**	**831 764.73**	**119'948.73**
	TOTAL REVENUS	**7 812 777.31**	**5 476 077.00**	**5 992 731.54**	**516'654.54**
91	**IMPOTS**				
	TOTAL CHARGES	**279 652.77**	**150 000.00**	**161 020.02**	**11'020.02**
	TOTAL REVENUS	**6 288 626.97**	**5 221 077.00**	**4 773 242.64**	**-447'834.36**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	101 265.40	0.00	22 535.60	22'535.60
36	CHARGES DE TRANSFERT	178 387.37	150 000.00	138 484.42	-11'515.58

Fonction et Titres		Comptes 31.12.2022	Budget 31.12.2023	Comptes 31.12.2023	Dépassement au 31.12.2023
40	*REVENUS FISCAUX*	*6 263 660.94*	*5 207 198.00*	*4 747 351.09*	*-459'846.91*
42	*TAXES*	*2 056.51*	*0.00*	*920.02*	*920.02*
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*22 909.52*	*13 879.00*	*24 971.53*	*11'092.53*
48	*REVENUS EXTRAORDINAIRES*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
92	**CONVENTIONS FISCALES**				
	TOTAL CHARGES	**67 141.29**	**66 316.00**	**66 179.72**	**-136.28**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
36	CHARGES DE TRANSFERT	67 141.29	66 316.00	66 179.72	-136.28
93	**PEREQUATION FINANCIERE ET COMPENSATION DES CHARGES**				
	TOTAL CHARGES	**188 129.00**	**403 000.00**	**470 765.00**	**67'765.00**
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
36	CHARGES DE TRANSFERT	188 129.00	403 000.00	470 765.00	67'765.00
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	*0.00*	*0.00*	*0.00*	*0.00*
96	**ADMINISTRATION DE LA FORTURE ET DE LA DETTE**				
	TOTAL CHARGES	**688 939.95**	**92 500.00**	**133 799.99**	**41'299.99**
	TOTAL REVENUS	**1 524 150.34**	**255 000.00**	**1 218 736.20**	**963'736.20**
31	CHARGES DE BIENS/SERVICES ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	3 897.90	20 000.00	20 883.05	883.05
34	CHARGES FINANCIÈRES	685 042.05	72 500.00	112 916.94	40'416.94
42	*TAXES*	*3 823.34*	*0.00*	*0.00*	0.00
44	*REVENUS FINANCIERS*	*1 520 327.00*	*255 000.00*	*1 218 736.20*	*963'736.20*
97	**REDISTRIBUTIONS**				
	TOTAL REVENUS	**0.00**	**0.00**	**752.70**	**752.70**
46	*REVENUS DE TRANSFERT*	0.00	0.00	752.70	*752.70*
	TOTAL GENERAL				
	TOTAL CHARGES	**7 516 919.66**	**6 013 440.15**	**6 734 462.38**	**721'022.23**
	TOTAL REVENUS	**8 517 648.06**	**6 138 279.00**	**6 770 632.54**	**632'353.54**
	EXCEDENT(-) / PERTE	**-1'000'728.40**	**-124'838.85**	**-36'170.16**	**88'668.69**

Comptes	Désignation 2	Solde Initial	Solde	Engagement	Total Débit	Total Crédit	Commentaires de compte	Commentaires de clôture
1		**33,042,926.55**	**33,252,829.83**	**0.00**	**5,602,208.51**	**5,392,305.23**		
10		**23,618,203.28**	**23,828,106.56**	**0.00**	**5,602,208.51**	**5,392,305.23**		
100		**4,317,575.71**	**6,849,333.80**	**0.00**	**5,086,508.71**	**2,554,750.62**		
10000		**2,082.45**	**2,355.65**	**0.00**	**50,720.85**	**50,447.65**		
0210.00.10000.00	Caisse principale	2,082.45	2,355.65	0.00	50,720.85	50,447.65		
10010		**516,877.66**	**743,424.57**	**0.00**	**2,314,630.71**	**2,088,083.80**		
0210.00.10010.00	PostADMance 12-16910-3	493,796.07	724,046.08	0.00	2,290,214.46	2,059,964.45		
0210.00.10010.01	PostADMance 14-343783-3 resto scolaire	23,764.89	19,378.49	0.00	23,697.65	28,084.05	Enregistrement des bon	
0210.00.10010.10	Liquidités en transit PostADMance	683.30-	0.00	0.00	718.60	35.30		
10020		**15,819.39**	**2,320,379.22**	**0.00**	**2,678,315.30**	**373,755.47**		
0210.00.10020.00	Compte courant bancaire BCGE R 1151.42.29	11,235.87	6,833.47	0.00	0.00	4,402.40		
0210.00.10020.01	Compte courant Banque Raiffeisen 11080.02	4,583.52	20,508.32	0.00	378,315.30	362,390.50		
0210.00.10020.02	Compte courant Banque Raiffeisen (119)	0.00	2,293,037.43	0.00	2,300,000.00	6,962.57	Emprunt projet rénovat	
10040		**1,297.45**	**1,675.60**	**0.00**	**42,841.85**	**42,463.70**		
0210.00.10040.00	Vente par carte débit bancaire	1,297.45	1,675.60	0.00	42,841.85	42,463.70		
10090		**3,781,498.76**	**3,781,498.76**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
0210.00.10090.00	Caisse de l'Etat compte de dépôt à vue	3,781,498.76	3,781,498.76	0.00	0.00	0.00		
101		**3,105,790.36**	**1,017,225.91**	**0.00**	**515,380.20**	**2,603,944.65**		
1010		**200,500.67**	**68,354.02**	**0.00**	**89,042.80**	**221,189.45**		
10100		**131,914.35**	**232.30-**	**0.00**	**89,042.80**	**221,189.45**		

Comptes	Désignation 2	Solde Initial	Solde	Engagement	Total Débit	Total Crédit	Commentaires de compte	Commentaires de clôture
0220.00.10100.00	Débiteurs factures	133,055.35	908.70	0.00	89,042.80	221,189.45		
0220.00.10100.01	Provision pour pertes s/créances	1,141.00-	1,141.00-	0.00	0.00	0.00	Constitution, ajustem	
10101		**68,586.32**	**68,586.32**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
0210.00.10101.00	AFC Impôt anticipé à récupérer	68,586.32	68,586.32	0.00	0.00	0.00		
10110		**22,972.75**	**1,932,577.25-**	**0.00**	**0.00**	**1,955,550.00**		
9100.00.10110.00	Caisse de l'Etat c/c budgétaire	0.00	1,872,950.00-	0.00	0.00	1,872,950.00		
1620.00.10110.03	Protection civile contributions de rempl.	9,719.90	9,719.90	0.00	0.00	0.00		
0220.00.10110.10	Compte courant Régie Pilet & Renaud	13,252.85	69,347.15-	0.00	0.00	82,600.00	Compte courant de la r	
10120		**2,879,702.11**	**2,875,562.11**	**0.00**	**0.00**	**4,140.00**		
9100.00.10120.00	Reliquat des centimes additionnels	4,107,502.11	4,107,502.11	0.00	0.00	0.00		
9101.00.10120.01	Reliquat taxe professionnelle	4,200.00	60.00	0.00	0.00	4,140.00		
9100.00.10120.10	Provision fiscale sur reliquat PP/PM	1,232,000.00-	1,232,000.00-	0.00	0.00	0.00	compte 2017 :	
1015		**0.00**	**600.00-**	**0.00**	**418,216.20**	**418,816.20**		
10153		**0.00**	**0.00**	**0.00**	**417,953.20**	**417,953.20**		
0220.00.10153.00	Compte de compensation salaire	0.00	0.00	0.00	417,953.20	417,953.20		
10154		**0.00**	**600.00-**	**0.00**	**263.00**	**863.00**		
0220.00.10154.00	Cartes de crédit Visa	0.00	600.00-	0.00	263.00	863.00		
10160		**0.00**	**1,531.00**	**0.00**	**5,780.00**	**4,249.00**		
0220.00.10160.00	Avances diverses	0.00	1,531.00	0.00	5,780.00	4,249.00		
10192		**2,614.83**	**4,956.03**	**0.00**	**2,341.20**	**0.00**		

Comptes	Désignation 2	Solde Initial	Solde	Engagement	Total Débit	Total Crédit	Commentaires de compte	Commentaires de clôture
7206.00.10192.00	Impôt préalable TVA	2,614.83	4,956.03	0.00	2,341.20	0.00		
104		**226,394.71**	**0.00**	**0.00**	**15.00**	**226,409.71**		
10400		**200.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**200.00**		
0220.00.10400.00	Charges de personnel	200.00	0.00	0.00	0.00	200.00		
10410		**110,417.25**	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**110,417.25**		
0220.00.10410.00	Charges de biens et services payés d'avance	110,417.25	0.00	0.00	0.00	110,417.25		
10430		**97,918.45**	**0.00**	**0.00**	**15.00**	**97,933.45**		
0220.00.10430.00	Dédommagements et subventions payées d'avance	97,918.45	0.00	0.00	0.00	97,918.45		
0220.00.10430.01	Dédommagements et subventions à recevoir	0.00	0.00	0.00	15.00	15.00		
10440		**1,981.68**	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**1,981.68**		
0220.00.10440.00	Charges ADMancières payées d'avance	1,981.68	0.00	0.00	0.00	1,981.68		
10450		**15,877.33**	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**15,877.33**		
0220.00.10450.00	Autres revenus à recevoir	15,877.33	0.00	0.00	0.00	15,877.33		
106		**3,918.85**	**1,938.60**	**0.00**	**0.00**	**1,980.25**		
10600		**3,918.85**	**1,938.60**	**0.00**	**0.00**	**1,980.25**		
0220.00.10600.00	Articles de poste	1,980.25	0.00	0.00	0.00	1,980.25		
7710.00.10600.00	ADock plaques colombarium	1,938.60	1,938.60	0.00	0.00	0.00		
107		**4,694,850.00**	**4,694,850.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		

Comptes	Désignation 2	Solde Initial	Solde	Engagement	Total Débit	Total Crédit	Commentaires de compte	Commentaires de clôture
10700		**4,694,850.00**	**4,694,850.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
9610.00.10700.00	Actions BCGE au PF	4,694,850.00	4,694,850.00	0.00	0.00	0.00		
108		**11,110,278.90**	**11,105,363.50**	**0.00**	**304.60**	**5,220.00**		
10800		**3,746,597.20**	**3,746,597.20**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
8200.08.10800.00	Parcelle 568 Bois Barbaz	26,997.20	26,997.20	0.00	0.00	0.00		
9630.70.10800.00	Parcelle No 872 - Rte de Lullier 24-26	65,400.00	65,400.00	0.00	0.00	0.00		
9630.72.10800.00	Parcelle No 1323 - Rte Juvigny-Lullier	94,200.00	94,200.00	0.00	0.00	0.00		
9630.73.10800.00	Parcelle 121 - Jussy parking (route de Juvigny)	1,281,800.00	1,281,800.00	0.00	0.00	0.00		
9630.74.10800.00	Parcelle 473 - Les Hutins (Sionnet)	11,900.00	11,900.00	0.00	0.00	0.00		
9630.75.10800.00	Parcelle 344 - Les Champs du Loup / Les Communes / Les Manso	58,600.00	58,600.00	0.00	0.00	0.00		
9630.77.10800.00	Parcelle 423 - Ch. des Gresevaux	64,100.00	64,100.00	0.00	0.00	0.00		
9630.78.10800.00	Parcelle 425 - Ch. des Gresevaux	129,000.00	129,000.00	0.00	0.00	0.00		
9630.79.10800.00	Parcelle 488 - Ch. des Pauses Basses	144,300.00	144,300.00	0.00	0.00	0.00		
9630.81.10800.00	Parcelle 424 - Ch. des Gresevaux	63,700.00	63,700.00	0.00	0.00	0.00		
9630.82.10800.00	Parcelle n°1260 - Bois de la Salle	86,400.00	86,400.00	0.00	0.00	0.00		
9630.83.10800.00	Parcelle 1321 (ex Pinget)	579,200.00	579,200.00	0.00	0.00	0.00		
9630.84.10800.00	Parcelles 120 (route de Juvigny)	1,141,000.00	1,141,000.00	0.00	0.00	0.00		
10840		**7,363,681.70**	**7,358,766.30**	**0.00**	**304.60**	**5,220.00**		
9630.00.10840.00	Immeuble Rte de Jussy 316	1,638,000.00	1,638,000.00	0.00	0.00	0.00		
9630.10.10840.00	Immeuble Rte de Jussy 336	2,330,000.00	2,330,000.00	0.00	0.00	0.00		
9630.20.10840.00	Immeuble Rte de Jussy 340	1,270,000.00	1,270,000.00	0.00	0.00	0.00		
9630.86.10840.00		1,943,726.80	1,938,811.40	0.00	304.60	5,220.00		
9630.00.10840.01	Rénovation Auberge La Couronne	181,954.90	181,954.90	0.00	0.00	0.00		
109		**159,394.75**	**159,394.75**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
10900		**159,394.75**	**159,394.75**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
7206.00.10900.00	Créances envers les ADManc. spéciaux de tiers	159,394.75	159,394.75	0.00	0.00	0.00		

Comptes	Désignation 2	Solde Initial	Solde	Engagement	Total Débit	Total Crédit	Commentaires de compte	Commentaires de clôture
14		**9,424,723.27**	**9,424,723.27**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
140		**8,150,320.39**	**8,150,320.39**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
14010		**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
6150.08.14010.00	Voie verte Route de Juvingy	164,585.39	164,585.39	0.00	0.00	0.00		
6150.08.14010.99	Fonds d'amortissement	164,585.39-	164,585.39-	0.00	0.00	0.00		
14030		**1,900,344.22**	**1,900,344.22**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
6150.05.14030.00	Enfouissement lignes route de Monniaz	2,425,466.13	2,425,466.13	0.00	0.00	0.00		
6150.05.14030.99	Fonds d'amort. enfouissements lignes rte de Monniaz	525,121.91-	525,121.91-	0.00	0.00	0.00		
14040		**3,156,249.63**	**3,156,249.63**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
0290.04.14040.00	Rte de Jussy 312 - Rénovation mairie	3,141,033.21	3,141,033.21	0.00	0.00	0.00		
2170.06.14040.00	Ass. énerg. complexe Beillans(Phase 2)	1,226,003.28	1,226,003.28	0.00	0.00	0.00		
0290.04.14040.99	Fonds d'amortissement rénovation mairie	1,194,736.84-	1,194,736.84-	0.00	0.00	0.00		
2170.01.14040.99	Fonds d'amortissement appartement Beillan 1er étage	121,483.41	121,483.41	0.00	0.00	0.00		
2170.06.14040.99	Fonds d'amortissement Ass. énerg. complexe Beillans(Phase 2)	137,533.43-	137,533.43-	0.00	0.00	0.00		
14060		**169,586.43**	**169,586.43**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
6150.01.14060.00	Balayeuse	195,676.65	195,676.65	0.00	0.00	0.00		
6150.01.14060.99	Fonds d'amortissement balayeuse	26,090.22-	26,090.22-	0.00	0.00	0.00		
14070		**2,924,140.11**	**2,924,140.11**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
0290.11.14070.00	INSTALLATIONS EN CONSTRUCTION PA	2,917,140.11	2,917,140.11	0.00	0.00	0.00		
2170.08.14070.00	INSTALLATIONS EN CONSTRUCTION PA	7,000.00	7,000.00	0.00	0.00	0.00		
144		**500,000.00**	**500,000.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		

Comptes	Désignation 2	Solde Initial	Solde	Engagement	Total Débit	Total Crédit	Commentaires de compte	Commentaires de clôture
14460		**500,000.00**	**500,000.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
5441.10.14460.00	Fondation Clair-Vivre	500,000.00	500,000.00	0.00	0.00	0.00		
145		**2,147,884.00**	**2,147,884.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
14520		**1,489,620.00**	**1,489,620.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
0210.00.14520.00	Parts sociales communes - Coficoge	500.00	500.00	0.00	0.00	0.00		
5451.00.14520.01	Capital de dotation GIPE	59,200.00	59,200.00	0.00	0.00	0.00		
8120.00.14520.02	20 actions Cave de Genève	20.00	20.00	0.00	0.00	0.00		
9630.40.14520.03	Capital de dotation Fondation du logement	1,429,900.00	1,429,900.00	0.00	0.00	0.00		
14540		**658,264.00**	**658,264.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
0210.00.14540.00	BCGe actions nominatives	588,664.00	588,664.00	0.00	0.00	0.00		
0210.00.14540.02	Capital de dotation SIG	69,600.00	69,600.00	0.00	0.00	0.00		
146		**582,812.99**	**582,812.99**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
14620	**Compte général**	**582,812.99**	**582,812.99**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
0290.76.14620.00	Attribution FIDU 2023	106,400.00	106,400.00	0.00	0.00	0.00		
0290.70.14620.99	Fonds d'amortissement rénovation mairie	56,416.32	56,416.32	0.00	0.00	0.00		
0290.71.14620.99	Fonds d'amortissement FIDU 2018	75,746.68	75,746.68	0.00	0.00	0.00		
0290.72.14620.99	Fonds d'amortissement FIDU 2019	66,690.00	66,690.00	0.00	0.00	0.00		
0290.73.14620.99	IMMEUBLES ADMINISTRATIFS, NON MENTIONNÉ AILLEURS	78,586.66	78,586.66	0.00	0.00	0.00		
0290.74.14620.99	IMMEUBLES ADMINISTRATIFS, NON MENTIONNÉ AILLEURS	110,973.33	110,973.33	0.00	0.00	0.00		
0290.75.14620.99	IMMEUBLES ADMINISTRATIFS, NON MENTIONNÉ AILLEURS	88,000.00	88,000.00	0.00	0.00	0.00		
148		**1,956,294.11-**	**1,956,294.11-**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
1480		**1,479,881.12-**	**1,479,881.12-**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
14803		**1,050,407.28-**	**1,050,407.28-**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		

Comptes	Désignation 2	Solde Initial	Solde	Engagement	Total Débit	Total Crédit	Commentaires de compte	Commentaires de clôture
6150.05.14803.00	Amort. compl. cumulés, Mise sous-terre lignes aér. Monnniaz	1,050,407.28-	1,050,407.28-	0.00	0.00	0.00		
14804		**403,383.62-**	**403,383.62-**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
0290.04.14804.00	Amort.compl.cumulés terrains bâtis	241,033.21-	241,033.21-	0.00	0.00	0.00		
2170.01.14804.00	Amort.compl.cumulés terrains bâtis	121,483.41-	121,483.41-	0.00	0.00	0.00		
2170.06.14804.00	Amort.compl.cumulés Ass. énerg. complexe Beillans (Phase 2)	40,867.00-	40,867.00-	0.00	0.00	0.00		
14806		**26,090.22-**	**26,090.22-**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
6150.01.14806.00	Amort. compl. cumulés, biens meubles	26,090.22-	26,090.22-	0.00	0.00	0.00		
14862		**476,412.99-**	**476,412.99-**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
0290.70.14862.00	Amort. compl. cumulés, subventions d'investissements aux communes	56,416.32-	56,416.32-	0.00	0.00	0.00		
0290.71.14862.00	Amort. compl. cumulés, subventions d'investissements aux communes	75,746.68-	75,746.68-	0.00	0.00	0.00		
0290.72.14862.00	Amort. compl. cumulés, subventions d'investissements aux communes	66,690.00-	66,690.00-	0.00	0.00	0.00		
0290.73.14862.00	Amort. compl. cumulés, subventions d'investissements aux communes	78,586.66-	78,586.66-	0.00	0.00	0.00		
0290.74.14862.00	Amort. compl. cumulés, subventions d'investissements aux communes	110,973.33-	110,973.33-	0.00	0.00	0.00		
0290.75.14862.00	Amort. compl. cumulés, subventions d'investissements aux communes	88,000.00-	88,000.00-	0.00	0.00	0.00		
2		**33,042,926.55**	**33,252,829.83**	**0.00**	**4,930,594.34**	**5,140,497.62**		
20		**9,019,125.32**	**10,683,977.77**	**0.00**	**2,096,749.59**	**3,761,602.04**		
200		**381,282.02**	**15,386.65-**	**0.00**	**1,858,270.71**	**1,461,602.04**		
20000		**398,491.47**	**280.00**	**0.00**	**1,679,835.51**	**1,281,624.04**		
0220.00.20000.00	Fournisseurs prestations	398,211.47	0.00	0.00	1,679,835.51	1,281,624.04		
3420.10.20000.00	Factures des fournisseurs	280.00	280.00	0.00	0.00	0.00		
2001		**24,659.50-**	**25,797.85-**	**0.00**	**172,554.85**	**171,416.50**		

Comptes	Désignation 2	Solde Initial	Solde	Engagement	Total Débit	Total Crédit	Commentaires de compte	Commentaires de clôture
20010		**2,462.35**	**3,998.70**	**0.00**	**5,925.50**	**7,461.85**		
0220.00.20010.04	Poste prestations postales c/c	2,462.35	3,998.70	0.00	5,925.50	7,461.85		
20011		**27,121.85-**	**29,796.55-**	**0.00**	**166,629.35**	**163,954.65**		
0220.00.20011.00	AVS AI AMAT AC ALFA c/c	7,047.95	2,649.45-	0.00	74,419.35	64,721.95		
0220.00.20011.01	Fonds de prévoyance CAP c/c	0.00	2,627.50-	0.00	89,264.20	86,636.70		
0220.00.20011.02	Assurances accident c/c	22,698.60-	16,224.60-	0.00	1,521.65	7,995.65		
0220.00.20011.03	Assurance perte de gain c/c	11,471.20-	8,295.00-	0.00	1,424.15	4,600.35		
20020		**0.05**	**1,881.20**	**0.00**	**4,480.35**	**6,361.50**		
0220.00.20020.00	Impôts à la source à payer	0.05	1,881.20	0.00	4,480.35	6,361.50		
20060		**7,450.00**	**8,250.00**	**0.00**	**1,400.00**	**2,200.00**		
0220.00.20060.00	Dépôts et cautions	6,850.00	7,650.00	0.00	0.00	800.00	Caution pour fouilles,	
0290.00.20060.00	Dépôts et Cautions	600.00	600.00	0.00	1,400.00	1,400.00		
201		**101,892.20**	**101,892.20**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
20143		**101,892.20**	**101,892.20**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
0210.00.20143.00	Part à court terme d'emprunt BCGE No 230.275	101,892.20	101,892.20	0.00	0.00	0.00		
204		**238,478.88**	**0.00**	**0.00**	**238,478.88**	**0.00**		
20410		**133,077.23**	**0.00**	**0.00**	**133,077.23**	**0.00**		
0220.00.20410.00	Charges d'exploitation à payer	133,077.23	0.00	0.00	133,077.23	0.00		
20430		**86,654.60**	**0.00**	**0.00**	**86,654.60**	**0.00**		
0220.00.20430.00	Charges à payer collectivités publiques	86,654.60	0.00	0.00	86,654.60	0.00		

Comptes	Désignation 2	Solde Initial	Solde	Engagement	Total Débit	Total Crédit	Commentaires de compte	Commentaires de clôture
20440		**6,433.80**	**0.00**	**0.00**	**6,433.80**	**0.00**		
0220.00.20440.00	Intérêts courus sur emprunt	6,433.80	0.00	0.00	6,433.80	0.00		
20450		**12,313.25**	**0.00**	**0.00**	**12,313.25**	**0.00**		
0220.00.20450.00	Autres revenus d'exploitation reçus d'avance	12,313.25	0.00	0.00	12,313.25	0.00		
205		**1,491,112.00**	**1,491,112.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
20500		**7,112.00**	**7,112.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
0220.00.20500.00	Provision soldes de vacances	7,112.00	7,112.00	0.00	0.00	0.00		
20590		**1,484,000.00**	**1,484,000.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
9100.00.20590.01	Provision pour risque sur estimés PP/PM	1,398,000.00	1,398,000.00	0.00	0.00	0.00		
9100.00.20590.02	Provision pour frais de perception	86,000.00	86,000.00	0.00	0.00	0.00		
206		**6,085,113.72**	**8,385,113.72**	**0.00**	**0.00**	**2,300,000.00**		
20630		**5,958,064.00**	**8,258,064.00**	**0.00**	**0.00**	**2,300,000.00**		
0210.05.20630.00	Emprunt PF .006430	960,000.00	960,000.00	0.00	0.00	0.00		
0210.10.20630.00	Emprunt PF .006431	488,064.00	488,064.00	0.00	0.00	0.00		
0210.14.20630.00	Emprunt Banque Raiffeisen	0.00	2,300,000.00	0.00	0.00	2,300,000.00		
0210.15.20630.00	Emprunt Banque J. Safra Sarasin SA	1,200,000.00	1,200,000.00	0.00	0.00	0.00		
0210.16.20630.00	Emprunt SIX Group	2,500,000.00	2,500,000.00	0.00	0.00	0.00		
0210.17.20630.00	Emprunt BCGE No KB20221124/7824	810,000.00	810,000.00	0.00	0.00	0.00		
20640		**127,049.72**	**127,049.72**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
0210.00.20640.00	Reconnaissance de dettes BCG No 230.275	127,049.72	127,049.72	0.00	0.00	0.00		

Comptes	Désignation 2	Solde Initial	Solde	Engagement	Total Débit	Total Crédit	Commentaires de compte	Commentaires de clôture
208		**526,000.00**	**526,000.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
20810		**26,000.00**	**26,000.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
0220.00.20810.00	Provision pour les prétentions à long terme du personnel	26,000.00	26,000.00	0.00	0.00	0.00		
20870		**500,000.00**	**500,000.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
5441.10.20870.00	Provisions pour charges financières	500,000.00	500,000.00	0.00	0.00	0.00		
209		**195,246.50**	**195,246.50**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
20900		**169,114.65**	**169,114.65**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
7206.00.20900.00	DETA - Contributions d'écoulement	159,394.75	159,394.75	0.00	0.00	0.00		
1620.00.20900.01	DSE- Contributions construction abris PC	9,719.90	9,719.90	0.00	0.00	0.00		
20920		**26,131.85**	**26,131.85**	**0.00**	**0.00**	**0.00**		
9690.00.20920.00	Fonds Chenevard	21,131.85	21,131.85	0.00	0.00	0.00		
9690.00.20920.01	Fonds Mégevand	5,000.00	5,000.00	0.00	0.00	0.00		
29		**24,023,801.23**	**22,568,852.06**	**0.00**	**2,833,844.75**	**1,378,895.58**		
299		**24,023,801.23**	**22,568,852.06**	**0.00**	**2,833,844.75**	**1,378,895.58**		
29900		**36,170.16**	**1,454,949.17-**	**0.00**	**2,833,844.75**	**1,342,725.42**		
9990.00.29900.00	Résultat annuel	0.00	0.00	0.00	36,170.16	36,170.16		
9990.00.29900.01	Résultat d'exploitation	391,841.89-	1,303,201.14-	0.00	1,341,266.21	429,906.96		
9990.00.29900.02	Résultat financier	1,290,994.10	18,055.03-	0.00	1,322,715.38	13,666.25		
9990.00.29900.03	Résultat extraordinaire	862,982.05-	0.00	0.00	0.00	862,982.05		
9990.00.29900.10	Resultat des investissements	0.00	133,693.00-	0.00	133,693.00	0.00		
29990		**23,987,631.07**	**24,023,801.23**	**0.00**	**0.00**	**36,170.16**		

Comptes	Désignation 2	Solde Initial	Solde	Engagement	Total Débit	Total Crédit	Commentaires de compte	Commentaires de clôture
9990.00.29999.00	Résultats cumulés années précédentes	23,987,631.07	24,023,801.23	0.00	0.00	36,170.16		
		0.00	**0.00**	**0.00**	**10,532,802.85**	**10,532,802.85**		

Résolution du 13 mai 2024 de Mmes et MM Laura Mathil, Pascal Wegmüller, Eric Grand, Jean-Marie Beaud, Olivier Gros : <<Pour une diminution des nuisances relatives à la réalisation future de l'autoroute du Chablais et des échangeurs routiers de Machilly et Juvigny>>

PROJET DE RÉSOLUTION

ADOPTÉE

EXPOSE DES MOTIFS

Dans le courant du mois de juillet 2023, le Conseil constitutionnel français, l'organe juridique suprême de la France, a approuvé le projet de la future autoroute du Chablais. Cette infrastructure est une menace pour l'environnement en général et constitue pour la commune de Jussy l'assurance d'une augmentation significative de la densité du trafic par les points de passage que constituent les douanes de Monniaz et de La Renfile. Les dépositaires de la résolution souhaitent que des mesures efficaces soient prises pour éviter que le trafic, déjà important aux heures de pointe, ne continuent d'augmenter. Les dépositaires rappellent que le trafic routier a des incidences sur le bruit, la sécurité et la pollution de l'air mettant en péril la qualité de vie des Jusserands dont les habitations sont situées le long des axes routiers.

Considérant :

- Le plan directeur communal (PDCom) adopté par le Conseil d'Etat le 15 juin 2011 ;
- les objectifs de la loi H1 21 « loi pour une mobilité cohérente et équilibrée » voté par le peuple le 5 juin 2016 ;
- la loi fédérale sur la circulation routière ;
- l'axe ferroviaire principal, desservant les principaux pôles de l'agglomération du Grand Genève (Léman express) ;
- la forte augmentation du trafic de transit, sur le territoire de la commune de Jussy ;
- L'inquiétude quant à la mise en service de la future autoroute du bas Chablais et des échangeurs routiers de Machilly et de Juvigny :
- le souci de rétablir le calme, la sécurité et privilégier le poumon vert, offrant ainsi à la population du Grand Genève, des espaces pour ses loisirs sur le territoire de Jussy ;

Le Conseil municipal

- s'oppose à l'augmentation prévisible du trafic résultant de la réalisation de l'autoroute entre Thonon et Machilly, en raison des conséquences négatives sur l'environnement, la qualité de vie et la sécurité des habitants ;

- invite l'autorité exécutive Communale à prendre des mesures concrètes pour atténuer les impacts du projet sur la commune de Jussy ;
- invite le Conseil Exécutif à ouvrir des négociations avec les autorités compétentes afin d'instaurer - dans les meilleurs délais - des restrictions de trafic aux douanes de la Renfile et de Monniaz afin de diminuer le trafic de transit motorisé sur le territoire de Jussy - sur les passages des douanes de Monniaz et de Juvigny - par restrictions de circulation :
    - les semaines, du lundi au vendredi : le matin en provenance du Chablais Français et le soir en provenance du Canton de Genève
    - les nuits : d'adapter d'éventuelles restrictions de trafic selon l'impact que cette autoroute (et des sorties précitées) aura sur notre commune.
- invite le Conseil Exécutif à mettre tout en œuvre pour que les autorités ; cantonale et voisines (communauté de commune du bas Chablais Français) privilégie le transfert modal en amont de la commune de Jussy et développe des offres de transport public en proportion des attentes ;
- invite le Conseil Exécutif à entreprendre toutes négociations avec les autorités compétentes pour que le trafic de transit motorisé soit concentré sur les axes primaires du canton (appelé pénétrante) aux frontières du canton, soit la route de Thonon via la douane d'Anières et l'autoroute blanche via la douane de Thônex-Vallard ;

ADOPTÉ